

LA NOTION ÉCONOMIQUE DE L'ÉQUILIBRE ET LA THÉORIE DE LA MONNAIE

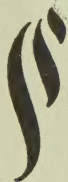
THÈSE POUR LE DOCTORAT
D'UNIVERSITÉ

présentée et soutenue
par

Henri-Ch. TENENBAUM

Ingénieur Commercial I. C. L.

Licencié ès Sciences Économiques U. L. B.



NICE
IMPRIMERIE DU SUD-EST
4, Rue Longchamp

1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TENENBAUM

(Henri-Ch.)

La Notion Economique de
l'Equilibre et la Théorie de
la Monnaie. Nice, Imprimerie
du Sud-Est, Frey et Trincheri,
1942. 8°, 152 pages.

Thèse Droit, Aix, 1942.

TENENBAUM

(Henri-Ch.)

La Notion Economique de
l'Equilibre et la Théorie de
la Monnaie. Nice, Imprimerie
du Sud-Est, Frey et Trincheri,
1942. 8°, 152 pages.

Thèse Droit, Aix, 1942.

TENENBAUM

(Henri-Ch.)

La Notion Economique de
l'Equilibre et la Théorie de
la Monnaie. Nice, Imprimerie
du Sud-Est, Frey et Trincheri,
1942. 8°, 152 pages.

Thèse Droit, Aix, 1942.

TENENBAUM

(Henri-Ch.)

La Notion Economique de
l'Equilibre et la Théorie de
la Monnaie. Nice, Imprimerie
du Sud-Est, Frey et Trincheri,
1942. 8°, 152 pages.

Thèse Droit, Aix, 1942.



**LA NOTION ÉCONOMIQUE
DE L'ÉQUILIBRE
ET LA THÉORIE DE LA MONNAIE**

LA NOTION ÉCONOMIQUE DE L'ÉQUILIBRE ET LA THÉORIE DE LA MONNAIE

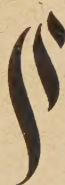
THÈSE POUR LE DOCTORAT
D'UNIVERSITÉ

présentée et soutenue
par

Henri-Ch. TENENBAUM

Ingénieur Commercial I. C. L.

Licencié ès Sciences Économiques U. L. B.



NICE
IMPRIMERIE DU SUD-EST
4, Rue Longchamp

—
1942

UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE

FACULTÉ DE DROIT D'AIX

PERSONNEL

MM.

- RAYNAUD, *, § I., Doyen, Professeur d'Economie Politique.
DUMAS, § I., Assesseur, Professeur d'Histoire Générale du Droit Français.
BRY, *, § I., §, Professeur de Droit Romain.
LEBRET, § I., §, Professeur de Droit Criminel.
AUDINET, *, § I., §, Professeur de Droit Civil.
JAUFFRET, § I., Professeur de Droit Commercial.
DURAND, § I., Professeur de Droit Administratif.
TROTOBAS, § I., §, Professeur de Droit Constitutionnel.
P. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, § I., Professeur de Droit International public.
KAYSER, Professeur de Droit civil.
MACQUERON, Professeur sans chaire.
STEFANI, § A., Professeur de la Faculté de Droit de Strasbourg, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
CABRILLAC, Professeur de Droit civil.
MARCY, Agrégé.
REUTER, Agrégé de la Faculté de Droit de Poitiers, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
CHARLIER, Agrégé.
BERTRAND, chargé de cours.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

- AULAGNON, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
CREMIEU, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit d'Aix.
LABORIE-LACOSTE, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
PERROUD, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
RIPERT, *, § I., Doyen de la Faculté de Droit de Paris.

SECRETAIRE

M. DELAPORTE, § I.

L'Université et la Faculté n'entendent donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA MÈRE,

*Bien faible gage de mon affec
et de ma reconnaissa*

INTRODUCTION

Le présent travail est un essai qui a pour but de comprendre certains problèmes en rapport avec la notion économique de l'équilibre. Comme cette dernière est surtout une construction de l'esprit, il est tout naturel que les pages qui suivent restent dans le domaine théorique. Nous ne présentons donc au lecteur aucune description de phénomènes concrets; l'ensemble est une analyse abstraite d'un problème économique relevant du raisonnement pur.

Une question se pose cependant: dans quelle mesure cette méthode laisse-t-elle subsister des liens avec les manifestations de la vie économique courante? En ce qui nous concerne particulièrement, certaines explications s'imposent à ce propos.

La vie économique, telle que nous la vivons de nos jours, est devenue si complexe et si enchevêtrée qu'elle ne peut être saisie que par un raisonnement abstrait. Une explication purement empirique n'y trouverait pas de place; cela est d'autant plus vrai que l'économie monétaire moderne se caractérise par des traits essentiellement *impersonnels*.

Il n'est donc pas étonnant que nous ayons subi l'influence de toutes les écoles qui se servent de l'abstraction dans l'explication de phénomènes économiques. Cette influence a été renforcée encore, dans la mesure où l'évolution économique semblait leur donner raison.

Cependant, en présence de certains événements contemporains, nous croyons pouvoir constater que, si l'abstraction peut rendre des services dans le domaine explicatif, elle aboutit à des exagérations si elle devient un but en elle-même et s'écarte des bases concrètes prises comme point de départ. C'est ainsi qu'on peut arriver à des constructions impressionnantes par leur vigueur logique, mais dépourvues de fondements solides par suite de leur éloignement des données naturelles élémentaires.

Ainsi, cette méthode contient des dangers qui peuvent être évités du moment qu'elle engendre des effets pratiques.

En matière économique, comme dans les autres branches de la vie sociale, le rôle des forces élémentaires de la nature nous apparaît dès lors comme fondamental.

Partant d'un tel raisonnement, nous nous sommes posés la question de savoir quelles pouvaient être les relations entre l'économie monétaire abstraite et les bases réelles sur lesquelles elle se développer. Cela nous a amené à concevoir un « *équilibre naturel* » comme émanation d'une économie naturelle, pensée abstraite des phénomènes concrets de l'économie monétaire. Il nous semble que cette façon de voir, permet de décrire l'économie empirique en tenant compte des forces élémentaires qui régissent.

Le même raisonnement explique pourquoi nous n'avons pas limité le problème étudié sous un angle normatif. En effet, nous avons craint qu'en poussant jusqu'au bout nos réflexions sur ce domaine, nous n'échapperions pas aux dangers de la méthode abstraite dont nous avons parlé un peu plus haut. De plus, nous avons scrupule à vouloir fixer, dès maintenant, de façon définitive, la mesure dans laquelle, la pensée abstraite d'une part, les forces vitales élémentaires d'autre part, doivent déterminer la conduite humaine.

En ce qui concerne la notion économique de l'équilibre, bien qu'elle soit assez courante dans la terminologie économique, il nous semble que son étude systématique a été par trop négligée dans les écrits assez nombreux de notre science. (1)

Si, à première vue, la notion de l'équilibre n'a pas de rapports avec les problèmes relevant de la doctrine économique (2), elle joue cependant un rôle important dans la théorie économique, en entendant par ce dernier terme l'étude et l'analyse des systèmes scientifiques qui se proposent l'explication de la réalité présente et passée, sans porter de jugement de valeur à l'égard de cette réalité (3). Le problème de l'équilibre peut, dès lors, être considéré comme étant d'ordre technique plutôt que métaphysique.

Nous savons, en effet, que la notion de l'équilibre est intimement liée à la notion du prix et c'est à propos de la théorie du marché et des prix qu'elle s'emploie couramment. Cette notion

(1) Voir l'ouvrage récent de M. GAËTAN PIROU : *Les théories de l'équilibre économique*, Paris 1938.

(2) B.-S. CHLEPNER : *Histoire des doctrines économiques*, cours fait à l'Université de Bruxelles 1936-37 (inédit).

(3) cf. G. PIROU : *ibidem*, p. 7.

se trouvant ainsi placée au centre des recherches économiques notre reproche paraît justifié.

Au point de vue rétrospectif, constatons que la notion d'équilibre était contenue, sinon d'une façon explicite du moins implicitement, dans les œuvres des physiocrates et notamment dans QUESNAY (1), dans l'idée de l'harmonie préétablie. Le même esprit se retrouve chez ADAM SMITH et RICARDO, mettant en avant la conception de l'automatisme des rapports économiques.

Mais l'idée prend une forme plus prononcée avec l'élargissement de la théorie économique par l'école mathématique.

A cette époque, nous voyons une opposition de plus en plus vive se faire jour contre les théories classiques de la valeur et leur corollaire : la théorie des prix. L'école classique et son successeur en la matière, l'école marxiste, expliquaient les fondements de la valeur par la théorie de la valeur-travail ; à celle-ci s'opposait une école, connue sous le nom d'« école autrichienne » qui mettait en relief les aspects psychologiques de la valeur (2) en insistant sur l'intensité des besoins et leur utilité ; ces dernières conceptions furent encore développées par V. WIESER (3) et sont connues sous le nom de théories de l'utilité finale ou marginale (4).

Sans émettre de jugement de valeur sur ces différentes théories, bornons-nous à constater que les premières visaient l'explication de l'offre, tandis que les dernières mettaient l'accent sur une analyse de la demande. Les théories de l'école autrichienne se heurtaient ainsi à un défaut certain et un perfectionnement s'imposait. Celui-ci fut l'œuvre de plusieurs économistes qui formèrent la synthèse des facteurs de l'offre et de la demande. Dès lors, le prix et la valeur du marché furent expliqués en fonction de l'offre et de la demande, à un point d'équilibre déterminé.

C'est à ce moment que la notion de l'équilibre prend une signification précise et qu'une théorie de l'équilibre économique prit forme (5). Ce fut l'œuvre des économistes LEON WALRAS (6) VILFREDO PARETO (7), dont les conceptions sont connues sous le nom d'« école de Lausanne » ou « école mathématique ».

En effet, ils employaient largement la méthode mathématique étant donné qu'ils étaient mathématiciens avant d'être économistes.

(1) FRANÇOIS QUESNAY : *Le tableau économique*, 1758.

(2) B. LAVERGNE : *Cours d'économie politique approfondie*, inédit, fait à l'Université de Lille, 1933-34.

(3) V. WIESER : *Théorie der gesellschaftlichen Wirtschaft*, 1914.

(4) G. PIROU : *L'utilité marginale*, Paris 1932.

(5) G. PIROU : *Théories de l'équilibre économique*, p. 15.

(6) LÉON WALRAS : *Éléments d'économie politique pure*, 1878.

(7) VILFREDO PARETO : *Cours d'économie politique*, 1896-97.

Il est possible, comme l'admet M. PIROU, que sans être mathématiciens, ces penseurs n'auraient pu arriver à leurs conclusions. « C'est parce qu'ils ont eu, en raison de leur formation mathématique, une notion très précise de l'interdépendance économique », dit M. PIROU (1), « qu'ils ont été amenés à une certaine présentation du mécanisme économique, plus stricte, plus rigoureuse, plus scientifique que celles des classiques ou de l'école autrichienne. »

Ainsi la théorie de l'équilibre a des attaches très intimes avec les mathématiques. Par là, elle acquiert une précision plus grande que certaines autres théories économiques. Mais cela n'est dû qu'au fait que l'équilibre économique, pour cette école, ne présente qu'un aspect statique. Or, la réalité économique, comme tous les phénomènes de la vie sociale, est placée entre un passé et un avenir et obéit donc à la loi de l'évolution, qui est essentiellement dynamique, bien qu'elle puisse, à certains moments, être stationnaire.

C'est ici que la théorie de l'équilibre découvre ses limites analytiques et explicatives, tout en contenant les promesses d'un développement ultérieur, comme base d'une explication du processus économique comme phénomène d'ensemble.

En effet, déjà WALRAS, dans son ouvrage intitulé « *Théorie de la monnaie* », paru en 1883, insistait sur les variations brusques et sensibles dans le mouvement des prix, dues à des facteurs monétaires. Il admettait la théorie quantitative de la monnaie et souhaitait éviter des variations trop grandes dans la quantité de monnaie en circulation, parce qu'il se rendait déjà compte que l'émission excessive de monnaie n'affectait pas toutes les couches sociales dans un même sens et que des transformations dans la structure sociale en résultaient. Par son influence sur le niveau des prix, une rupture de l'équilibre économique devait se produire et toute la structure économique en serait affectée (2). Aussi préconisait-il une intervention des banques d'émission pour régulariser la quantité de monnaie en circulation et pour réaliser un certain état d'équilibre, notion inhérente à son système en exerçant ainsi une action compensatrice et modératrice sur le mouvement des prix (3).

Ainsi WALRAS a établi une relation entre la théorie de l'équilibre économique et la théorie de la monnaie. Pour différents qu'étaient, dans les détails de leur réalisation (4), — détails dont l'ana-

(1) G. PIROU : *ibidem*, p. 16.

(2) G. PIROU : *op. cit.*, p. 26.

(3) G. PIROU : *ibidem*, p. 27-30.

(4) G. PIROU : *ibidem*, p. 27-30.

lyse déborde le cadre de ce travail, — les buts poursuivis par WALRAS en matière monétaire, ils sont pourtant de même nature que toutes les tendances que nous désignons aujourd'hui sommairement par le nom d'économie dirigée.

Mais la théorie de l'équilibre et la théorie de la monnaie n'évoluèrent pas après WALRAS. Elles restèrent séparées jusqu'à ce que, en 1912, JOSEPH SCHUMPETER publia sa « *Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung* », qui devait donner une impulsion sans précédent à l'étude des rapports existant entre les deux domaines. Chez WALRAS les relations entre les théories de l'équilibre et de la monnaie n'avaient aucun caractère systématique; ce n'est que rétrospectivement qu'un lien peut être établi entre elles. SCHUMPETER, au contraire, fait des éléments de l'équilibre et de la monnaie, les fondements objectifs de son système, liés à la notion de l'entrepreneur qui en fournit la base subjective. L'action troublante de la monnaie sur l'équilibre économique doit expliquer chez lui les causes profondes du dynamisme économique. La théorie de l'équilibre économique acquiert par là un complément indispensable, qui va enrichir notre connaissance du mécanisme économique.

Avant la Grande Guerre, l'œuvre de SCHUMPETER ne fut connue que de quelques spécialistes et ce n'est qu'après que de nombreux auteurs s'inspirèrent de lui (1) (2).

Depuis lors, son œuvre a exercé de façon directe ou indirecte une grande influence dans tous les pays. Car en établissant un lien entre la théorie économique de l'équilibre et la théorie de la monnaie, SCHUMPETER a démontré en même temps, les rapports existant entre la théorie de la monnaie et la théorie des crises économiques. L'étude des phénomènes monétaires dans le déroulement des cycles économiques a, dès lors, reçu une forte impulsion (3).

Les problèmes ainsi mis en avant, ont été étudiés depuis dans les principaux pays qui possèdent des centres d'études économiques et notamment en Angleterre, en Allemagne, en Autriche et aux Etats-Unis (4).

(1) Il faut cependant remarquer que le livre de IRVING FISHER « *The purchasing power of money* » parut un peu avant la guerre et le « *Stabilizing the Dollar* », au contraire, en 1920.

(2) Une deuxième édition plus perfectionnée en parut en 1926.

(3) Sans partager les idées de SCHUMPETER d'une façon générale, nous avons voulu, dans les lignes précédentes mettre en relief ses mérites incontestables. Ce point de vue éclectique, nous paraît seul compatible avec des méthodes de recherches méritant d'être dites « scientifiques ».

(4) En Angleterre KEYNES et HAWTREY, en Allemagne surtout ALBERT HAHN, et en Autriche v. MISES, HAYEK et leur école, connue sous le nom d'« école néo-autrichienne ».

En France également, SIMIAND, dans son livre « *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie* » (Alcan, 1932), insiste fortement sur le rôle joué par le facteur monétaire dans le mécanisme des crises. On établit ainsi de plus en plus un rapport de causalité entre les variations des quantités monétaires en circulation, d'une part (1), et la succession des déséquilibres économiques, de l'autre.

D'une façon générale, on peut conclure que le point faible de la théorie économique de l'équilibre a été le facteur monétaire. En formant la synthèse entre ces deux théories, en établissant les rapports précis qui existent ou peuvent se créer entr'elles, on contribue à donner des mécanismes économiques, une explication plus générale et plus systématique que celle qui existait jusqu'à présent.

Ainsi, l'objet de ce travail est nettement déterminé. Tout en nous inspirant de l'abondante documentation en la matière, à laquelle nous avons été initié à l'Université de Bruxelles, grâce à l'enseignement de M. le Professeur B.-S. CHLEPNER, nous avons essayé d'exprimer dans la mesure la plus large, des opinions et des idées personnelles nées de réflexions sincères et libres de préjugés.

Si nous y avons réussi, nous croyons avoir soulevé et éclairci, dans la mesure de nos modestes moyens, un problème qui nous paraît être d'une très grande importance dans la voie d'une orientation nouvelle de l'investigation économique.

*
* *

Par la même occasion, nous tenons à remercier particulièrement M. BARTHELEMY RAYNAUD, Doyen de la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, pour sa très grande bienveillance, qui nous a permis de terminer nos études, malgré de pénibles circonstances.

Aix-en-Provence, Février 1942.

(1) MAURICE ANSIAUX : *L'inflation du crédit et la prévention des crises*, 1934.

CHAPITRE I

La notion de l'équilibre dans la pensée économique

Le terme d'équilibre appartient à la mécanique, où il signifie un certain rapport de forces qui correspond à un état statique. Il sert également dans le domaine économique : connaissant un phénomène économique à l'état de repos, on dégage plus facilement son caractère dynamique. La notion d'équilibre est donc principalement intéressante comme instrument d'analyse (1).

Il peut paraître étonnant que la notion d'équilibre ait pu acquérir de l'importance dans le langage économique (2). Mais ce fait s'expliquera en remontant aux origines de cette idée en économie politique. Son examen s'impose donc, tant au point de vue de la méthode et de l'histoire de la pensée scientifique, en général, que de la pensée économique, en particulier.

Dans cette étude, l'origine commune de la pensée économique et de la pensée mécanique devra servir de point de départ à nos déductions ultérieures.

Pour analyser la notion d'équilibre en matière économique, nous devons nous placer aux trois points de vue suivants :

Nous aurons tout d'abord à examiner la notion d'équilibre en tant qu'instrument de l'analyse économique.

Nous examinerons ensuite le rôle de la notion d'équilibre dans la méthode et la pensée scientifique, en général.

(1) cf. VILFREDO PARETO : *Cours d'économie politique*, Lausanne, 1896-97, p. 12 : « L'équilibre d'un système économique présente des analogies frappantes avec l'équilibre d'un système mécanique. Quand on connaît bien ce dernier équilibre, on a aussi des idées nettes sur le premier ».

(2) GAËTAN PIROU, op. cit., pp. 24-25.

Enfin, revenant sur le terrain économique, nous introduirons la notion d'économie naturelle comme base de la notion d'équilibre.

§ 1. — La notion de l'équilibre comme instrument de l'analyse économique.

La notion économique de l'équilibre est basée sur la conception d'une économie statique. Cette dernière présente un tableau simplifié du processus et des activités économiques; dès lors, elle est seulement une hypothèse devant servir à l'analyse économique.

On établit ainsi un rapport entre différents phénomènes puisés dans l'observation concrète, pour en déduire, par voie logique, des conséquences concernant le mécanisme économique. Il faut donc, après avoir réuni autant de faits que possible, rechercher dans quelles hypothèses ils se produisent pour expliquer, enfin, leur dépendance réciproque. Appliquée à la vie économique, cette méthode implique l'abstraction complète de toute la complexité réelle des phénomènes. Elle n'est que l'adaptation à la science économique du procédé en vigueur dans les sciences physiques où l'on cherche à établir les conditions nécessaires à la production d'un phénomène.

A cet égard, la conception de l'économie statique devient une base indispensable de l'analyse économique. Son caractère statique constitue non seulement une hypothèse logiquement nécessaire, mais elle simplifie également l'analyse de la complexité de l'ensemble. Comme image approximative de la réalité courante, image omettant un grand nombre de phénomènes, le concept de l'économie statique permet ainsi de comprendre le mécanisme d'une vie économique enchevêtrée. Le monde qu'il représente est irréel et abstrait et les lois qui s'y établissent en portent le cachet.

Ce qui est vrai pour l'économie statique, est vrai également pour l'équilibre économique.

Par conséquent, la notion économique de l'équilibre est, elle aussi, une construction purement théorique, servant à expliquer la réalité économique vivante. L'équilibre économique est un rapport déterminé qui est une conséquence directe de l'économie statique. Si le terme « statique » exprime un *état* déterminé, le terme « équilibre » désigne un *rapport* qui lui est inhérent.

De cette manière, la notion d'équilibre se rapporte à un *tableau économique* » se trouvant au repos. C'est en effet celui-ci qui nous permet de mesurer les changements et les per-

turbations pouvant survenir (1). L'état de repos, l'état statique, opposé à un état de mouvement, présente une « moyenne » impliquant des « écarts » en sens positif et négatif.

L'économie statique se conçoit donc à son tour uniquement par rapport à la complexité de la vie économique concrète qui, elle, est en mouvement et soumise à l'évolution. L'économie en état d'équilibre est dès lors l'économie conçue sous ses aspects simples et les plus élémentaires. Elles ne considèrent que les nécessités immédiates de la vie humaine en partant d'une conception de l'ordre économique qui présente la société humaine comme une société animale (2). En partant de cette base, elle pousse l'analyse plus loin en y ajoutant des éléments nouveaux pour en arriver à un tableau de plus en plus complexe.

En établissant ainsi les conditions d'un tel équilibre économique, on peut aller plus loin et les comparer à des phénomènes concrets. Les différences qu'on constate feront alors l'objet de recherches ultérieures. Plus on pousse loin l'analyse et plus on rend les hypothèses complexes, plus la notion d'équilibre devient complexe elle aussi.

Jusqu'ici la notion de l'équilibre se rapportait seulement à un état statique; nous voulons maintenant la placer dans un cadre dynamique. Dans ce domaine, l'équilibre est la résultante d'un mécanisme qui met en balance les différents facteurs en présence (3).

L'équilibre continue à correspondre à un état statique, mais en même temps, il devient un moment défini du processus de mouvement. En étudiant ainsi l'état d'équilibre par rapport aux déviations, le champ d'études s'élargit; dès lors, la notion de l'équilibre économique ne peut être conçue que comme un aspect de l'économie dynamique (4) (5). A ce point de vue, on peut concevoir une succession d'états d'équilibre. Les différents équilibres correspondent alors à des phases déterminées d'un processus de mouvement (6).

Ayant ainsi examiné la notion économique de l'équilibre dans le cadre du présent paragraphe, il ne sera plus possible de

(1) cf. J.-B. CLARK : *The distribution of wealth*, pp. 32-35, New-York 1931.

(2) cf. E. ALLIX : *Le physicisme des physiocrates*, *Revue d'Economie Politique*, vol. 25, 1911.

(3) cf. LIONEL ROBBINS : *On a certain ambiguity in the conception of stationary equilibrium*, *Economic Journal*, 1930, vol. 40, p. 204.

(4) cf. MARSHALL : *Principles of Economics*, 1890, p. 368.

(5) cf. SOUTER : *Equilibrium Economics and Business Cycle Theory*, *The Quarterly Journal of Economics*, Nov. 1930.

(6) H.-L. MOOR : *Synthetic economics*, New-York 1929.

séparer de la notion d'évolution (1) économique, en général, du processus économique, en particulier. Statique et dynamique ne sont plus, dès lors, en contradiction : elles sont deux aspects différents du même processus économique, dans ses manifestations multiples. La connaissance des forces statiques selon l'expression de J.-B. CLARK, est dès lors, une condition nécessaire indispensable pour connaître celles de l'évolution (2) (3).

Notre tâche consistera maintenant à donner à la notion d'équilibre, en tenant compte des conséquences que nous venons de voir, un sens plus précis et de lui attribuer la place théorique qu'elle occupe en réalité.

A ce point de vue, nous avons déjà constaté qu'une économie en équilibre est un état purement imaginaire qui n'existe pas en réalité. Celle-ci, en effet, est essentiellement dynamique, elle implique un mouvement et ajustement constant. Mais il n'en reste pas moins vrai que dans la complexité des phénomènes réels, on connaît les éléments d'équilibre. Ce sont ces derniers qui sont la base de tout le mécanisme.

L'économie statique et en équilibre présente l'image d'une économie qui correspond à ce que MAX WEBER a appelé « l'état idéal » (4). Dans le mécanisme réel des phénomènes économiques cet état idéal se retrouve combiné et enchevêtré avec des éléments extra-typiques. Dès lors, les forces de l'économie en équilibre peuvent être considérées comme celles qui dominent le processus économique de façon permanente.

Sur le terrain empirique comme sur le terrain théorique, ce processus économique se définit donc par rapport à un état de mouvement.

Ainsi les notions d'équilibre et de déséquilibre, de la statique et de la dynamique deviennent complémentaires. Ainsi coordonnées, elles se rapporteront au même mécanisme de l'économie capitaliste, et la notion de l'équilibre est du point de vue théorique un instrument indispensable à l'analyse économique.

La notion d'équilibre étant examinée sous son aspect instrumental, examinons également les conséquences résultant de cet examen en ce qui concerne les méthodes de la théorie économique.

(1) Nous n'attachons pas à ce terme la signification historico-juridique habituelle, mais bien une interprétation logique inhérente au mécanisme économique considéré du point de vue quantitatif.

(2) cf. J.-B. CLARK : op. cit., p. 35.

(3) Comparer GAËTAN PIROU : *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, Paris 1938, fasc. III, pp. 104-105.

(4) cf. MAX WEBER : *Wirtschaft und Gesellschaft*, dans le *Grundriss der Sozialökonomik*, 1925, p. 4.

cf. MAX WEBER : *Gesammelte Aufsätze zur Wirtschaftslehre*, Tübingen, 1922, pp. 190 ss.

§ 2. — La notion de l'équilibre dans la méthode et la pensée scientifiques.

L'économie statique et l'équilibre économique qui lui est propre, sont d'après les explications précédentes, des notions empruntées à la mécanique. Transférées dans le domaine des notions économiques, elles exercèrent dans le passé, non seulement une influence sur la formation de ces dernières, mais elles inspirèrent également la méthode de la science économique.

L'économie statique, en effet, consiste, comme nous l'avons déjà souligné plusieurs fois, dans un schéma simplifié du processus économique : directement inspiré par la pensée mécanique, ce schéma fait complètement abstraction de la volonté des hommes dans l'activité économique et, en général, de tout facteur psychologique. La vie économique devient par conséquent une machine fonctionnant selon des règles qui lui sont propres. Ce n'est plus l'homme qui est au centre de l'activité, mais les éléments et les choses elles-mêmes. Le tout devient un rapport de biens, que les hommes ne font que représenter.

Cette façon de considérer l'activité économique fut celle de la science économique à ses débuts.

Chez ADAM SMITH — pour ne nous borner qu'aux écrits économiques modernes — bien qu'il ait largement utilisé la méthode descriptive historique, l'explication mécanique des phénomènes économiques prend néanmoins une très grande place. RICARDO après lui, fait complètement abstraction de considérations psychologiques et historiques. Toute son œuvre est une explication mécanique de la vie économique. Plus tard, MARX, qui à cet égard est aussi un disciple des classiques, développe avec une brillante logique l'évolution mécanique de l'économie capitaliste tout en ayant de cette dernière une conception spéciale.

Depuis, la pensée mécanique s'est implantée dans la pensée et l'analyse économiques pour y prendre une place considérable. Ainsi se pose le problème de son rapport avec la pensée scientifique en général.

Pour trouver ce lien, il est nécessaire de remonter aux origines des sciences économiques et de faire en même temps, dans ses grandes lignes, l'examen rétrospectif de l'évolution de la pensée humaine.

Depuis le début du 16^{me} siècle, par suite des grandes découvertes et de l'élargissement de l'horizon géographique, nous assistons — quant à la pensée européenne — à un accroissement parallèle des connaissances humaines et de l'importance qu'on attache à la raison. A la même époque, le nominalisme s'impo-

en matière philosophique, au détriment du réalisme. Dès lors, les sciences naturelles, au sein desquelles la mécanique assistée des mathématiques va prendre la première place, peuvent se développer. Le monde paraît alors comme un ensemble qui se développe suivant des lois naturelles mécaniques; c'est dans les choses et leur interdépendance naturelle qu'on cherche leur origine et leur explication et non plus dans un ordre surnaturel.

C'est sur cet arrière-plan que vont s'édifier les sciences sociales — dans le sens le plus large du mot — et la science économique, en particulier.

Le rationalisme qui dominait dans les sciences naturelles fut ainsi à la base des sciences sociales et économiques; c'est à celles-là que la pensée sociale doit son armature et les éléments de son développement ultérieur. Si l'objet des sciences naturelles est le monde physique, celui des sciences sociales est nécessairement la vie sociale.

C'est dans le domaine du droit que cette influence rationaliste se fit d'abord sentir; on assiste à une négation du droit positif auquel on oppose un droit naturel, préétabli et antérieur au droit en vigueur (1) (2).

Cette même idée fut ensuite appliquée à toute l'activité humaine, à l'ensemble de la vie sociale et à la vie économique en particulier. Celle-ci était à l'époque, régie par toute une législation entravant le développement économique et protégeant des intérêts qui avaient perdu leur raison d'être. Rien ne parut donc plus légitime que de parler d'un ordre naturel en matière économique.

Les protagonistes du développement industriel se servirent ainsi de l'idée de l'ordre naturel, contre l'esprit et la politique mercantiliste qui entravaient la marche « naturelle » du développement économique.

En France, les « économistes », et QUESNAY et son école (3) en particulier, furent les premiers à appliquer les idées d'ordre

(1) L'idée du droit naturel remonte à une époque plus reculée que le XVI^e siècle; on la rencontre déjà dans la philosophie grecque et, en particulier, chez les stoïciens qui, à ce point de vue, suivaient les traces de Héraclite.

cf. PIERRE STRUVÉ : *L'idée de la loi naturelle dans les sciences économiques*, Revue d'Economie Politique 1921, vol. 35, deux articles.

(2) Pour une étude plus détaillée de cette question, on peut consulter aussi E. ALLIX : art. cit., O.-H. TAYLOR : a) *Economics and the idea of natural laws*; b) *Economics and the idea of « Jus naturale »*. Quarterly Journal of economics, 1929-30, vol. 44. B. RAYNAUD : *Les discussions sur l'ordre naturel au 18^e siècle*, vol. 19, Revue d'Economie Politique, 1905. *La loi naturelle en économie politique*, Paris 1936-38, 2 vol.

(3) F. QUESNAY : *Tableau économique*, 1758.

Consulter également CH. GIDE et CH. RIST : *Histoire des Doctrines économiques*, 1920. B.-S. CHLEPNER : *Histoire des doctrines économiques*, cours inédit, fait à l'Université Libre de Bruxelles, 1936-37.

et de loi naturels à la vie économique. Suivant QUESNAY, il existe un « ordre universel naturel », préétabli et antérieur à l'ordre économique existant, ordre universel, invariable et parfait et pouvant être considéré comme l'expression de la volonté du créateur qui se manifeste dans la nature. Selon QUESNAY, il faudrait donc en matière économique également supprimer les lois positives et proclamer les lois naturelles pour en faire les lois positives.

En Angleterre aussi, nous constatons l'influence des sciences naturelles chez SIR WILLIAM PETTY, un des pères de l'économie politique classique et de la statistique qui est l'application des mathématiques à l'étude de la vie sociale. C'est dans son œuvre qu'apparaît avec le plus d'éclat, la puissante influence qu'exerçaient les sciences naturelles sur les sciences sociales, dans le domaine de l'explication (1). En ce qui concerne la science économique proprement dite, cette influence est des plus importantes et a dominé plusieurs générations de penseurs.

Après ce bref aperçu historique l'identité de la notion d'équilibre dans les sciences naturelles et dans les sciences économiques nous paraît maintenant compréhensible. Comme nous l'avons montré, elle désigne, dans les deux branches, un état de repos et d'harmonie entre différents éléments.

Mais dans le domaine économique, cet équilibre est quelque chose d'irréel et ne peut être conçu que dans le cadre d'une économie hypothétique, émanant de la notion d'ordre naturel. Celle-ci, en effet, comporte une harmonie et un équilibre entre les facteurs économiques essentiels.

La suite de notre étude devra tenir compte de ce fait.

§ 3. — L'économie naturelle comme base de la notion de l'équilibre.

Le point de départ de l'analyse économique est donc l'idée d'ordre naturel. Celle-ci met en rapport l'homme et la nature en faisant abstraction de toute organisation sociale. C'est par le libre jeu de ses forces, en l'absence de toute contrainte d'origine extra-naturelle, que l'homme réalise un équilibre parfait dans la vie sociale.

En faisant ainsi abstraction de la société en tant qu'organisation, on arrive à une conception d'une société naturelle, conditionnée dans ses manifestations vitales par des nécessités d'or-

(1) Nous savons que PETTY était le disciple direct de THOMAS HOBBES et qu'il vivait à la même époque qu' ISAAC NEWTON. cf. P. STRUVÉ ibidem, p. 301.

dre biologique (1). Dès lors, la société naturelle s'oppose à la société positive, considérée, dans toute sa complexité, comme une institution artificielle, créée par après, de par la volonté des hommes. La notion du « naturel » se définit en ce sens par opposition à l'« artificiel » qui peut en être un prolongement ou une modification essentielle (2) (3).

Du point de vue économique en particulier, l'ordre naturel est l'économie naturelle.

Depuis les physiocrates (4) et SMITH (5), cette idée est à la base de la science économique, sinon de façon explicite, du moins implicitement. Comme nous le verrons par la suite, la notion d'économie naturelle a pris pied dans la science économique à tel point que nous la retrouvons jusqu'à nos jours (6).

Il convient maintenant de la préciser.

Et tout d'abord, nous devons distinguer deux types différents qui n'ont de valeur que comme construction logique. Leur aspect historique n'importe donc pas ici.

(1) « L'ordre naturel veut-il dire que les sociétés humaines sont régies par des lois naturelles, les mêmes qui gouvernent le monde physique ou, mieux encore, les mêmes qui gouvernent les sociétés animales ou la vie intérieure de tout organisme?... Cette interprétation peut paraître d'autant plus vraisemblable que le Docteur QUESNAY, par ses études médicales sur « l'économie animale » (c'est le titre même d'un de ses livres), sur la circulation du sang, a dû se trouver orienté dans cette voie ». cf. GIDE ET RIST, op. cit., p. 8.

(2) cf. PIERRE STRUVÉ, ibidem, pp. 80 et ss.

(3) « ...on pourrait prendre l'ordre naturel dans le sens de l'état de nature, en l'opposant à l'état de civilisation qui serait artificiel. En ce sens, pour trouver l'ordre naturel, l'homme devrait revenir à ses origines ». cf. GIDE ET RIST, ibidem, p. 7.

« Il y a une société naturelle, antérieure à toute convention entre les hommes... Ces principes évidents de la constitution la plus parfaite de la société se manifestent d'eux-mêmes à l'homme : je ne veux pas dire seulement à l'homme instruit et studieux, mais même à l'homme simple, sauvage, sortant des mains de la nature. » DUPONT DE NEMOURS, *Introduction aux œuvres de Quesnay*, t. I, p. 341, p. 24.

(4) « Physiocratie » veut dire « règne de la nature » et DUPONT DE NEMOURS dit : « Les hommes sont naturellement guidés par une connaissance implicite de la Physiocratie. » DUPONT, *Introduction...*, t. I, p. 26.

(5) ADAM SMITH, dans sa « *Richesse des Nations* », L. I, chap. 5, fait allusion à « cet état reculé et brut de la société qui précède aussi bien la formation d'un fond de richesse que l'appropriation du sol et de la terre ». RICARDO, dans ses « *Principles of Political Economy and Taxation* », part également de cette hypothèse en citant, entre autres, les passages de SMITH précités. cf. RICARDO, op. cit., pp. 2, 22 et ss.

(6) L'idée d'économie naturelle également, se retrouve déjà dans des écrits sociaux de l'Antiquité et notamment chez Platon. A travers tout le Moyen-Age, tous les critiques de l'ordre existant y font allusion en invoquant un ordre économique et social, voulu par Dieu. A une époque plus moderne, cette même idée réapparaît avec plus de vigueur dans les écrits des utopistes et, notamment chez COMPANELLA : « *L'état du soleil* », et THOMAS MORE : « *Utopia* ». Sans vouloir être trop affirmatif sur ce point, il nous semble qu'à sa naissance, la théorie économique a puisé dans ces doctrines en ce qui concerne l'idée de l'économie naturelle.

C'est d'abord l'économie naturelle fermée qui suppose une unité économique dont parlent les historiens.

A ce type s'en ajoute un second, l'économie naturelle d'échange, plus complexe que la première.

Décrivons maintenant les deux aspects donnés de l'économie naturelle pour en montrer les conséquences ensuite.

L'économie naturelle fermée est en premier lieu une économie qui ne produit que pour satisfaire ses propres besoins. A la division économique du travail telle que nous la concevons dans l'économie d'échange, se substitue, dans une société vivant sous le régime de l'économie naturelle fermée, une division technique du travail (1). La production se fait donc pour couvrir des besoins déterminés du groupe donné; il y a absence d'échange parce que la production s'écoule au sein de cette entité. Les producteurs s'identifient par conséquent avec les consommateurs. Il n'y a pas de place pour la monnaie étant donné que les éléments qui l'engendrent font défaut. Nous nous trouvons ainsi en présence d'une économie qui produit uniquement des objets d'usage destinés aux besoins effectifs des hommes; cela est vrai et au point de vue quantitatif et au point de vue qualitatif. L'offre et la demande doivent dès lors être conformes et on assiste à un équilibre économique parfait. Si un déséquilibre se produisait, il ne pourrait résulter que d'un excédent ou d'un déficit dans la quantité des biens fabriqués. Le capital comme élément technique n'existe que sous forme d'outils (2). Il sert comme moyen de production pour faciliter le travail de l'homme et la manipulation des éléments bruts que la nature lui fournit.

Dans l'économie naturelle fermée, l'homme reste lié aux forces de la nature. Dépendant d'elles, il reste attaché à la terre. Puisqu'il lui est impossible de changer sa situation, sa vie, en général et la vie économique, en particulier, restent stationnaires. Ainsi, donc, l'activité économique reste invariable dans l'économie naturelle fermée. Les différents niveaux de vie se déterminent par l'expérience, l'habitude et la tradition; il y a une stabilité de toutes les conditions de vie et de travail (3).

C'est dans le cadre de telles hypothèses que la notion d'un équilibre économique se forme; il y a, en effet, une harmonie

(1) cf. W. LEXIS et L. ELSTER : « *Naturalwirtschaft* », Hdw. d. Stw., vol. 6, 4^{me} édition, p. 738.

(2) Cette conception du capital est conforme à celle de l'école « autrichienne », et notamment à celle de BOHM-BAWERK, qui attribue au capital un rôle exclusivement technique dans la production. MARX et ROBERTUS, au contraire, tout en insistant sur son caractère technique, mettent l'accent sur le rôle historico-juridique du capital.

(3) cf. BRUNO HILDEBRAND : *Naturalwirtschaft, Geldwirtschaft und Creditwirtschaft*, dans le *Jahrbuch für Nationalökonomie*, vol. 2, 1864.

entre les différents éléments constitutifs de l'activité économique, proportionnels les uns aux autres. Production et consommation correspondent et ne divergent pas. Par ce caractère permanent, aucun changement ne se produit; elle est statique ou stationnaire dans ce sens que toutes les conditions restent les mêmes.

L'économie naturelle fermée obéit donc à une logique interne qui correspond à un équilibre constant.

L'économie naturelle d'échange renferme aussi les données de base de l'économie naturelle fermée. Mais elle présente des traits plus complexes parce que nous nous trouvons ici en présence d'une pluralité d'unités économiques différentes; cela implique nécessairement une liberté complète des échanges, et introduit un phénomène nouveau dans nos considérations.

Dans le type économique précédent, nous avons supposé une production de biens d'usage, destinés à la consommation commune de la collectivité « fermée » (1). La production de biens d'échange, engendre, comme corollaire juridique, la propriété privée. L'économie naturelle fermée — en tant que construction logique — se transforme ainsi, en une économie de marchandises; cela suppose une production pour autrui et l'existence d'un marché au centre de tout le système. C'est vers ce pôle que la production s'oriente pour être distribuée ensuite.

Si maintenant le côté technique de la production est le problème fondamental de l'économie naturelle du premier type, celui des échanges et de la circulation s'y ajoute dans le second type. L'ensemble du tableau économique devient ainsi de plus en plus complexe.

Le trait fondamental de l'économie naturelle des échanges est donc la production pour un marché. En supposant la stabilité de toutes les données au sein de chaque unité économique, l'ensemble de l'économie n'en est cependant pas moins transformé. Ce point est important, au point de vue de la détermination de la valeur.

En effet, aussi longtemps qu'il s'agit de l'économie naturelle fermée, la valeur de chaque produit dépend de l'effort qui est nécessaire à sa constitution. C'est donc, en d'autres termes, le coût de la production qui la détermine.

Il en sera de même dans l'économie naturelle d'échange, où, dans chaque unité économique, on ne produira que les objets dont le coût de production sera le moins élevé. Ceux-là seront échangés contre d'autres dont la production lui sera plus

(1) Nous employons ce terme par analogie au terme consacré : économie fermée.

onéreuse. Cependant, le coût de production d'un objet donné variera d'une unité économique à l'autre. Ainsi, des produits identiques mais de valeur différente seront offerts sur le marché.

Comment, dans ces conditions, l'équilibre peut-il s'établir ? C'est ici, que ressortent le rôle et la signification réelle du marché. C'est l'endroit, où — dans l'économie d'échange — se réalise l'équilibre entre ses différents éléments constitutifs. Nous verrons plus tard comment cela s'opère.

D'autre part, nous constatons que la valeur des différents produits ne correspond pas à la valeur-coût de production, mais en est une expression modifiée dans le sens positif ou négatif. Elle lui est soit supérieure, soit inférieure. Cette valeur modifiée qui se forme sur le marché est ce qu'on appelle le « *prix* ». Ce prix indiquera, dans le cadre de l'économie naturelle d'échange, les conditions d'équilibre entre l'offre et la demande d'un produit ou d'une catégorie déterminée de produits. Si le phénomène du prix n'existe pas dans l'économie naturelle fermée, il est, en tant qu'expression du marché, le phénomène central dans l'économie naturelle d'échange. En regardant de plus près le prix, on constate qu'en dernière analyse il n'est pas autre chose qu'une norme sociale, exprimant les conditions quantitatives, dans lesquelles les produits peuvent s'échanger pour réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande. Sa base étant le coût de production respectif des différents biens, il en devient l'expression sociale; il est, dès lors, une formule générale au sein de laquelle toutes les différences de coûts de production sont nivelées. Ainsi le phénomène du prix est le résultat d'un jeu complexe résultant de la concurrence entre les unités économiques en présence.

L'économie naturelle d'échange possède donc des traits différents de ceux de l'économie naturelle fermée. Le problème de l'équilibre y est également différent.

Si, dans l'économie naturelle fermée, l'équilibre existe par définition même, il n'en est plus de même dans l'économie naturelle d'échange. Tout en admettant que son cadre reste invariable, l'essence même de l'économie naturelle d'échange, y apporte des modifications constantes qui sont dues à la nature des échanges mêmes.

L'équilibre économique est ainsi soumis à plus de fluctuations que dans l'économie naturelle fermée. En admettant un équilibre parfait, quant aux cadres généraux de la société économique, des variations sont néanmoins possibles au sein de ces cadres. Le terme d'équilibre acquiert, dès lors, une double signification : il désigne d'abord, un état permanent qui concerne la structure générale; au sein de cette structure, l'équilibre

se conçoit ensuite, comme un état momentané, reflété dans le phénomène des prix.

Nous pouvons dire par conséquent que le phénomène du prix est une fonction d'un rapport de biens déterminé qui s'établit à un point précis, que nous appelons *point d'équilibre*. Dans ce sens cependant, le prix est un phénomène qui se conçoit seulement du point de vue de l'espace ou statique. Placé sur un terrain dynamique, il est soumis à des fluctuations constantes, dues à l'intervention des facteurs du marché.

Dès lors, les prix ne sont que des prix relatifs, n'ayant aucune signification absolue. La notion du prix relatif correspond ainsi à un équilibre relatif, tandis que la notion de la valeur, définie par le coût de la production, a une signification absolue et correspond à un équilibre absolu.

Cela est une première conséquence théorique de la distinction établie entre deux types différents de l'économie naturelle.

Une autre en découle : le problème de l'équilibre, aux points de vue absolu et relatif, se ramène à l'étude du problème de la valeur d'un côté, et des prix de l'autre.

En effet, les conséquences qui se dégageront de cet aspect dualiste de la notion de l'équilibre, constituent son essence principale. *Entre le phénomène de la valeur d'une part, et celui des prix d'autre part, il y a un antagonisme constant qui est le problème crucial de l'économie d'échange.*

Ceci dit, et conformément à la distinction introduite au sein de la notion d'économie naturelle, qui nous sert de base d'explication, nous commencerons par l'étude de l'équilibre à l'intérieur du premier type; elle nous montrera le problème dans ses traits généraux. Puis nous ferons alors une analyse du problème de l'équilibre dans le cadre de l'économie d'échange.

CHAPITRE II

Le problème de l'équilibre dans l'économie naturelle

Section A

LE PROBLÈME DE L'ÉQUILIBRE COMME PROBLÈME ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL DANS LE CADRE DE L'ÉCONOMIE NATURELLE FERMÉE

§ 1. — Considérations générales.

Dans le chapitre précédent nous avons étudié l'importance de la notion d'équilibre au point de vue analytique et défini les aspects différents de l'économie naturelle (1). Les données auxquelles nous sommes arrivés vont nous permettre d'étudier les problèmes que pose la théorie de l'équilibre dans leurs domaines respectifs.

(1) La distinction faite entre les deux types économiques différents nous apparaît d'une très grande importance. Elle nous démontre, en effet, que les phénomènes économiques ne sont pas des phénomènes en eux-mêmes, mais qu'il faut les concevoir en fonction d'une unité supérieure, ou, plutôt, en fonction d'un cadre bien déterminé. On a eu trop longtemps le tort de ne pas y insister et de nous enseigner des notions relevant d'une économie rudimentaire classique qui ont une signification différente dans une économie plus complexe.

A cet égard, nous nous permettons de souligner l'importance de l'introduction dans l'économie politique par M. GAËTAN PIROU, de la notion des « cadres économiques » (voir GAËTAN PIROU et M. BYÉ : *Traité d'Économie politique. Introduction à l'Étude de l'Économie Politique*, Paris 1939, p. 292 et ss.).

Comparer à ce propos aussi les travaux de « l'école institutionnelle » dans G. PIROU : *Les nouveaux courants de la théorie économique aux États-Unis*, Paris 1938, vol. II.

Dans l'économie naturelle fermée, comme dans n'importe quelle autre économie, les biens ne sont pas d'emblée des produits finis. Dans l'ambiance où la nature et la vie l'ont placé, l'homme trouve la matière sous sa forme élémentaire. Pour adapter la matière brute à sa destination, sa transformation par le travail devient nécessaire. Ainsi, elle pourra satisfaire sous une forme appropriée aux besoins, et le produit passe de cette manière dans le domaine de la consommation. Deux traits doivent donc caractériser l'ensemble de l'activité économique : le processus de création d'abord, le processus de consommation ensuite ; le premier étant la base, le dernier la fin. Les éléments constitutifs de la vie économique sont par conséquent liés par leur détermination.

Dans le cadre ainsi tracé se pose le problème de l'équilibre de la consommation et de la production. Ce n'est que dans les limites indiquées par cette dernière que la consommation pourra se développer.

La production représente le volume des biens effectivement disponible. Etant donné une certaine richesse naturelle, leur quantité est limitée par la capacité de travail du groupe économique en question. Ainsi, l'équilibre entre la production et la consommation se ramène à un rapport de quantités.

Examinons plus en détails le problème de la *production*.

§ 2. — Le problème de la production.

Tout en étant l'une des plus courantes de la science économique, la notion de production est cependant, très souvent, l'une des plus imprécises. En définissant l'économie, comme l'ensemble des activités humaines qui ont pour objet la satisfaction de nos besoins, on peut englober dans la production, presque toute l'activité économique.

Nous donnons cependant, ici, à ce terme, un sens assez restreint et nous voyons dans la production essentiellement la transformation de la matière.

Dans l'économie naturelle fermée, la production se réduit à la transformation par l'homme de la matière première, fournie par la nature. Du point de vue économique, l'aspect technique du problème n'a guère d'intérêt. Bornons-nous donc à ses facteurs essentiels.

L'activité productrice suppose la présence de la matière brute telle que la nature la donne. Premier élément. Le travail des hommes s'y ajoute pour donner, en définitif, le produit qui en résulte. Le travail est donc le second élément de la production.

Au point de vue théorique, l'équilibre entre ces deux facteurs — nature et travail — ne pose guère des problèmes difficiles. Dans deux cas seulement, il pourrait y avoir déséquilibre : au cas d'une insuffisance de la matière à travailler (insuffisance relevant donc du facteur nature), et au cas d'une insuffisance du côté travail.

Pour remédier à ces difficultés éventuelles, les hommes ont commencé très tôt à créer, à côté de ce qui était immédiatement nécessaire à leur subsistance, des ressources pour l'avenir. C'est ici qu'apparaît le capital. Il consiste tout d'abord dans un fonds accumulé qui doit faciliter le travail, parer au manque de main-d'œuvre, et approvisionner la société au cas d'une insuffisance de matières à travailler. A mesure que la société s'organise et se consolide, ce fonds prend une place de plus en plus importante au sein de l'ensemble. Le travail, pour les besoins immédiats, passe au second plan. Ce qui importe, c'est la production de biens devant servir dans l'avenir.

Ainsi apparaît le capital comme troisième facteur de la production. Notons que nous ne donnons ici à ce terme que sa signification technique, sans considérer ses aspects historico-juridiques.

Nous sommes donc maintenant en présence de trois facteurs fondamentaux de la production : la nature, le travail et le capital. L'équilibre entre ces trois éléments, déterminera l'équilibre de la production entière.

Au point de vue général, d'abord, l'intervention du capital déplace l'objet immédiat de la production de biens présents aux biens futurs. Par là, la structure de la production est entièrement changée ; les biens futurs ont, en effet, un caractère durable et peuvent servir aussi bien dans le présent que dans l'avenir. Ils ne s'usent que très lentement. Les biens présents au contraire, sont immédiatement et intégralement consommés, soit dans la production même soit par la consommation directe des hommes.

Par l'intervention du capital, la production d'un bien présent ne s'effectuera qu'en passant par celle des biens futurs. De cette façon, le processus de production se déroule en détours. Nous sommes dès lors en droit d'appeler cette production à l'aide du capital une *production par détours* (1). Une séparation de la production en deux compartiments distincts s'opère ainsi, reflétant la division faite plus haut au sein des biens. Dans le premier compartiment se rangera la fabrication des biens durables qui sont les *biens de production*, tandis que dans le se-

(1) Pour une étude approfondie de cette question, on peut utilement consulter l'ouvrage cité de E. V. BOHM-BAWERK : *Positive Theorie des Kapitals*, 1884.

cond compartiment se rangera la fabrication des *biens de consommation*.

D'une façon générale, l'essence du capital consiste donc, dans la présence de biens de production, dont l'importance quantitative influence toute la structure de la production.

Mais, la partie du capital qui se confond avec les biens de production, peut être divisée en deux catégories distinctes aussi : le *capital réel fixe* et le *capital réel circulant* (1). La première qui est durable, se distingue de la deuxième qui n'est qu'intermédiaire.

Nous avons ainsi un tableau de la production dans ses traits essentiels. En plaçant la production dans le cadre d'une économie stationnaire et fermée, elle se déroulera sous forme d'un *circuit*.

Les mêmes quantités de biens de chaque catégorie seront produites chaque année. A chaque intervalle, des produits finis entrent dans le domaine de la consommation, tandis que la production de ces mêmes biens se répète et se renouvelle, tout en créant les biens de production. La production des biens destinés à un usage immédiat, intermédiaire (capital circulant), ou durable (capital fixe) reste ainsi invariable et soumise à un circuit continu. Toutes les données du système de production restent les mêmes, à tous les points de vue.

L'économie naturelle fermée, ainsi présentée dans son mécanisme de production, est donc dans un état de parfait équilibre; le circuit se renouvelle constamment et se manifeste par un flot de marchandises passant par différentes phases de transformation; son but final est de fournir au groupe social les biens qui sont nécessaires à sa subsistance. Leur ensemble constitue ce que nous appellerons le « *produit social* ».

Ce dernier, également, reste invariable d'année en année et l'équilibre ne se maintient ici qu'à la condition que le circuit se renouvelle aussi, sans changement aucun.

La production et l'économie ainsi décrites, se trouvent donc dans une harmonie complète, dans ce sens que toutes les grandeurs économiques sont proportionnelles entre elles et que les différents facteurs économiques correspondent les uns aux autres. De plus, il y a équilibre en ce sens que le circuit de la vie économique se ferme. Cette production est dominée par ce que M. SCHUMPETER a appelé le « *principe de continuité de Wieser* » (2).

Si ce qui précède est vrai pour le domaine de la production, il en est de même pour celui de la distribution. Tous les biens

(1) cf. GUSTAV CASSEL : *Theoretische Sozialökonomie*, 1932, pp. 24 et ss.

(2) cf. JOSEPH SCHUMPETER : *Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung*, 1926, p. 8. Ce principe nous paraît très important pour la compréhension du problème économique de l'équilibre.

s'écoulent et les rapports économiques se complètent les uns autres. Par conséquent, à nouveau la production et la consommation se recouvrent.

Le circuit de l'économie naturelle fermée que nous venons d'esquisser est conditionné par un certain nombre de facteurs constants et suppose, en plus, un certain état de la technique et de l'organisation sociale déterminée. Cet aspect de la question dépassant les limites de cette étude, il est donc inutile d'y insister.

§ 3. — L'équilibre entre le produit social et le revenu social

L'analyse précédente nous a permis de mettre en lumière les facteurs de base de la production. Leur action simultanée détermine le volume de la production dont le résultat est ce que nous avons appelé le « produit social ». Avec M. SCHUMPETER (1) nous entendons par là, l'ensemble des biens d'usage matériels et immatériels disponible, dans une économie isolée, pendant une période déterminée — y compris la proportion de biens pour la reproduction.

Le produit social est donc le résultat d'une synthèse et pose la question de l'importance relative de ses facteurs constitutifs, sans intérêt au point de vue qualitatif. Sur le terrain quantitatif, au contraire, ce problème a une importance pratique. Il ne pose cependant pas de réponse théorique générale. (2)

En définissant le produit social comme une masse déterminée de biens dont une partie sert à la reconstitution, il ne s'agit pas d'une quantité de biens ayant un caractère tout à fait vague et général. Au contraire, notre définition nous oblige à considérer l'ensemble bien déterminé quant à sa composition. De plus, de cette manière nous l'envisageons d'un point de vue particulier, à savoir celui de sa reproduction. Ainsi le problème en question est posé sur le terrain théorique, dans l'ambiance véritable du mécanisme économique.

Selon cette conception, le processus économique est un processus inséparable. Seule l'analyse peut le détailler et le décomposer en tenant compte des rapports de chaque partie avec l'ensemble. La question du synchronisme entre la production et la reproduction du produit social doit, dès lors, être étudiée. Dans la suite, nous devons tenir compte de cette remarque.

(1) cf. J. SCHUMPETER : *Das Sozialprodukt und die Rechenpfade* dans *Archiv für Sozialwissenschaften*, 1917, p. 632.

(2) cf. G. PIROU : *L'utilité marginale*, 1938, pp. 162 et ss. : « Le problème de l'imputation ».

H. DELPECH : *Essai sur la théorie autrichienne de l'imputation*, 1934.

En envisageant, cependant, la question du produit social en lui-même, une complication intervient. Elle est due à la division de la production en deux compartiments distincts, celui des biens de production d'une part, et celui des biens de consommation de l'autre. Le produit social reflète nécessairement cette dualité.

La reproduction du produit social, elle aussi, doit en tenir compte. Nous reviendrons plus tard sur son importance réelle en rapport avec d'autres phénomènes.

En envisageant maintenant la répartition du produit social, un problème important se pose. Comment mesurer la quote-part revenant à chaque individu du groupe producteur ?

Aux termes de l'analyse du chapitre précédent, cette mesure ne peut dépendre que du travail et des efforts que la constitution du produit social ont rendus nécessaires. Etant donné qu'il est le résultat des efforts communs du groupe, ce n'est que par rapport à eux que le produit social peut se mesurer. Au point de vue *physico-objectif* (1), le travail social est ainsi, la seule mesure du produit social. Même en déduisant le facteur capital du travail social, ce dernier est le seul moyen de comparaison qu'on puisse invoquer au sein de l'économie naturelle fermée. Le coût de production, au sens large, devient ainsi la mesure de répartition du produit social et sert en même temps à déterminer les *revenus*. Ces derniers sont, en effet, un autre aspect du problème de la répartition.

Si la répartition peut être considérée comme un acte unique, la notion du revenu contient un élément de continuité et de périodicité; elle s'accorde ainsi avec notre conception de l'économie naturelle fermée. En plus, la notion de la répartition envisage ce problème au point de vue social général, tandis que les revenus en sont l'aspect purement individuel.

Par analogie à la définition du produit social donnée plus haut, nous appellerons l'ensemble des revenus qui y correspondent, le « *revenu social* ».

Dans les hypothèses admises, le produit et le revenu social représentent la même quantité de biens. Entre ces deux données il y a, dès lors, une *égalité* uniquement quantitative. En parlant d'un équilibre économique, il ne peut donc s'agir que d'un équilibre qui s'exprime en quantités.

La question de la répartition du produit social, comme problème de quantités, se pose seulement au point de vue de la technique économique. Dès lors, elle ne contient guère de difficultés, du fait qu'il s'agit de quantités mesurées d'après la loi de tra-

(1) Par opposition au point de vue psychico-subjectif.

vail esquissée. L'équilibre entre la production et la reproduction, de même que l'équilibre entre le produit et le revenu social, est réalisé. Cet équilibre, répétons-le, est un équilibre purement quantitatif, le problème de la valeur ne se posant pas encore d'une façon immédiate. Nous l'appellerons, pour des raisons développées dans la suite, « *l'équilibre naturel* ».

Section B

LE PROBLÈME DE L'ÉQUILIBRE COMME PROBLÈME DE VALEUR DANS LE CADRE DE L'ÉCONOMIE D'ÉCHANGE

§ 1. — Considérations générales.

Nous avons vu que dans le cadre de l'économie naturelle fermée, le produit et le revenu social représentent la même quantité de biens. « L'équilibre naturel » ainsi formé constitue une égalité quantitative qui est fondamentale.

En maintenant les mêmes hypothèses et en nous plaçant sur le terrain de la *valeur*, nous dirons que cette dernière est égale au coût de production. Cela concerne tant la valeur du produit social que celle du revenu social, les deux étant de la même mesure.

La valeur du produit social est donc déterminée en faisant le total des coûts de production qu'il contient. Du côté du revenu social également, le total des revenus de tous les agents de la production doit être égal au produit social. Le produit social ne peut être inférieur ou supérieur, ni en quantité ni en valeur, au revenu social. C'est là une conséquence fondamentale pour le type d'économie en question.

Du point de vue de la notion d'équilibre, il y a donc une identité complète de valeur et de nature entre le produit et le revenu social. Ce double équilibre qui n'existe que dans le cadre de l'économie naturelle fermée, constitue l'essence véritable de ce que nous avons appelé « *équilibre naturel* ».

Sous cette forme, le problème de l'équilibre économique se présente d'une façon très simple et très compréhensible. Il se ramène en somme au problème de l'équilibre entre production et consommation, tel que nous l'avons conçu lors de l'introduction à la partie précédente.

En passant maintenant de l'économie naturelle fermée à l'économie d'échange, une première complication est introduite par le phénomène même de l'échange. Le problème de l'équilibre comme

problème de quantités passe à l'arrière-plan, pour devenir essentiellement un problème de valeur. Ce point demande à être précisé.

Dans l'économie naturelle fermée, comme dans l'économie d'échange, le problème de valeur existe; mais dans l'économie naturelle fermée, il ne pose aucune complication, puisque la valeur y est, une fois pour toutes, égale au coût de production.

Dans l'économie d'échange, au contraire, le problème de la valeur passe au premier plan. Car tout en étant déterminée par la loi des coûts de production, la valeur y est soumise à des fluctuations constantes, ce qui pose un problème assez difficile. L'objet de la théorie de la valeur consistera à y mettre quelque clarté.

Dérivant de la nature des échanges, le problème de l'équilibre considéré comme problème de quantités et de valeurs sera, pour des raisons à développer ultérieurement, un *problème partiel*. Cela rendra notre analyse plus complexe. Néanmoins, elle formera un complément nécessaire à la partie précédente et nous permettra de pénétrer davantage dans les détails du cadre général.

Il résulte de notre définition antérieure, que l'économie d'échange décompose le fait de la répartition en une multitude de relations partielles d'échange, éparpillées. Les rapports d'échange, qui s'établissent alors, ne sont pas fixés une fois pour toutes, mais se modifient pour des raisons diverses. De cette manière, les rapports d'échange, à leur tour, soulèvent par leur instabilité le problème des variations de valeur et des prix. Un élément dynamique s'introduit, de ce fait, dans le problème qui nous occupe.

Le problème de la valeur se présente ainsi, comme problème statique d'abord, comme problème dynamique ensuite. Comme problème statique, il se situe dans l'espace; comme problème dynamique, il fait intervenir le temps.

Pour expliquer l'essence véritable du problème de l'équilibre, nous commencerons donc par l'envisager sous l'angle de la valeur (1) aux points de vue de l'espace et du temps.

§ 2. — Le problème de l'équilibre dans l'espace.

La notion de l'équilibre naturel émane du concept de l'économie naturelle fermée, ce qui lui donne son aspect simplifié que nous avons déjà souligné. Dès qu'on se place sur le terrain de l'économie d'échange, le problème se modifie essentiellement.

(1) Nous donnons à ce terme son sens le plus large.

Rappelons que l'économie d'échange suppose, d'une part, la division du travail et la propriété privée et, de l'autre, l'existence d'un marché, trait fondamental. Les biens ne sont pas produits pour servir à l'usage, mais en majeure partie, à l'échange; cela revient à dire qu'ils ne sont pas destinés à un usage personnel, mais à la consommation d'autrui, consommation dont on ignore l'importance.

Nous constatons alors, qu'un *divorce* se produit entre le phénomène de la *valeur*, d'une part, et le phénomène du *prix*, de l'autre. Ce dernier, en effet, est fonction des conditions particulières qui aboutissent à un équilibre sur le marché. *L'équilibre du marché* de l'économie d'échange se définit alors par opposition à *l'équilibre naturel* de l'économie naturelle fermée.

Précisons notre pensée.:

Dans le système de l'économie naturelle fermée, le fait de l'équilibre naturel dénote que le revenu social peut absorber intégralement le produit social. Cet équilibre, nous le répétons, est général et absolu, en ce sens qu'il considère le produit et le revenu social comme phénomène total; dès lors, le revenu social s'exprime par une valeur telle, qu'il peut se répartir sur le produit social total. Ainsi l'égalité est complète. De plus, cette dernière existe en même temps en nature, en ce sens que le revenu social représente exactement le volume de biens contenu dans le produit social.

Dans l'économie naturelle d'échange, au contraire, il n'y a qu'un équilibre du marché, équilibre n'ayant aucun caractère général ou absolu. Comme expression d'une relation spécifique d'échange, il représente un rapport de biens qui s'établit sur le marché. Le phénomène d'échange se conçoit uniquement comme rapport entre une catégorie de marchandises (ou son unité) et une autre. Le trait essentiel de l'équilibre du marché consiste donc dans son *caractère partiel*.

Comme nous l'avons dit, chaque producteur y offrira ses biens à des conditions déterminées par leur coût de production respectif; ce dernier cependant ne sera pas uniforme, et il variera dans des limites plus ou moins grandes, suivant les conditions de travail de chaque producteur échangiste. C'est ainsi qu'une différenciation se produit entre la valeur-coût de production et la valeur du marché. La valeur du marché, c'est le prix qui, lui, est déterminé par le coût de production du dernier article de l'espèce en question, requis sur le marché.

Le prix d'un bien ou d'une catégorie de biens est, dès lors, différent de sa valeur.

Essayons maintenant de concrétiser notre pensée par un exemple. Nous prendrons pour cela un rapport de quantités de deux biens donnés, tel qu'on en trouve couramment sur le marché :

Supposons à cet effet, que d'un côté, une quantité de biens « x » soit offerte et qu'elle corresponde à la demande, et, que d'un autre côté, une autre quantité de biens « y » soit également offerte, mais supérieure à la demande.

Au cas d'un échange, deux hypothèses extrêmes doivent être envisagées. Dans la première hypothèse, la quantité des « y » effectivement demandée sera échangée contre le volume de biens « x », le solde de biens « y » restant invendu ; dans la seconde, au contraire, toute la quantité des biens « y » offerte, s'échangera contre le volume offert de biens « x », mais en échangeant une plus grande quantité des « y » contre une même quantité « x » ; les producteurs de la dernière subiront alors une perte. Cela veut dire, qu'ils auront consacré une partie de leur activité à une production socialement inutile. Dans une économie d'échange, en effet, ce n'est que sur le marché et par le mécanisme qui lui est propre que la question de la nécessité sociale d'un produit — dans le sens quantitatif et qualitatif — peut être résolue.

On pourrait tenir un raisonnement analogue au cas où il y aurait insuffisance dans la production du bien « x ».

Une activité économique inutilement déployée se traduit ainsi par une mévente sur le marché.

En fait, il n'y a égalité entre la valeur et le prix qu'au cas où le volume d'une catégorie de biens offerts sur le marché, correspond exactement à la demande de ce même produit. Alors les biens s'échangeront à des coûts de production égaux. Dans cette hypothèse nous revenons à l'équilibre naturel.

L'exemple que nous venons de citer montre le phénomène d'échange comme rapport de *quantités*. Le divorce entre valeur et prix d'un côté, entre l'équilibre naturel et l'équilibre du marché de l'autre, y résulte uniquement d'un excédent ou d'une insuffisance de quantités.

En nous plaçant maintenant sur le terrain de la *valeur* en général, le problème change d'aspect. La valeur y dépend du coût de production, c'est-à-dire du volume de travail nécessaire à la production du bien en question. Cette valeur-coût de production se transforme ensuite en valeur du marché, dite *prix*.

Le phénomène d'échange se présente alors de la façon suivante. Au point de vue de la demande, deux hypothèses sont à envisager :

- a) le cas d'une élasticité plus grande que l'unité
- et b) le cas d'une élasticité plus petite que l'unité.

Dans la première, la *valeur* maximum déterminera le *prix* de toutes les autres unités. Dans la seconde, c'est la valeur minimum qui déterminera le prix de toutes les autres unités.

Prenons un exemple : Depuis RICARDO, nous savons que le prix du blé sur le marché est égal au coût de production marginal. Lorsqu'un pays aura produit :

10 millions q. de blé au coût de production (1) de 50 unités le quintal						
10	—	—	—	—	60	—
10	—	—	—	—	70	—
10	—	—	—	—	80	—

nous aurons alors un total de 40 millions de quintaux de blé à un prix de revient global de 260 unités.

Mais — en admettant une *élasticité de la demande plus grande que l'unité* — le *prix du marché* se fixe d'après le prix de revient le plus élevé, soit 80 unités de valeur le quintal, ce qui portera la valeur du blé à une valeur vénale totale de 320 unités de valeur. Le blé ne pourra être écoulé que jusqu'à concurrence de 260 unités de valeur, somme représentant le montant effectif touché par les agents de la production (ou la valeur du revenu social pour employer notre terminologie précédente); les 60 unités qui restent comme rentes marginales, n'ont pas été perçues et ne le seront *que* si le blé est entièrement vendu. Cependant, cela ne peut se produire que si les rentes marginales ont été touchées préalablement (2) (3). Voilà le problème qui nous occupe et que nous voulons résoudre.

Un exemple analogue peut être établi pour l'hypothèse inverse d'une élasticité de la demande plus petite que l'unité. La valeur marchande ou le prix du blé pourra descendre alors à 50 unités ce qui amènera un prix total de 200 unités.

De cette manière, dans le dualisme entre la valeur-coût de production et le prix, se reflète l'aspect quantitatif de l'échange. S'il n'y a pas assez de produits, comme dans le premier cas, le prix du marché dépasse la valeur-coût de production. Dans le cas contraire, où il y a trop de produits, le prix passe en dessous de la valeur-coût de production. C'est de cette manière que se réalise l'écoulement du superflu.

Au point de vue de la notion de l'équilibre, la dualité ainsi décrite, se traduit par un déséquilibre en sens positif ou négatif.

(1) On peut dire aussi « prix de revient ».

(2) cf. R. Mossé : « *L'économie planifiée et les crises* », dans la Revue Economique Internationale, 1987.

(3) Cet exemple suppose naturellement aussi une économie fermée.

entre l'équilibre du marché et l'équilibre naturel. Ce dernier constitue le point 0. Il correspond au cas spécial où l'équilibre du marché est identique à l'équilibre naturel. En d'autres termes, il s'agit alors d'une identité entre valeur-coût de production et prix. Remarquons, cependant, que nous n'envisageons ici qu'une catégorie déterminée de biens; la demande, dans notre hypothèse, se rapporte uniquement à cette catégorie. Il en résulte qu'ici l'équilibre naturel et l'équilibre du marché ont un caractère partiel.

De plus, l'équilibre du marché se réalise successivement à des points différents. De là, naît une courbe qui oscille autour du point 0 défini plus haut. Ainsi, dans cette question également, les traits distinctifs de l'équilibre du marché se dégagent bien nettement : c'est son caractère partiel d'abord, son caractère momentané ensuite. Ces deux caractéristiques sont d'une portée générale.

Aux termes de l'explication qui précède, nous constatons que l'équilibre naturel est à la base de l'équilibre du marché. Le caractère momentané de ce dernier n'est qu'un aspect modifié de l'équilibre fondamental et absolu qui reste la base invariable de tout le système des prix d'une part, et du mécanisme des échanges, d'autre part. Nous le retrouvons à n'importe quelle phase du déroulement des phénomènes économiques.

Le couple d'idées, équilibre naturel et équilibre du marché, se complètent ainsi pour fournir une base d'explication au mécanisme économique, dans l'espace et dans le temps.

Ainsi nous sommes amenés à examiner plus particulièrement l'aspect de la question qui se rapporte au temps.

§ 3. — Le problème de l'équilibre dans le temps.

Il résulte de l'analyse précédente, que dans le système de l'économie d'échange, le problème de l'équilibre dans le temps, n'a lui aussi, qu'un caractère *partiel*. Dès lors, il ne peut avoir la portée générale. Comme ils ont trait à des rapports spécifiques d'échange de biens, les prix n'expriment aucun équilibre général et sont par conséquent des *prix relatifs*. C'est à ce propos que se pose le problème des variations des prix dans le temps.

A cet égard, l'équilibre se rapporte uniquement à un moment donné, ce qui lui donne un caractère *statique*.

Notre notion de l'équilibre du marché est, dès lors, celle même admise par l'école mathématique. Celle-ci conçoit, en effet, l'équilibre du marché en fonction d'une offre et d'une demande pouvant être précisée algébriquement à un moment donné. Dans ce sens la notion de l'équilibre est bien limitée. Ceci dit, nous

pouvons envisager le problème en question d'un point de vue plus vaste, du point de vue d'une économie d'échange, prise dans sa totalité. Au sein de ce cadre, nous allons aborder maintenant, l'aspect *dynamique* de la question.

Sous cet angle, nous constatons une succession d'équilibres momentanés qui se traduisent par les fluctuations des prix relatifs. Ces derniers reflètent l'antagonisme existant entre l'équilibre naturel et l'équilibre du marché. C'est l'opposition constante entre la valeur-coût de production, relevant d'un équilibre absolu et réel d'un côté, et la valeur du marché comme émanation d'un équilibre momentané, sans portée générale, de l'autre. En effet, les fluctuations des prix sur le marché reflètent leur tendance à s'adapter et à revenir à l'état d'équilibre naturel. Ce processus d'adaptation ne pourra, cependant, s'effectuer que dans le temps. Il ne pourra donc être envisagé que sous l'angle dynamique.

L'équilibre du marché correspond, ainsi, à une valeur qui est en déséquilibre avec la valeur résultant de l'équilibre entre le produit et le revenu social. Ce déséquilibre se traduit par un divorce entre l'équilibre naturel et l'équilibre du marché; ce dernier est, comme démontré, soit supérieur, soit inférieur au premier, suivant les conditions spécifiques du marché.

En partant de l'exemple concernant le blé (p. 37), nous avons pu définir les points extrêmes de ces variations. Mais *la mise au même niveau de l'équilibre du marché et de l'équilibre naturel est une question de temps*. Il faut dès lors une série d'équilibres consécutifs différents sur le marché, pour que ce nivellement se réalise. Alors seulement, dans le système de l'économie d'échange, l'équilibre entre le produit et le revenu social sera parfait.

Reprenons maintenant notre exemple. Si la valeur marchande du blé est égale à 320 unités, tandis qu'on ne peut lui opposer qu'un revenu de 260 unités, l'équilibre naturel ne pourra se réaliser que par une baisse des prix qui ramène la valeur de 320 unités à celle de 260 unités.

Dans l'hypothèse inverse, il y aura une hausse des prix.

C'est ainsi que par le facteur temps, se dégage un élément régulateur, constitué par l'équilibre naturel. La notion d'équilibre naturel, conçue du point de vue des quantités, se dégage nettement. Du point de vue des valeurs, elle est fort difficile à définir. Or c'est à ce dernier point de vue qu'on se place généralement, en négligeant le premier.

M. CASSEL (1) s'est occupé du même problème et a parlé, à ce propos, du « *principe de la rareté* ». Dans celui-ci, il voit

(1) cf. GUSTAV CASSEL : *Theoretische Sozialökonomie*, 1932, p. 64 et suivantes.

l'explication profonde des fluctuations des prix sur le marché, fluctuations d'où résulte l'adaptation d'une production restreinte à une consommation déterminée.

De cette manière, l'équilibre naturel influe sur la formation de l'équilibre du marché dans le temps; ce dernier finit par s'accorder aux conditions du premier. Cela est vrai non seulement en valeurs, mais également en quantités. Nous laisserons de côté pour l'instant ce dernier point.

Ainsi les variations des prix relatifs reflètent les variations dans le volume de production et dans le coût de production d'une catégorie donnée de biens. Par ce fait même, les fluctuations qui se produisent d'un échange à l'autre, rendent fondamentale la tendance des prix à se conformer aux conditions de l'équilibre naturel.

Dans le cadre de l'économie d'échange, la fonction essentielle des prix est, dès lors, d'établir par leurs fluctuations constantes, l'équilibre entre l'offre et la demande. Ainsi on en revient finalement à l'équilibre naturel qui existe entre le produit et le revenu social.

Au point de vue normatif, le prix peut ainsi servir de régulateur économique conduisant à l'équilibre naturel. De cette manière, l'équilibre entre la production et la répartition peut être assuré. En plus, c'est en cela que réside le nœud du problème économique de l'équilibre, et cela aux doubles points de vue statique et dynamique.

En ce qui concerne maintenant les variations des prix, il convient que nous fassions observer que TOOKE (1) également, s'est occupé du même problème. Il distingue, en effet, entre un niveau général ou *fondamental* des prix d'un côté, et un niveau dit *spéculatif*, de l'autre; le premier étant le niveau auquel les revenus de la collectivité peuvent absorber le produit social, tandis que le dernier est celui auquel la spéculation — ou les conditions du marché, comme nous disions — portent le niveau des prix (2).

(1) cf. CHARLES RIST : *Histoire des Doctrines relatives au crédit et à la monnaie*, 1938, p. 207.

(2) « Ici nous arrivons au principe fondamental qui régit les prix. C'est la quantité de monnaie constituant les revenus des différents ordres de l'Etat, sous le nom de rentes, profits, traitements et salaires, destinée aux dépenses courantes, suivant les besoins et les habitudes des différentes classes, qui, seule, forme le principe limitatif de l'ensemble des prix — les seuls qui puissent convenablement être appelés les prix généraux. De même que le prix de revient est le principe qui limite l'offre, de même l'ensemble des revenus monétaires consacrés aux dépenses de consommation est le principe qui limite la demande de marchandises. » cf. TOOKE : *History of prices...*, t. III, p. 276, cité d'après CH. RIST, op. cit., p. 209.

Pour M. CHARLES RIST, cette distinction faite par TOOKE est d'une importance fondamentale (1). « Elle est une vérité permanente; elle permet », dit-il, « de rendre compte des fluctuations cycliques autour d'une *courbe moyenne* (2)... » fluctuations dont « l'explication pose à l'économiste un des problèmes les plus difficiles ».

Quoiqu'il en soit, considérons la notion de l'équilibre naturel. Celle-ci émane de la notion d'économie naturelle fermée. Transposée sur le terrain de l'économie naturelle d'échange, elle nous a permis de mettre en relief le problème de l'équilibre dans le temps.

En effet, nous avons dû considérer l'équilibre du marché comme relatif à un moment déterminé. L'équilibre étant ainsi placé dans une suite d'équilibres qui s'enchaînent (3). Nous avons pu traiter ce problème également du point de vue dynamique, pour arriver à un tableau d'ensemble, ou mieux, à un tableau plus complet.

Dès lors, nous pouvons conclure que l'étude du problème de l'équilibre dans le temps, a mis en relief des tendances permanentes et fondamentales, inhérentes au système de l'économie d'échange. Ces tendances se traduisent par les mouvements de hausse et de baisse des prix, lesquels doivent, en fin de compte, s'accorder aux conditions fondamentales de l'équilibre naturel.

Nous pouvons résumer ainsi cette analyse : c'est que l'équilibre naturel constitue un point de repère, grâce auquel on peut mesurer les écarts de l'équilibre du marché.

§ 4. — Conclusions.

Le couple d'idées équilibre naturel et équilibre du marché a été amplement analysé dans les lignes qui précèdent, en raison de son importance théorique et explicative.

Aux termes de cette analyse, le problème de l'équilibre sous son double aspect, se ramène au fond aux problèmes que pose la théorie de la valeur. C'est en partant de son essence que nous sommes parvenus à dégager la notion économique de l'équilibre dans sa portée véritable. Si la notion de l'équilibre naturel est

(1) cf. CH. RIST : op. cit. pp. 212 et ss.

(2) Souligné par nous.

(3) Consulter sur cette question H.-L. MOOR : *Synthetic Economics*, New-York, 1929.

une application directe de la théorie de la valeur-travail, la notion de l'équilibre du marché en est un prolongement qui contient implicitement, les apports de l'école mathématique. En effet, notre conception dualiste de l'équilibre économique émane directement d'une idée analogue qui remonte à l'école classique. A vrai dire, elle en est une application effective.

C'est chez SMITH (1) et RICARDO (2) qu'il faut chercher son origine. Dans la pensée de ces auteurs, on distingue, en effet, la notion du *prix naturel*, d'une part, de celle du *prix du marché*, d'autre part. Le premier constitue la valeur-coût de production, tandis que le dernier est déterminé par les conditions spécifiques du marché, et, est de ce chef, fonction de circonstances diverses (3). Les concepts de l'équilibre naturel et de l'équilibre du marché sont exactement analogues à ces notions.

En ce qui concerne, maintenant, le cadre général dans lequel elles sont valables, ces deux notions se rapportent l'une à l'économie naturelle fermée, et l'autre à l'économie d'échange.

Si la théorie de l'équilibre est ainsi une théorie de l'équilibre du marché, celle-ci ne peut se rapporter qu'à un champ restreint de phénomènes. Il en est ainsi notamment pour la théorie de l'équilibre des écoles classique et mathématique. La notion de l'équilibre n'a donc qu'une portée limitée sur le terrain explicatif et analytique. C'est là une insuffisance certaine.

Au point de vue du temps, en particulier, la notion de l'équilibre du marché ne se conçoit que relativement à un moment donné. Le problème des variations lui reste étranger, à moins qu'on ne le considère — comme nous l'avons fait — comme une succession d'équilibres spécifiques. Mais là aussi, le défaut d'un élément général de comparaison dans le temps, constitue une insuffisance.

D'une manière générale, le problème de l'équilibre comme problème de l'équilibre du marché dans le cadre de l'économie d'échange, est lié à un champ d'investigation très étroit. De là, une importante conséquence théorique :

Partant des données de l'équilibre du marché, la théorie économique traditionnelle, *elle aussi*, ne pouvait envisager qu'une portion restreinte des phénomènes. Les variations qu'elle considère

(1) SMITH : op. cit., chap. 7.

(2) cf. RICARDO : op. cit. chap. 4, p. 76.

(3) Comparer sous un angle différent, il est vrai, la notion de WIESER d'une « valeur naturelle » dans son livre : *Der Natürliche Wert*, Vienne 1889. — cf. G. PIROU : *L'utilité marginale*, Paris 1938, pp. 159 et ss. : *La valeur naturelle*.

ne concernent pas la totalité de la vie économique. Le problème d'un déséquilibre général ou de variations générales des prix lui est étranger. Il fallait donc trouver un élément susceptible de généraliser le problème de l'équilibre. Cet élément, nous le trouvons dans le facteur « monnaie », qui par son caractère impersonnel et indépendant de l'espace et du temps y satisfait entièrement. C'est son étude que nous aborderons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

Le problème de l'équilibre dans l'économie monétaire

Section A

LE PROBLÈME MONÉTAIRE

1. — Considérations générales.

Dans la partie consacrée à la notion de l'équilibre sous son aspect de valeur, nous avons présenté le problème comme un problème de quantités; il semblait que la question de valeur intervint seulement en raison du système particulier de l'économie d'échange et que ce fût à cela qu'il fallût attribuer les déséquilibres provenant des conditions du marché. Or, si telle est la raison apparente, en poussant l'analyse plus profondément, une autre raison, de même importance, vient s'y ajouter.

Sur le terrain de la valeur, en effet, on peut exprimer et représenter des quantités qui n'existent pas en réalité. Des valeurs fictives s'opposent ainsi sur le marché à des valeurs réelles, d'où résultent les variations des prix, leur hausse et leur baisse. Le problème de valeur dépasse donc de loin le champ d'investigation de l'économie naturelle. Si dans notre analyse, il apparaît uniquement sous un aspect de quantités, il contient pourtant, d'une façon implicite, tous les problèmes relatifs à la notion de valeur, dans le sens le plus large du terme.

Ceci explique le fait que l'analyse, à cet égard, est parfois assez obscure, obscurité due aux hypothèses données d'un côté,

et à l'influence exercée sur nous par la doctrine traditionnelle, de l'autre côté.

En effet, le problème de valeur chez les classiques et dans la théorie traditionnelle n'est pas très clair. Le phénomène de l'échange y est, tantôt, un problème de quantités, tantôt, un problème de valeurs. De ce dernier chef, il s'exprime en prix; mais ces prix sont tantôt, des prix naturels signifiant des quantités tantôt, des unités d'une *échelle de compte* déterminée.

Aussi longtemps que ces prix n'ont qu'un caractère partiel c'est-à-dire, qu'on mesure par exemple des souliers en chapeaux les effets restent limités et sont sans grande importance sur l'ensemble. Par contre, s'il s'agit d'une unité de compte ayant un caractère général, le problème se pose d'une manière bien différente. Il faut, dès lors, faire une distinction très nette entre des prix naturels exprimant des quantités, et des prix tout court, exprimant des unités de compte.

C'est cela qu'ont négligé les théories classiques et traditionnelles. Elles confondent constamment le problème de la valeur au point de vue « quantités », avec le problème de la valeur au point de vue « abstrait ». Les prix, dès lors, relèvent alternativement de l'un ou de l'autre facteur, sans aucune séparation méthodique.

Quelle est la cause de cette confusion? Rappelons à ce propos que le champ de recherches des auteurs en question est, dans ses traits essentiels, une économie naturelle. Cela est vrai, tant en ce qui concerne la réalité qu'ils ont connue, qu'en ce qui concerne les bases théoriques de leurs déductions.

Si, en théorie, on peut définir une économie naturelle, il faut remarquer qu'en réalité, une telle économie n'a jamais existé. La démonstration historique de cette affirmation dépasse le cadre du présent travail; mais l'historien ALFONS DOPSCH (1) a bien démontré que nulle part dans l'histoire et à aucun degré de l'évolution sociale, il n'y a eu d'économie naturelle sous sa forme pure. Il y a toujours eu coexistence d'une économie naturelle et d'une économie monétaire plus ou moins évoluée.

Cette constatation suffit à mettre en relief la véritable portée du problème de la valeur. Contenant implicitement, comme nous le verrons un peu plus haut, un élément abstrait, le problème de l'échange et de la valeur est forcément entremêlé d'éléments monétaires. Ce n'est qu'en tenant compte de ce fait, qu'on pourra saisir toute la portée du problème qui est l'objet du présent travail.

(1) cf. ALFONS DOPSCH : *Geld- und Naturalwirtschaft in der Weltgeschichte*, 1932.

Nous sommes, dès lors, obligés d'élargir le cadre de nos recherches en le transposant dans l'ambiance d'une économie monétaire, qui est l'économie réelle de tous les jours. Dans cet ordre d'idées, nous devons commencer avant tout par une analyse de l'essence de la monnaie.

§ 2. — L'essence et les fonctions de la monnaie.

La question de l'essence de la monnaie est de nature assez complexe et difficile à saisir, malgré tous les progrès réalisés en la matière par la science monétaire. D'autre part, les conceptions sont loin d'être uniformes et nettement arrêtées. Nous envisageons ici le problème d'un point de vue statique et qualitatif (1).

Au point de vue de l'histoire de la pensée économique, il faut dire que ce furent moins les économistes, au sens étroit du mot, qui y ont apporté quelque clarté, que ces penseurs qu'on désigne sous le nom d'« historiens-économistes ». Les premiers se sont plutôt occupés des effets de la monnaie dans le mécanisme économique. La question de son essence avait pour eux un intérêt secondaire.

C'est surtout grâce à « l'école historique » que des progrès ont été réalisés à ce propos. Celle-ci, en effet, a fait de nombreuses recherches sur l'évolution de la monnaie, aux fins de dégager son origine, sa nature générale et juridique ainsi que ses fonctions (2).

Différentes théories monétaires ont été élaborées. Chacune insistait sur l'un ou l'autre aspect de la monnaie et nous pouvons ainsi les grouper en différentes catégories.

On peut notamment distinguer les théories de la monnaie-marchandise, les théories fonctionnelles de la monnaie et les théories de la monnaie-assignation.

Les premières ont voulu mettre en relief la valeur intrinsèque de la monnaie et ont insisté sur son caractère de marchandise et de réserve de valeur; elles confondent ainsi la monnaie avec la matière monétaire même. Tel est le cas de KNIES (3) et DIEHL (4). Plus tard, M. v. MISES a maintenu cette conception (5) et dans

(1) cf. ALTMANN : *Zur Geldlehre des 19. Jahrhunderts*, 1908.

(2) G.-F. KNAPP : *Staatliche Theorie des Geldes*, 1905. — DORING : *Die Geldtheorien seit Knapp*, 1922 (thèse). — W. MILDSCHUH : *Geschichtliche Entwicklung der Geldtheorien*, Hdw. d. Stw. 4^e éd. art. « Geld », p. 718.

(3) KNIES : *Geld und Kredit*, 2 vol., 1873.

(4) DIEHL : *Theoretische Nationalökonomie*, 1922.

(5) L. v. MISES : *The Theory of money and credit*, 1934.

l'ouvrage remarquable de M. CHARLES RIST, on constate des tendances analogues (1).

La seconde catégorie, tout en voyant dans la monnaie une marchandise, prétend principalement que l'essence de la monnaie consiste dans sa fonction, celle-ci pouvant cependant être exercée par toute matière, même dénuée de valeur intrinsèque (2).

Si au fond ces deux groupes ne s'opposent pas très nettement, les théories dites d'assignation, s'opposent aux précédentes en insistant sur le caractère abstrait de la monnaie, en tant que symbole d'une certaine unité. Cette conception attribuée à la monnaie une nature purement nominaliste, soit comme création juridique — KNAPP, BENDIXEN et ELSTER — (ces deux derniers avec quelques atténuations cependant), soit comme auxiliaire technique de la vie économique (3). Sans entrer dans les détails de ces théories, nous en donnerons un aperçu qui nous permettra de nous faire une idée plus précise de l'essence de la monnaie, dans la mesure où cette question touche le problème qui nous occupe.

En effet, nous venons de nous rendre compte de la complexité de la *nature de la monnaie*; mais ce qui nous intéresse ici, c'est plutôt la monnaie dans sa *fonction*.

Aux termes de notre analyse, la notion de monnaie est intervenue dans l'examen du phénomène d'échange qui lui est apparenté.

L'échange d'un bien implique son remplacement par un équivalent. Tant que cet équivalent n'a qu'un caractère limité et relatif, il n'y a pas lieu de parler de monnaie. Il remplit, alors, la fonction d'instrument d'échange, qui ne suffit pourtant pas, à elle seule, à créer la monnaie. Mais dès qu'un équivalent devient général — quelque soit sa matière — on est en présence de monnaie. Pour bien préciser notre pensée, faisons remarquer que nous entendons par équivalent général, un bien susceptible de servir de bien d'échange général, ou, en d'autres termes, de marchandise standard (4). Ainsi nous voyons qu'une fonction essentielle de la monnaie est celle d'*instrument général d'échange ou de paiement*.

(1) CHARLES RIST : *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie*, Paris 1938.

(2) WAGNER : *Grundlegung der politischen Ökonomie*, 1875. — HELFERT : *Das Geld*, 1906. — SIMMEL : *Philosophie des Geldes*, 1908.

(3) J. SCHUMPETER : op. cit., chap. : Der Kredit.

(4) Le bien servant comme équivalent général a été toujours une marchandise ayant une grande utilité ou rareté pour le groupe économique en question. (cf. A. DOPFSCH : op. cit.). B. S. CHLEPNER : *Cours de monnaie et de crédit*, fait à l'Université de Bruxelles, inédit, 1935-36. M. ANSIAUX : *Traité d'économie politique*, 1920, vol. II, pp. 211 et ss. L'or a conquis historiquement la place prépondérante et est ainsi devenu l'équivalent général dans l'économie moderne.

Dès qu'un bien a acquis ce caractère, on peut établir une échelle de compte s'exprimant dans ses unités. La monnaie devient par là également mesure de valeur. Comme telle, elle est implicitement *unité de compte*. Relevant du phénomène d'échange, la monnaie doit donc remplir, à la fois, les deux fonctions fondamentales d'instrument général d'échange et d'unité de compte.

Pour résumer, nous pouvons considérer comme monnaie tous les objets qui sont employés comme moyen d'échange, exprimés dans l'unité généralement admise dans les opérations économiques; en plus ces objets permettent, à celui qui les possède, de disposer des biens et services offerts dans la société.

Cependant, la fonction essentielle de la monnaie n'est pas celle d'instrument d'échange, mais celle d'unité de compte. Avec le développement de l'économie monétaire, cette dernière fonction se détache de plus en plus de la première, et, en pratique, ce n'est que la dernière qui prend une place importante. On peut ainsi constater empiriquement, que dans sa fonction d'instrument d'échange, la monnaie peut être remplacée par n'importe quel autre bien; ce qui est essentiel, c'est la continuité de l'échelle de compte, donc la fonction de la monnaie comme unité de compte.

La monnaie, du chef de cette dernière fonction, a une nature abstraite et sert comme base de valeurs d'un côté, et des représentations de valeur, de l'autre côté.

Par sa fonction d'unité de compte, la monnaie engendre ainsi la possibilité de réalisation d'un bien, aussi bien dans le présent que dans le futur. Aux deux traits que nous venons d'examiner, il faut alors en ajouter un troisième, plus important encore dans l'économie monétaire moderne: la fonction de *moyen d'anticipation* ou plus même, de réalisation de valeurs futures (1). C'est là une conséquence directe de la fonction de la monnaie que nous avons précédemment examinée. Dans la mesure où la fonction de la monnaie comme unité de compte s'accroît, son rôle majeur est celui que nous venons de dire.

Ayant ainsi analysé les aspects principaux des fonctions de la monnaie, essayons d'en dégager quelques conclusions.

En rapport avec les trois fonctions citées, il convient en effet, de faire ressortir certaines qualités qui relèvent de la nature de la monnaie.

Examinons la monnaie comme instrument d'échange et de paiement d'abord. Comme tel, elle a un caractère tout à fait concret, représenté par le bien ayant la qualité de monnaie. A ce

(1) cf. F. SIMIAND : *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, Paris 1932, p. 514.

point de vue, la monnaie correspond aux conditions de l'équilibre naturel, antérieurement définies. La monnaie serait, dès lors, étroitement limitée au point de vue quantitatif.

Le problème de la monnaie en tant qu'unité de compte, est déjà plus complexe et semble difficilement intelligible. Du dernier chef, en effet, la monnaie est d'une nature purement abstraite.

Examinons de plus près ce caractère abstrait. Il se rattache, comme nous avons déjà pu l'entrevoir, à la valeur qu'un individu attache à un bien. A cet égard, son essence réside dans l'aspect psychologique inhérent à la monnaie en premier lieu, et, partant, au phénomène de valeur en second lieu. C'est dans ce dernier cas que la nature abstraite de la monnaie a son importance. Suivant l'envergure que prennent les variations des prix, on est en droit de parler avec FISHER d'une illusion monétaire. Cependant la nature abstraite de la monnaie donne à cette dernière une élasticité qui n'existe pas tant que nous la considérons seulement comme instrument d'échange et c'est là, le point important.

Au fond, la monnaie comme unité de compte se distingue par son aspect psychologique et c'est cet aspect que la théorie subjective de la monnaie a mis en relief (1).

En ce qui concerne maintenant la monnaie comme moyen d'anticipation, cette fonction est une conséquence de la fonction précédente et permet de réaliser d'avance en monnaie des biens produits ou à produire dans le futur; avec SIMIAND (2) nous pouvons dire alors qu'elle est un moyen qui permet de « monnayer l'avenir ».

Ayant ainsi résumé l'essence de la monnaie, il convient de revenir au point de départ du présent chapitre et de tenir compte des conclusions précédentes à propos du problème de l'équilibre.

§ 3. — L'élément monétaire dans le problème de valeur.

Nous avons constaté que le problème de l'équilibre, considéré sous l'angle de valeur, contenait un élément monétaire. Tant que le problème de la valeur était posé en termes de quantités, il ne pouvait être résolu; ainsi il restait parmi les plus obscurs de la théorie économique.

Dans les lignes précédentes, nous avons mis en relief l'importance de la nature psychologique et abstraite de la monnaie.

(1) Consulter à ce propos l'article de v. WIESER: *Geld*, dans le *Hdw. de Stw.*, p. 695. — v. MISES: op. cit.

(2) cf. F. SIMIAND : op. cit., p. 519.

En exprimant les valeurs en quantités, le problème des prix conservait un caractère dualiste sans qu'on s'en rendit parfaitement compte. Ainsi les classiques ont pu opposer un prix naturel à un prix du marché; tous deux représentent soit des quantités, soit des valeurs abstraites, suivant les circonstances. Dans la mesure cependant où il s'agit de prix en nature, ils gardent un caractère partiel. Comme émanation d'une unité abstraite, ils deviennent des *prix généraux*.

C'est à cet endroit qu'un perfectionnement s'impose en matière théorique, dès qu'on se trouve dans le cadre de l'économie monétaire. Ici les notions relatives à d'autres types économiques n'ont plus aucune valeur. En effet, les prix dans de tels systèmes reflètent les conditions d'équilibre dans les rapports d'échange de biens relatifs. Dès lors, les prix ne peuvent qu'exprimer des quantités déterminées par le volume de travail affecté à la production; ils sont dès lors des prix « naturels » au sens étroit de ce dernier terme.

Au point de vue de la théorie de l'équilibre, les prix ainsi formés ne peuvent résulter que d'un équilibre partiel. Dans un système qui n'admet que des équilibres de ce genre, le problème d'un équilibre général ne peut se poser.

En se basant ainsi sur des phénomènes relevant d'un type économique qui ne présente nullement les traits essentiels de l'économie monétaire, la théorie de l'équilibre d'un côté, et ses émanations, les théories de la valeur et des prix, de l'autre, restent dès lors à compléter. Comment, en effet, veut-on expliquer des phénomènes inhérents à l'économie monétaire par des notions tirées de l'économie naturelle? En introduisant au fur et à mesure des notions de l'économie monétaire dans l'analyse, on ne résoud — nous l'avons vu — d'aucune manière les problèmes qui se posent à son sujet. Au contraire, ils en deviennent de plus en plus obscurs et inintelligibles.

Ainsi les théories traditionnelles et classiques se rapportant à ce sujet sont incomplètes et impraticables. Il y faut donc une modification tendant à incorporer le fait monétaire dans les phénomènes de l'économie naturelle.

Au point de vue de la théorie des prix, il faudrait tenir compte de ce fait et attribuer aux prix naturels un « facteur multiplicatif » (1), par quoi M. MYRDAL entend le coefficient monétaire approprié. Ces derniers sont alors transformés de prix naturels en prix monétaires. Ainsi, ils contiennent l'élément abstrait prove-

(1) cf. GUNAR MYRDAL : *Der Gleichgewichtsbegriff als Instrument der geldtheoretischen Analyse*, dans F.-W. HAYEK : *Beiträge zur Geldtheorie*, Vienne 1934, p. 372.

nant de la monnaie. En plus, si les premiers sont des prix relatifs, les derniers sont des prix généraux. Le caractère partiel de l'équilibre qui résulte des données de l'économie naturelle, est ainsi écarté.

De cette façon, un équilibre général qui, jusqu'ici, n'était concevable que pour l'économie naturelle *fermée*, devient une construction logique possible pour l'économie d'échange, dès que celle-ci contient l'élément monétaire. Ainsi l'idée de l'équilibre naturel devient une notion applicable à l'économie monétaire.

Au sein de cette dernière, nous n'avons affaire alors qu'à des *prix monétaires généraux*. Le système des prix, qui, dans l'économie d'échange naturelle, était uniquement un système de prix relatifs, est ainsi *complété*, dans l'économie monétaire, par un système général des prix. La notion du prix général se conçoit, dès lors, comme expression de la valeur d'échange d'un bien, rapportée à une unité commune. Le phénomène de l'échange, à son tour, est alors placé, dans son ambiance véritable de l'économie monétaire, par sa liaison avec la monnaie d'une part, et les prix s'exprimant dans les unités de celle-ci d'autre part.

Une remarque s'impose maintenant.

La distinction que nous venons de faire entre un système de prix relatifs et un système général des prix, ne se rencontre pas, elle non plus, dans la théorie traditionnelle. Les classiques, comme leurs successeurs, s'occupaient de prix relatifs, la notion d'un niveau général des prix leur restant inconnue.

Plus tard, l'école mathématique reste également dans le cadre des prix relatifs. Il en est de même de nombreux manuels jusqu'à nos jours et, dans l'analyse de la théorie des prix de M. ANSIAUX (1), on a également affaire à des prix relatifs, — ces derniers y ayant cependant un caractère plus évolué (2).

Aussi longtemps que les prix n'étaient pas des prix monétaires, il n'en pouvait être autrement. On se bornait à expliquer le mécanisme des prix comme relation d'échange d'une marchandise à l'autre, et le problème restait un problème partiel. Aucune analyse de l'ensemble de la réalité économique, du point de vue de l'économie monétaire, n'était alors possible. Ce n'est que par la transformation signalée plus haut des prix relatifs en prix monétaires généraux que s'ouvre la perspective d'un perfectionnement à cet égard.

*
**

(1) cf. M. ANSIAUX : *Traité d'économie politique*, vol. II, pp. 36 et ss.

(2) cf. M. ANSIAUX : *ibidem*, pp. 112 et ss.

Aux termes de nos explications précédentes, le problème de l'équilibre était surtout un problème de valeur. Mais il s'exprimait dans les termes de l'économie naturelle. Ainsi nos analyses de valeur se basaient-elles presque exclusivement sur une théorie de la valeur-travail. Nous voyons maintenant, qu'en dehors de sa valeur explicative, cette théorie avait une signification réelle et concrète, aussi longtemps qu'on la rapportait à l'économie naturelle. Mais dès qu'on se place sur le terrain de l'économie monétaire, le problème, par sa complexité même, nécessite un complément dans le sens indiqué plus haut. Ici, comme nous venons de le démontrer, il ne s'agit plus de notions tirées de l'économie naturelle, mais de termes empruntés à l'économie monétaire et qui se laissent bien préciser au point de vue numérique.

En considérant ainsi le problème de l'équilibre comme un problème de valeur, nous ne pouvons plus le considérer sous le même angle qu'antérieurement. *De problème de valeurs naturelles, il devient un problème de valeurs monétaires.* C'est là le point important dont il faudra tenir compte dans les considérations qui vont suivre. Les notions de l'équilibre naturel et de l'équilibre du marché auront une signification plus précise et nous les saisirons plus profondément.

Ayant ainsi placé notre analyse dans son cadre véritable, une dernière remarque peut encore être faite à ce propos, du point de vue théorique et général.

Nous avons dit que, dans nos considérations antérieures, le fait monétaire n'intervenait que d'une manière implicite. Cela reflète toute une méthode en vigueur dans la science économique, méthode dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Il en résultait une séparation bien nette entre la théorie économique générale et la théorie de la monnaie. Divers auteurs, M. HAYEK entre autres (1), ont constaté également ce fait et ont conclu qu'il fallait transformer toute la théorie économique en changeant l'angle sous lequel on étudie les phénomènes, en question. Il se borne cependant à constater ce fait sans en donner une explication. A notre avis cela n'est pas suffisant; il faut en effet bien préciser que la théorie traditionnelle est une théorie qui explique un système économique naturel. Dès qu'on a à faire à un système économique monétaire, elle devient forcément insuffisante. La transformation que ces auteurs suggèrent alors est nécessitée par l'objet même de leur étude.

(1) cf. F.-W. HAYEK : *Geldtheorie und Konjunkturtheorie*, Vienne 1929, p. 71.

La séparation signalée peut avoir une valeur didactique, mais dès qu'on se trouve sur le terrain de la recherche scientifique même, on ne peut plus en tenir compte, parce que les résultats ne peuvent avoir qu'une importance bien limitée.

Nous distinguons maintenant bien clairement le cadre que nous nous sommes tracé. En allant du simple au complexe, nous sommes arrivés à introduire le phénomène monétaire dans nos considérations. Ainsi une fusion s'est opérée entre la théorie de l'équilibre et la théorie de la monnaie. Les deux théories nous apparaissent maintenant, dans le cadre de l'économie monétaire, comme deux théories complémentaires de la théorie de l'échange.

Pour conclure, nous pouvons dire qu'en mettant en lumière l'élément monétaire contenu dans le problème de la valeur, nous avons fait ressortir le caractère général qu'il a, en fait, dans l'économie monétaire. D'un problème partiel nous passons à un problème général et total. Cela donne à l'analyse une plus grande valeur explicative. Du terrain de la notion de l'équilibre et de la valeur en général, nous passons à un problème de valeurs monétaires (1). Ce sont là des problèmes que nous traiterons dans la suite.

Section B

LA NOTION DE L'ÉQUILIBRE NATUREL SOUS L'ANGLE DE LA MONNAIE

§ 1. — L'équilibre monétaire.

La notion de l'équilibre naturel élaborée plus haut, exprimait en terme de biens un état d'équilibre entre le produit et le revenu social. En se basant ainsi sur des données de l'économie naturelle, elle n'exprimait au fond pas autre chose que la fameuse « loi des débouchés » de J.-B. SAY, à savoir, que les produits s'échangent entre eux et qu'à chaque offre d'un bien il y a une demande correspondante.

Un tel équilibre n'est forcément que partiel, mais on peut admettre cette même idée pour un système économique d'ensemble, sans toutefois lui donner une expression précisée en monnaie.

Transposée dans le domaine de l'économie monétaire, cette idée ne change pas dans son essence. Ce n'est que son aspect

(1) cf. G. PIROU : *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, 1938, fasc. III, pp. 85-86.

extérieur qui varie; l'équilibre naturel devient une équivalence numérique entre les deux termes, et acquiert, parce qu'exprimé dans une unité de compte commune, un caractère général. A cet égard, le problème est donc uniquement, nous y insistons, un problème général et d'ensemble. L'équivalence ainsi obtenue, comment se présente-t-elle dans l'économie monétaire?

Nous avons ici, comme dans les hypothèses antérieures, un produit social qui, sur cette échelle de l'analyse, ne représente pas seulement une masse de biens, mais aussi une valeur monétaire s'exprimant à son tour dans le revenu social.

L'aspect numérique extérieur du produit social ainsi mise en lumière se rapporte par conséquent, à la monnaie en tant qu'unité de compte. Le revenu social, de son côté, s'y rapporte également. Pour que l'équilibre naturel puisse se produire, le revenu social exprimé en monnaie est alors égal au produit social exprimé dans les mêmes termes.

D'une manière générale, il y a équilibre monétaire, lorsque le revenu social contient exactement en valeurs monétaires tous les revenus des agents de la production qui constituent le produit social. En d'autres termes, cet équilibre se ramène à une équivalence entre les coûts de la production d'un côté, et les revenus de tous les agents de production, de l'autre.

La somme de ces revenus est nécessairement égale au revenu social entier d'une collectivité économique donnée.

Les différentes parties du revenu social se déterminent de cette manière, au courant du processus de production même, et sont données une fois pour toutes. Le revenu social dans son ensemble est, dès lors, une grandeur constante qui ne peut guère changer. Cela est important au point de vue de la valeur en général, et au point de vue monétaire, en particulier.

Il n'en est cependant pas de même du produit social considéré comme valeur monétaire. Au moment où celui-ci sort de la production, rien n'est changé à cet égard. Mais dès qu'il entre dans la circulation, le problème se présente d'une façon bien différente.

N'oublions pas que l'économie monétaire est également une économie d'échange, et qui plus est, du type le plus évolué. C'est alors qu'intervient le phénomène du marché. L'équilibre naturel devient alors un équilibre du marché. Tout ce qui a été dit antérieurement à ce sujet peut être répété ici, en tenant compte des modifications du cadre. De cette manière, la valeur monétaire du produit social doit refléter les variations des prix qui se produisent sur le marché.

L'équilibre monétaire correspond ainsi au cas où les prix du marché sont tels que le produit social puisse être absorbé par

les revenus monétaires contenus dans le revenu social entier. Ces prix sont le résultat de la formation naturelle des revenus déterminés par les coûts de production.

Pour résumer, nous pouvons dire que la notion de l'équilibre naturel, en s'exprimant dans une unité de compte commune, devient la formule d'un équilibre monétaire général. Cette notion d'équilibre monétaire cependant, demande une certaine précision.

En effet, comme nous l'avons vu tantôt, l'équilibre monétaire signifie tout d'abord un équilibre en valeurs monétaires entre le produit et le revenu social. Le revenu social, cependant, est l'élément essentiel et fondamental, et sa valeur influence les conditions de l'équilibre monétaire. Rappelons à cet égard les deux aspects principaux de la monnaie : celui d'unité de compte d'abord, et celui de moyen d'échange et de paiement ensuite. De ces deux chefs, elle engendre un problème abstrait de valeur d'une part, et un problème concret de quantités d'autre part. C'est par ces deux derniers éléments que le revenu social peut agir à la fois sur l'équilibre monétaire.

D'une manière générale, on peut dire que deux conditions sont requises pour qu'il y ait équilibre monétaire. La première consiste dans une équivalence numérique entre ses facteurs constitutifs, la seconde dans l'ordre de grandeur de la quantité de monnaie qui du côté du revenu social est nécessaire pour absorber la valeur du produit social.

Si ces conditions sont remplies, nous pourrions parler d'un équilibre monétaire.

Une observation supplémentaire s'impose maintenant. Les conditions nécessaires à l'existence d'un équilibre monétaire correspondent à un état où ni la quantité ni la valeur de la monnaie n'exerce d'influence. Dans ce sens limité et bien précisé, la monnaie serait alors neutre et sans effet sur les éléments du mécanisme économique. Ainsi une distinction s'opère au sein de la monnaie entre un effet appelé *neutre* et un effet auquel on peut donner l'épithète d'*actif*.

Cette distinction entre les deux effets de la monnaie sur le déroulement du processus économique marque une acquisition nouvelle dans la théorie monétaire et une évolution progressive de la science économique.

La notion de l'équilibre monétaire, nous le voyons, est une pure construction théorique, créée dans un but analytique bien précis. Elle sert comme instrument d'explication de phénomènes plus complexes relevant du domaine monétaire. Dépendant de la notion de l'équilibre naturel, elle a, comme cette dernière, un

caractère instrumental; il en est de même du terme « neutre » introduit ici même.

La distinction faite précédemment entre les effets de la monnaie, remonte à un auteur nommé KNUT WICKSELL (1) qui, le premier, l'a employée. Chez lui, cependant, elle est encore très imprécise et s'applique à une économie naturelle assez vague construite par lui. Nous verrons dans la suite la portée véritable de cette idée.

Plus tard, M. F.-W. HAYEK (2) en a parlé également. Si chez WICKSELL ce terme est employé dans un but explicatif, chez HAYEK il fait partie d'une construction normative. Ensuite, un néerlandais, M. J.-G. KOOPMANS (3) a étudié d'une manière très approfondie et très détaillée, les problèmes qui se posent à son sujet. Il examine l'essence de la question d'un côté, son aspect pratique de l'autre.

Nous n'avons point l'intention de le suivre dans cette voie, dans la mesure où il vise un but nominatif. Comme nous l'avons déjà fait ressortir maintes fois, dès le début de ce travail, il s'agit ici avant tout de *comprendre* ce qui, dans le mécanisme économique et monétaire en particulier, reste obscur et inintelligible pour nous, si nous nous basons sur les théories existantes et l'enseignement donné *ex cathedra*. A cette condition seulement, on pourra envisager le problème de la même manière que les deux derniers auteurs et les praticiens qui s'inspirent des mêmes idées.

Au sujet des lignes qui précèdent, il convient en effet de faire observer que dans la théorie traditionnelle et classique, la monnaie était « neutre » d'une façon implicite. Elle n'était qu'un voile, disaient-elles, derrière lequel se cachait le véritable mécanisme économique. Dès lors, elles ne s'occupaient guère des effets « actifs » de la monnaie dans le processus économique. Ainsi s'explique également, soit dit entre parenthèse, la séparation précédemment signalée entre la théorie de la monnaie et la théorie de l'équilibre et des prix en général.

Sous certaines réserves, on en est ainsi arrivé à placer le problème monétaire de plus en plus au centre des recherches économiques. C'est moins l'essence et les fonctions de la monnaie qui occupent les théoriciens économistes, mais surtout son influence sur le déroulement de la vie économique.

(1) cf. KNUT WICKSELL : *Prices and Interest*, Londres 1936, p. 102, édité par M. BERTIL OHLIN. Ce livre parut en allemand en 1899, sous le titre *Geldzins und Güterpreise*.

(2) F.-W. HAYEK : *op. cit.*

(3) cf. J.-G. KOOPMANS : *Zum Problem des « neutralen » Geldes*, dans la collection d'articles précitée, éditée par M. HAYEK sous le titre « *Beiträge zur Geldtheorie*, 1933.

*
* *

Après les explications qui précèdent, nous saisissons plus clairement l'idée et l'objet qui nous occupent. Nous avons, en effet, construit une notion à l'aide de laquelle nous voulons comprendre les manifestations du monde économique.

L'équilibre naturel en est l'idée fondamentale. En l'analysant de phase en phase, elle est devenue plus complexe, en ce sens qu'elle présente plus d'aspects. Placée sur le terrain de l'économie naturelle fermée, elle était, on peut le dire, un peu simpliste. Au sein de celle-ci, elle expliquait ce qu'on aurait probablement pu mieux mettre en lumière d'une autre manière. Mais dans le cadre d'une économie monétaire complexe et enchevêtrée, qui est le type économique le plus évolué, nous osons affirmer qu'elle peut rendre des services assez appréciables, comme noyau, ou, pour parler comme M. RIST (1), comme moyenne autour de laquelle s'opèrent les variations économiques. A cet égard, nous avons mis en relief que ces dernières se rapportent à des valeurs et à des quantités de biens. Ce dernier problème a été étudié dans nos considérations introductives. Dans le cadre actuel, il n'a pas changé dans ses traits essentiels. Mais, comme problème monétaire, il a en outre un *aspect* de valeur et de quantités *proprement monétaire*.

C'est par ce côté que nous continuerons à examiner notre problème.

A ce point de vue, il est un *problème de valeurs monétaires*; nous rapportons ce dernier terme moins à la valeur de la monnaie, comme marchandise monétaire, qu'au problème de l'équilibre tel que nous l'avons traité jusqu'ici. Ce n'est qu'en second lieu que nous pourrions l'envisager sous un angle limité et partiel. Mais qu'il soit un problème partiel ou un problème général, la notion de l'équilibre naturel, à elle seule, n'est pas suffisante pour faire ressortir, dans le domaine en question, les effets de la monnaie sur la vie économique.

L'équilibre naturel est une moyenne d'une nature permanente et donnée une fois pour toutes. Il ne peut cependant, se faire valoir que par rapport à une courbe montrant l'étendue des écarts. Cette dernière se manifeste dans l'évolution des prix et est retenue d'une façon plus précise dans ce qu'on appelle le niveau général des prix.

L'étude du rôle de la monnaie au point de vue de la notion de l'équilibre d'un côté, et son influence sur le circuit économi-

(1) cf. CH. RIST, *op cit.*, pp. 212 et ss.

que et les variations qu'on constate au point de vue empirique de l'autre, doit, par conséquent, être précédée d'un examen du niveau général des prix comme expression immédiate de ces variations.

§ 2. — Le niveau général des prix et sa détermination.

D'après nos considérations, la notion d'un niveau général des prix est étrangère à l'économie naturelle. Au sein de cette dernière, on ne peut imaginer que des rapports d'échange relatifs, sans aucune mesure commune. Dans ce contexte, le terme niveau général des prix, ne signifie que l'ensemble de ces rapports d'échange à un moment donné, sans lien général.

Dans l'économie monétaire, par contre, on peut parler d'un niveau général des prix; ici il se conçoit comme l'expression numérique d'un ensemble de prix relatifs rapportés à une unité générale; cela veut dire qu'on établit le rapport des valeurs d'échange relatives à l'unité monétaire.

Par conséquent, dans l'économie naturelle des échanges, l'idée d'un niveau général ne peut avoir qu'un caractère purement statique, et perd, dès lors, toute valeur pratique. Ce qui est intéressant, en effet, c'est de retenir sous une forme précise les variations des prix, qui sont du domaine dynamique. A ce point de vue, le rôle de la notion du niveau général des prix est bien déterminé.

Dans l'économie naturelle, la comparaison des prix au point de vue dynamique n'est possible que dans un seul cas: c'est celui d'une succession d'échanges d'un produit bien déterminé. Cette comparaison cependant est incomplète par son caractère partiel; dans l'économie monétaire seulement, on peut comparer ces rapports sous un angle général.

La notion d'un niveau général des prix ne s'oppose point à la notion d'un niveau des prix relatifs. Le premier, en effet, est l'expression synthétique du mouvement des prix, tandis que le dernier n'en présente que la composition analytique. Les deux notions gardent chacune sa valeur sans se heurter, et on peut dire qu'en ce sens elles se complètent (1).

Si telle est la détermination théorique du niveau général des prix, dans le cadre de l'économie monétaire, il faudrait examiner également comment, en pratique, on l'établit mathématiquement.

Quelques observations préalables s'imposent encore:

Il ressort des paragraphes qui précèdent, que la connaissance du niveau général des prix et de son mouvement est indispen-

(1) De plus, on pourrait établir des corrélations intéressantes entre les deux données en présence.

sable pour établir les conditions d'équilibre monétaire. En effet, en parlant de l'équilibre naturel, sous son aspect de valeur, nous avons jusqu'ici émis seulement des affirmations théoriques d'ordre général, sans donner à ces valeurs une précision quelconque. C'est cela que nous voulons faire cependant, en examinant le niveau général des prix et sa mesure. A propos de l'équilibre naturel dans le système de l'économie naturelle, cette tâche n'était pas nécessaire car nous avions affaire à des grandeurs exactes quantitatives. Mais considéré sous l'angle de la valeur — nous l'avons constaté — le problème est beaucoup moins accessible. S'il était possible de trouver dans le niveau général une expression assez précise du mouvement des prix, cela nous aiderait aussi à trouver les conditions d'équilibre dans la pratique.

La détermination du niveau général des prix permettra ainsi de fixer les rapports entre l'équilibre naturel et l'équilibre du marché; autrement dit, elle rendra possible l'indication des écarts que les conditions du marché créent entre ces deux équilibres. Les mouvements de hausse et de baisse alors trouvés, reflèteront l'évolution de l'équilibre du marché par rapport à l'équilibre naturel.

En particulier, la connaissance du niveau des prix relatifs sera utile, comme nous le verrons plus tard, dans notre critique du niveau général des prix. Il sera intéressant, en effet, de voir comment les prix particuliers influencent le niveau général des prix, suivant l'importance de telle ou telle catégorie de biens et l'étendue des variations de ses prix.

Comme il sert de mesure des variations de l'équilibre du marché par rapport à l'équilibre naturel, nous pouvons conclure que le niveau général des prix sert également comme mesure des variations du processus économique.

C'est sous cet angle que nous allons examiner le problème des *statistiques des prix*, ou, en d'autres termes, de l'*établissement des nombres-indices*.

A cet égard (1), il ne peut être question de faire la somme des prix des différentes catégories de biens qui se mesurent par des grandeurs diverses, et d'en déduire, par la suite la moyenne. C'est pour cela que par convention on fixe à 100 le prix d'une catégorie donnée de biens à une époque donnée. On mesure alors les prix successifs par rapport à ce point de départ. Suivant qu ces prix sont $>$ ou $<$ que la valeur initiale, ils dépassent 100 dans un sens positif ou négatif. Les variations des prix se

(1) Consulter sur ce point : KNUT WICKSELL : *Geld und Kredit*, 2^e vol. de son ouvrage : *Vorlesungen über Nationalökonomie*, 1928; J.-M. KEYNES : *A treatise on Money*, vol. I, 1930.

laissent ainsi aisément déterminer. On fait ainsi des indices de prix pour chaque catégorie de biens. Ils indiquent dans quelle mesure le prix de chaque marchandise a augmenté ou diminué au cours d'une période déterminée. En prenant ensuite la *moyenne arithmétique* de ces nombres indices, nous arrivons à un nombre renfermant les prix de toutes les marchandises, nombre qu'on appelle « indice général des prix » (général index number) (1). Les écarts par rapport au nombre 100 indiqueront dès lors, en sens positif et négatif, les variations des conditions d'équilibre de la monnaie ou de sa valeur d'échange. Si les nombres successifs sont exactement ou approximativement égaux à 100, l'équilibre reste intact, et la valeur d'échange de la monnaie n'a pas changé.

Cette méthode cependant est très imparfaite; en effet, elle ne fait pas de distinction au point de vue quantitatif entre l'importance relative des différents biens dans le processus général de la production. Il faut voir aussi quels produits doivent entrer dans l'indice, suivant qu'ils sont des matières premières ou des produits finis. Un petit changement concernant un produit ayant une grande importance, ne peut pas être compensé par une variation plus grande concernant un produit dont le rôle n'est que secondaire. Un nombre indice qui ne tiendrait pas compte de ces facteurs nous rendrait des services assez faibles.

De plus, la moyenne arithmétique (2) est très influencée par les valeurs extrêmes, de sorte que les résultats auxquels cette méthode conduit, pourraient ne pas être exacts.

JEVONS a proposé de se servir de la *moyenne géométrique*. Celle-ci en effet, présente en général l'avantage de se rapprocher plus du « mode » (3) que la moyenne arithmétique, et montre ainsi mieux les variations typiques. Contrairement à la moyenne arithmétique, elle est peu influencée par la dispersion, qu'elle soit forte ou faible. L'indice auquel on arrive par la méthode de la moyenne arithmétique renferme en plus deux défauts essentiels: à savoir qu'il ne satisfait, ni aux conditions de la réversibilité, ni à celle de l'indépendance. En ce qui concerne la dernière, elle exprime l'indépendance de l'indice par rapport à l'époque de base. En ce qui concerne la réversibilité, on devrait pouvoir dire, en général, que l'indice général d'une époque k par rapport à une époque o est l'inverse de l'indice général de l'époque o par rapport à l'époque k (4). La condition de réversibilité s'exprime

(1) cf. K. WICKSELL : op. cit., vol. 2.

(2) cf. R. OLBRECHTS : *Cours de statistique générale*, fait à l'Université de Bruxelles 1935-36 (inédit).

(3) cf. R. OLBRECHTS : Cours cité.

(4) cf. R. OLBRECHTS : Cours cité.

algébriquement par la formule suivante :

$$P_{ok} = \frac{I}{P_{ko}}$$

Cette condition ne peut être remplie par la moyenne arithmétique, mais bien par la moyenne géométrique.

La moyenne géométrique présente ainsi un perfectionnement au point de vue purement mathématique. Elle n'écarte cependant pas des indices les défauts dont nous venons de parler plus haut. Pour y remédier, il faut commencer par introduire les quantités de biens réellement consommés dans le calcul des nombres indices, ou prendre, en d'autres termes, la moyenne pondérée des prix. Cette méthode a été employée avec certains succès (par l'anglais PALGRAVE p. ex.). Cependant, les résultats qu'elle peut donner doivent être utilisés avec beaucoup de précautions, malgré tous les perfectionnements mathématiques auxquels on est arrivé (1). A cet égard, il faut remarquer que les quantités de marchandises prises comme base dans l'établissement des indices sont soumises à des variations relatives d'une époque à l'autre. Il faut noter donc des fluctuations des prix relatifs qui eux donnent lieu à des changements dans les quantités de biens. On a voulu apporter des perfectionnements à la méthode en introduisant dans le calcul, des unités de consommation bien définies. Mais cela ne peut donner que des résultats très limités, étant donné que ces unités de base se modifient souvent, surtout lorsqu'on tient compte de la loi de substitution.

Il faudrait donc procéder de la façon suivante : En connaissant les quantités consommées de tous les biens, qu'on veut faire entrer dans l'indice à différentes époques, on les note pour les multiplier par leurs prix respectifs aux différentes époques. Les produits ainsi obtenus correspondent exactement à la quantité de monnaie qui a été dépensée pour une quantité de marchandises aux époques successives. On suppose que les quantités de biens restent constantes pour montrer les variations des prix. Le rapport entre le niveau général des prix aux différentes époques, est ainsi une mesure pour la hausse ou la baisse des prix, au cours de la période étudiée. La mesure serait même exacte si la quantité de biens supposée restait invariable, ce qui, en réalité, n'est pas le cas.

C'est cependant, sous certaines réserves, la méthode généralement adoptée.

(1) Pour une étude mathématique des nombres indices, voir : R. OLBRECHTS : Cours cité. — L. V. BORTKIEWICZ : *Der Tauschwert des Geldes und seine Messung*, sous l'article *Geld* du Handwörterbuch der Staatswissenschaften, pp. 743 et ss.

A l'époque de base 0, la dépense se détermine ainsi :

$$q'_0 p'_0 + q''_0 p''_0 + q'''_0 p'''_0 + \dots \dots \dots q^n_0 p^n_0,$$

où q représente la quantité et p les différents prix.

A l'époque k, nous aurons la dépense que voici :

$$q'_k p'_k + q''_k p''_k + q'''_k p'''_k + \dots \dots \dots q^n_k p^n_k.$$

Le rapport de ces deux sommes sera l'indice cherché qui s'établit ainsi :

$$\frac{\sum q_k p_k}{\sum q_0 p_0}$$

C'est la formule fondamentale des indices pondérés; elle s'appelle la « *formule de Laspeyres* » (1).

Dans cette formule, on détermine l'indice en partant des quantités consommées à l'époque initiale. On peut procéder aussi autrement: comparer les quantités et les prix d'une époque autre que l'époque initiale à celle qui la précède. De cette façon, on arrive à la formule que voici :

$$\frac{\sum q_k p_k}{\sum q_k p_0}$$

C'est la « *formule de Paasche* ».

Nous ne pouvons, dans le cadre du présent travail, rechercher lequel des deux indices donne des résultats plus précis. En ce qui concerne cependant les indices du coût de la vie, les formules de LASPEYRES donnent en général des résultats différents, différences assez sensibles lorsqu'on compare des époques très éloignées l'une de l'autre. On peut admettre que, pour les indices ci-dessus, les résultats que donne la formule de PAASCHE sont inférieurs à ceux de la formule de LASPEYRES (2) (3). En fait, ni l'une ni l'autre n'est généralement admise. La différence entre les deux formules consiste dans les périodes qu'on prend pour le choix des quantités.

Les prix eux-mêmes, se contrôlent facilement aux périodes successives pour les différentes marchandises prises isolément. La difficulté consiste seulement dans les quantités de biens à comparer. La formule de LASPEYRES offre l'avantage d'une série d'indices comparables aux prix de base; elle devient absurde

(1) Voir à ce propos le cours cité de M. R. OLBRECHTS, et l'article cité du Hdw. der Staatswissenschaften.

(2) cf. R. OLBRECHTS, cours cité.

(3) Consulter ici également l'article cité du Hdw. d. Stw.

lorsque des modifications importantes s'opèrent dans la consommation des marchandises.

Entre les deux époques comparées, il peut y avoir, en effet, une différence quantitative sensible. C'est pour cela qu'un auteur comme MARSHALL a modifié la formule de PAASCHE, en faisant la moyenne entre les quantités consommées aux époques comparées.

Quoiqu'il en soit (1), on a développé les recherches à ce sujet, et pour éliminer les différences auxquelles les deux formules fondamentales de LASPEYRES et de PAASCHE peuvent conduire, on a proposé de prendre la moyenne géométrique de ces deux formules, comme a fait notamment M. IRVING FISHER qui la considère comme « idéale » :

$$\sqrt{\frac{\sum q_0 p_k}{\sum q_0 p_0} \times \frac{\sum q_k p_k}{\sum q_k p_0}}$$

Ces formules sont de nature à donner des indications plus ou moins approximatives sur l'évolution du niveau général des prix. Leur valeur devient cependant assez précaire, dès que les données concernant les quantités consommées changent; on peut alors arriver à des résultats tout à fait faux.

Au fond, il faut observer ici la même attitude que celle observée, en général, en matière de sciences sociales, c'est-à-dire qu'il ne faut pas attendre d'une théorie ou d'une méthode plus qu'elle ne peut donner. Dans la question des nombres indices généraux, il s'agit d'obtenir une moyenne des prix telle que l'exige la continuité de l'activité économique. Ces nombres ont, dès lors, une valeur assez hypothétique. Pour connaître exactement le niveau général des prix, il faudrait disposer d'éléments plus complets sur les quantités consommées aux différentes époques. En outre, ces quantités ne sont pas les mêmes pour les différentes classes sociales, et la difficulté croît encore lorsqu'on veut comparer le niveau général des prix au point de vue international. Dans l'état actuel des choses, seule la comparaison des niveaux relatifs est possible.

Tout en reconnaissant ainsi les difficultés inhérentes à l'établissement d'un indice général des prix et les résultats limités qu'elle peut donner, nous ne sommes pas de ceux qui rejetteraient pour cela tous les essais entrepris pour y arriver et dont nous vous avons donné un tableau succinct. On sait que les tentatives de mesurer exactement les variations générales des prix

(1) Pour une étude de ces problèmes, voir aussi J.-M. KEYNES : *A Treatise on Money*, vol. I.

se heurtent à trop d'inconvénients d'ordre pratique. Dès lors, les essais tendant à donner aux conditions de l'équilibre monétaire une expression exacte, sont sans valeur au point de vue pratique, et on ne peut que se borner à déterminer ces conditions sur le terrain purement théorique. Néanmoins, cette idée présente ici une utilité analytique et facilite la compréhension d'un mécanisme assez complexe.

Aussi imparfaites que puissent être les statistiques des prix, elles donnent cependant une idée approximative des variations des prix. C'est surtout à propos de ces dernières, comme expression de l'équilibre du marché, que les problèmes économiques essentiels se posent. Ces réserves faites, nous allons aborder l'étude de l'équilibre monétaire du marché, ou, ce qui revient au même, des causes perturbatrices de l'équilibre monétaire.

CHAPITRE IV

Les perturbations de l'équilibre monétaire

Section A

LA NATURE DUALISTE DE LA MONNAIE

§ 1. — Considérations générales.

La notion de l'équilibre monétaire, telle que nous l'avons antérieurement définie, a fait ressortir une double signification de la monnaie. Il fallait, en effet, que soit remplie une condition provenant de la monnaie en tant qu'unité de compte, et une autre provenant de la monnaie en tant que moyen de paiement. La première impliquait une valeur constante du produit social, tandis que la deuxième nécessitait une quantité de monnaie appropriée à cette valeur, pour que le revenu social puisse absorber la totalité du produit social.

Cette double condition mettait en relief un aspect important de la monnaie : sa *nature dualiste*.

La monnaie, comme nous l'avons vu, est moyen d'échange et de paiement d'une part, et mesure de valeur et unité de compte, d'autre part. Il en résulte que, d'un côté, elle soulève un problème de quantités, ce qui lui donne une *nature concrète*; de l'autre côté, par contre, elle pose un problème de valeur, ce qui engendre sa *nature abstraite* (1). Cette nature, que nous appelons « dualiste », donne à la monnaie une élasticité dans le sens de la quantité et de la valeur en même temps.

1) cf. J.-G. KOOPMANS : art. cit.

Par conséquent, l'équilibre monétaire est soumis à des facteurs perturbateurs et se traduit par un déséquilibre sur le terrain dynamique.

Nous avons l'intention d'examiner ces deux aspects. L'analyse faite plus haut du niveau général des prix, s'occupait des méthodes employées pour fixer les variations de valeur auxquelles est soumis le produit social. En continuant d'abord par le problème soulevé à propos de la nature abstraite de la monnaie, nous y apportons un complément nécessaire. Le problème de la monnaie, sous son aspect concret de quantités, se posera forcément ensuite. Ainsi nous passerons à un exposé complet des questions que soulève la notion de l'équilibre naturel.

§ 2. — La nature abstraite de la monnaie et ses effets.

En parlant de la nature abstraite de la monnaie, nous n'avons point l'intention de revenir sur ce que nous avons dit sur la monnaie concernant son essence. Tout cela se rapportait à un point de vue statique et qualitatif. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les effets dits « actifs » de la monnaie sur le mécanisme économique. Les deux qualités de la monnaie qui constituent sa nature dualiste ne peuvent être séparées en pratique. La scission que nous établissons dans un but explicatif est purement théorique.

Ceci dit, regardons le problème d'une façon plus précise.

Le caractère abstrait de la monnaie provient de ce que nous pouvons attribuer une certaine valeur à un bien (1). Son essence est donc de nature psychologique et entraîne des variations de prix. Nous avons vu que ces derniers expriment la valeur monétaire des biens.

Dans l'économie naturelle, les prix ont une signification concrète; ils sont déterminés et limités par la loi du travail. Dans le système présent, au contraire, cette limite est supprimée par le fait que les prix sont exprimés dans une unité abstraite, ce qui les transforme en prix monétaires généraux. Aux variations des prix résultant des conditions de l'offre et de la demande exposées pour l'économie naturelle d'échange s'ajoutent ainsi, dans l'économie monétaire, des variations provenant du facteur purement psychologique. Les proportions que peuvent prendre alors les variations des prix sont théoriquement illimitées.

La nature « abstraite » de la monnaie pourrait être définie en opposant la valeur « réelle » d'un bien déterminée par la loi

(1) cf. V. WIESER : *Geld*, dans le *Hdw. d. Stw.*, pp. 695 et ss. — ALBERT AFTALION : *Monnaie, Prix et Change*, 1940, pp. 239 et ss.

du travail, à sa valeur « nominale » dépendant de facteurs psychologiques. En fin de compte, cette séparation théorique se ramène à la vieille distinction des classiques exposée plus haut, à savoir la distinction entre prix naturels et prix du marché.

En partant de cette idée, nous avons établi les notions d'équilibre naturel et d'équilibre du marché. Mais en définissant leur essence, nous n'avons point indiqué la raison profonde de l'écart entre l'équilibre du marché et l'équilibre naturel. Ce n'est qu'après avoir mis en relief la nature de la monnaie et ses rapports avec l'équilibre naturel que nous pouvons seulement envisager ce point important.

L'équilibre du marché est en effet un équilibre de valeur. Nous avons constaté qu'il contenait d'une façon implicite, un élément monétaire. Ce facteur expliquait notamment pourquoi des quantités de biens n'existant pas en réalité, peuvent s'exprimer en valeur du marché ou en prix, ce qui donne l'illusion de leur présence effective. Ainsi la valeur réelle du produit social, qui est égale à la valeur du revenu social dès qu'un processus de production est terminé, est portée au-dessus ou en dessous de cette même valeur. Ainsi, ce n'est que sur le terrain monétaire — par une analyse de la monnaie comme unité de compte — que la disproportion entre l'équilibre naturel et l'équilibre du marché trouve son explication dernière.

La nature abstraite de la monnaie détache ainsi, aux termes de nos conclusions précédentes, les prix monétaires du marché de leur base réelle exposée à propos de l'économie naturelle.

A supposer que les coûts de production d'un bien (matières premières, travail etc.) restent les mêmes, rien n'empêche que le prix du marché exprimé en monnaie soit différent du prix naturel. L'intensité de la demande joue ici le rôle décisif. La différenciation qui s'établit alors entre les deux éléments en question est un phénomène permanent de l'économie monétaire. Sa nature complexe rend la connaissance de ces rapports très difficile. Seule la distinction entre l'aspect abstrait et concret de la monnaie y introduit quelque clarté.

Les différences entre les prix naturels et les prix du marché sont, sous les réserves énoncées, retenues statistiquement dans les indices des prix, ou plus exactement dans les mouvements de hausse et de baisse des prix, qu'ils permettent de représenter.

La nature abstraite de la monnaie constitue dès lors un élément perturbateur important des conditions de l'équilibre économique d'une façon générale, et de l'équilibre naturel en particulier. Répétons qu'en raison de ses bases purement psychologiques,

l'élément ainsi analysé ne constitue pas un problème pouvant être traité de façon exacte et précise.

En faisant maintenant le point de toute notre analyse précédente, nous pouvons dire, en résumé, que le problème de l'équilibre économique trouve dans le couple d'idées de l'équilibre naturel et de l'équilibre du marché une certaine solution. Nous constatons, en effet, que le déséquilibre économique se traduit par une disproportion entre ces deux données. En fait, cela signifie qu'il y a un déséquilibre entre le produit social et le revenu social. Le pouvoir d'achat représenté par ce dernier n'est, dès lors, pas suffisant pour permettre l'écoulement, à leur valeur du marché, des biens contenus dans le produit social. La vieille « loi des débouchés » s'avère ainsi inexacte dans la réalité. L'équilibre naturel implique en effet une égalité en valeurs et en quantités entre ses deux facteurs constitutifs. Ce n'est cependant pas le cas de l'équilibre du marché qui se forme dans la réalité. Il est toujours différent du premier, comme nous l'avons constaté.

La nature abstraite de la monnaie nous a permis d'en indiquer une raison. L'exemple numérique cité à la page 37 nous en a donné un tableau concret et démontré le cercle vicieux émanant de la disproportion entre la valeur du produit et du revenu social.

L'équilibre ne peut s'établir que par une hausse ou une baisse des prix suivant les conditions du marché. L'évolution réelle du système de l'économie monétaire est ainsi caractérisée, comme nous l'avons démontré également, par un *jeu d'adaptation* des deux données en question : l'équilibre naturel et l'équilibre du marché.

§ 3. — La nature concrète de la monnaie et ses effets.

Pour qu'il y ait un équilibre naturel monétaire, il faut que cet équilibre n'existe pas seulement entre valeurs monétaires, mais encore entre ces dernières d'un part et des quantités monétaires d'autre part. La quantité de monnaie en circulation doit pouvoir absorber la valeur du produit social.

Au point de vue statique, l'équilibre monétaire s'établira alors lorsque la condition suivante sera remplie :

Si $\sum pq$ représente la valeur du produit social et A la valeur du revenu social, il faudra que :

$$\sum pq = A.$$

Or, en réalité, $\sum pq$ est ou $>$ ou $<$ que A .

Il en résulte nécessairement que A tache de s'adapter aux variations de $\sum pq$, que nous avons expliquées antérieurement.

Le cas le plus important ici est celui où $\sum pq$ est $> A$. Le problème monétaire qui se pose est alors celui des quantités et de leur accroissement. Ainsi nous abandonnons l'examen des effets de la monnaie provenant de sa nature abstraite comme unité de compte, pour aborder ceux provenant de sa nature concrète comme moyen de paiement.

Dans cet ordre d'idées, nous voulons tout d'abord dégager les différentes formes de la monnaie concrète, pour passer à ses aspects particuliers ensuite.

Parmi les nombreuses distinctions faites en théorie et en pratique, nous voulons retenir les suivantes :

- 1) la monnaie métallique,
- 2) la monnaie fiduciaire, dont le billet de banque en particulier,
- 3) la monnaie bancaire et scripturale sous toutes ses formes.

Quelques remarques s'imposent cependant à propos de cette classification.

L'essentiel de la monnaie ne consiste pas dans sa forme particulière, mais dans le rôle qu'elle doit jouer dans le mécanisme économique.

La monnaie métallique, à l'exclusion de toutes les autres formes de monnaie, remplit les fonctions de mesure de valeur et d'instrument de paiement et de circulation; comme telle, elle ne peut pas être remplacée. Par contre, les deux autres catégories, ne font fonction que de moyen de paiement ou d'instrument de circulation. Il convient donc d'avoir nettement dans l'esprit que la monnaie métallique remplit à la fois les deux fonctions précitées, tandis que la monnaie fiduciaire et bancaire ne la remplacent que dans la dernière. Cette distinction, qui résulte de nos analyses antérieures, ne saurait être trop répétée, parce qu'à force de l'avoir méconnue et négligée, beaucoup d'erreurs sont introduites en théorie. Etant quantitativement limitée, la monnaie métallique, en effet, est la monnaie classique de l'équilibre monétaire. Il en sera de même du billet de banque convertible, dans la mesure où son émission ne dépasse pas une certaine « proportion » (1), au delà de laquelle il y a déséquilibre et frictions dans le circuit économique. Ces dernières surgissent notamment pour le papier-monnaie inconvertible et, d'une façon générale,

(1) Terme employé par RICARDO qui ne définit cependant pas les limites de cette « proportion ». cf. DAVID RICARDO : *Principles of Political Economy and Taxation*, pp. 244-45.

ale, pour la monnaie bancaire et scripturale, ainsi qu'à la suite d'une émission excessive de billets de banque convertibles; c'est ce que la pratique et l'expérience nous enseignent amplement.

A cet endroit, nous nous permettons de signaler une théorie appelée: « la théorie du reflux » (1). Elle remonte à TOOKE, et constitue l'essentiel de sa doctrine. Voyons ce qui fait son objet.

TOOKE distingue le billet de banque convertible du papier-monnaie inconvertible. Le premier est émis à titre d'avance, donc garantie par du métal, et reflue à la banque lors de son remboursement. Son émission n'a donc qu'un caractère temporaire, et ne s'incorpore pas dans la circulation. Il en est tout autrement du papier-monnaie inconvertible; celui-ci est émis principalement pour faire face aux besoins de l'Etat et aboutit à créer chez les particuliers des revenus monétaires définitifs — c'est-à-dire non sujets à remboursement. Il accroît donc le volume des moyens de paiements sans contre-partie réelle. Pour les billets de banque convertibles, il ne peut pas en être ainsi puisqu'il n'est qu'une anticipation d'un revenu définitif réel. Le billet de banque convertible constitue par conséquent un « ensemble renouvelable » (2), ce qui n'est pas le cas pour le papier-monnaie inconvertible.

Notons cependant que cette conception n'a pas de valeur théorique générale; elle n'est vraie que dans le cadre d'une émission limitée de billets de banque. Ce qui nous intéresse en elle, c'est la distinction nette que TOOKE fait entre deux sortes de monnaie dont la nature et les effets ne sont pas les mêmes.

A un point de vue différent, signalons la distinction faite par L. V. MISES (3) entre la « monnaie » et les « instruments de circulation »: la première, c'est la « monnaie proprement dite », tandis que les derniers ne sont que des « substituts de monnaie » qui la remplacent. Les détails de son argumentation n'ont pas d'importance en cet endroit. Ce qui est essentiel ici, c'est qu'il voit dans les « instruments de circulation » une cause de perturbation et de déséquilibre.

D'une manière générale, les théoriciens de la monnaie ont, pressément ou implicitement, essayé d'établir une ligne de démarcation entre une monnaie dont la quantité et la valeur sont liées par un cadre déterminé et une monnaie qui en est détachée. On peut distinguer, en théorie, entre une monnaie *statique d'équilibre* et une monnaie *dynamique de déséquilibre*.

(1) cf. CHARLES RIST : op. cit., pp. 187-88 et ss.

(2) cf. CHARLES RIST : ibidem, p. 187.

(3) LUDWIG VON MISES : *Theory of money and credit*, Londres 1934; paru en langue allemande sous le titre : *Theorie des Geldes und der Umlaufmittel*, 1924.

Ce qui importe maintenant au point de vue du problème de l'équilibre, c'est la détermination de la *quantité* de monnaie concrète; son ordre de grandeur influencera en effet l'équilibre naturel comme l'équilibre économique en général.

Section B

LA MONNAIE ET SA QUANTITÉ

§ 1. — La quantité de monnaie dans l'équilibre naturel.

En envisageant ce problème, il convient de rappeler la division antérieure.

La quantité de monnaie en tant que métal monétaire est déterminée par sa production en général. Dans ce sens, elle obéit aux mêmes conditions que n'importe quel autre bien. Quant à la monnaie fiduciaire, sa quantité se détermine par la législation monétaire d'un pays d'une part, et ses réserves métalliques d'autre part.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, tant que la monnaie est créée sur ces bases-là, sa quantité correspond aux conditions de l'équilibre monétaire (1).

C'est d'ailleurs de cette hypothèse seulement, qu'on pourra conclure que la monnaie reflète les phénomènes de marchandise proprement dits. Aussi l'intervention de la monnaie, dans l'équilibre naturel, change-t-elle dans le circuit économique aussi peu que l'emploi de jetons dans le jeu. Il est vrai qu'elle divise le processus de l'échange, ou plutôt de la répartition des biens, en deux grandes catégories d'actes d'échange, et qu'elle provoque l'existence de deux marchés, le marché des biens et le marché monétaire (2). Au lieu de s'échanger contre une autre, la marchandise doit faire le détour de la monnaie et nous assistons à ce procédé :

(1) La question de la quantité de monnaie au point de vue absolu fait l'objet de nombreuses divergences d'opinions entre les auteurs d'une époque à l'autre.

Au 18^{me} siècle, on entendait par quantité de monnaie, en général, la quantité de métal précieux, donc de monnaie dans le sens de V. Mises. Plus tard, avec l'évolution du papier-monnaie convertible et inconvertible, la notion de la quantité de monnaie s'élargit graduellement (RICCARDO, THORNTON). Actuellement, les auteurs englobent dans cette notion la monnaie scripturale et les dépôts bancaires, reflétant ainsi l'évolution monétaire moderne (FISHER). cf. MELCHIOR PALYI : *Quantitätstheorie* dans le Hdw. d. Stw., vol. VI.

(2) Nous prenons ce terme dans le sens le plus large.

marchandise — monnaie,
monnaie — marchandise.

Le marché des biens, comme nous le savons, renferme celui des biens de production et celui des biens de consommation. Sur le premier, les entrepreneurs rencontrent les propriétaires des moyens de productions et l'échange a lieu contre de la monnaie; sur le marché des biens de consommation, les entrepreneurs échangent leurs biens contre la monnaie des consommateurs.

Ceci dit, et à supposer que tous les moyens de production soient complètement usés dans la production, le circuit économique dans l'économie monétaire peut se résumer d'après HILFERDING (1) et MARX (2) dans la formule que voici :

$$\text{Mo} - \text{Ma} \left\{ \begin{array}{l} \text{Mp} \\ \text{T} \end{array} \right. \dots\dots\dots \text{P} \dots\dots\dots \text{Ma}' - \text{Mo}'.$$

Elle signifie que la monnaie (Mo) s'échange contre des marchandises (Ma) qui se composent de moyens de production (Mp) et de travail (T), et qu'après avoir passé par le processus de production (P), une nouvelle marchandise (Ma') en résulte, qui s'échange de nouveau contre de la monnaie (Mo').

Dans les hypothèses présentes, la monnaie ne transforme dès lors pas le fond du problème tel que nous l'avons déjà vu précédemment. Dans ce sens, la monnaie ne remplirait qu'une fonction technique sur le marché et nous pouvons dire que, dans les conditions d'équilibre monétaire, la somme de tous les moyens de production doit être égale à celle de tous les moyens de consommation, et que la somme de ces dernières sera équivalente à la somme de tous les revenus monétaires (3).

Dans ce cas, les revenus monétaires ne s'acquièrent donc dans le domaine de la production que pour être dépensés dans celui de la consommation, ce qui revient à ce que le coût de production doit être égal au revenu social, dans le sens général que nous avons défini. Dans les limites tracées, l'existence de monnaie concrète est ainsi compatible avec l'équilibre économique, et dans ce sens la monnaie ne constitue pas un facteur perturbateur.

La création de la monnaie peut se faire ainsi sur la base de biens, ce qui se produit par exemple, lors de l'escompte des effets de commerce, quand ils représentent des transactions en marchandises. Ici la quantité de monnaie créée ne dépasse pas le volume déterminé par les conditions ci-dessus.

(1) cf. RUDOLF HILFERDING : *Das Finanzkapital*, Vienne 1923.

(2) cf. KARL MARX : *Das Kapital*, vol. II.

(3) cf. J. SCHUMPETER : *Das Sozialprodukt und die Rechenpfennige*, pp. 364 et ss.

Le problème change d'aspect dès qu'on envisage la monnaie sous l'angle de la monnaie-assignation. La création de monnaie peut alors dépasser la quantité déterminée par les conditions d'équilibre : c'est en cas d'accroissements massifs de monnaie, sous des formes différentes.

La nature abstraite de la monnaie y intervient également d'une façon indirecte en déterminant le niveau général des prix qui, à son tour, influence la valeur numérique de la monnaie mise en circulation.

On (1) a désigné ces cas comme création d'une « demande pure ». Cette notion concerne la création de monnaie sans aucune contre-partie dans le domaine des biens. La demande présentée par le revenu social est alors accrue pour une demande purement monétaire. Un déséquilibre se produit alors du côté du revenu social. En pratique, ce dernier phénomène a une grande importance, due au développement de l'organisation bancaire en général, et du crédit, en particulier. Nous aurons encore l'occasion de revenir sur ce dernier point que nous ne mentionnons ici qu'en passant. On crée ainsi de la monnaie qui n'est pas garantie par une richesse existante. Les organismes bancaires et la banque centrale surtout augmentent suivant des nécessités effectives, d'un côté, et leur propre volonté et jugement de l'autre, la valeur numérique du volume monétaire et le nombre des moyens de paiement en circulation. SCHUMPETER (2) s'est longuement occupé du même problème au point de vue du crédit; à propos de tels accroissements de monnaie, il parle de leur création « *ex nihilo* ». L'origine inflationniste de cette monnaie est ainsi suffisamment caractérisée (3).

La monnaie « concrète » créée de cette façon « *ex nihilo* » constitue un facteur perturbateur important de l'équilibre économique, en général, et de l'équilibre monétaire en particulier. Du chef de la nature concrète de la monnaie, elle a ainsi également une influence « active » sur le déroulement du mécanisme économique.

Il convient d'analyser maintenant d'une façon plus exacte la manière dont la monnaie trouble l'équilibre naturel. Avant d'aborder cette étude, nous voulons nous arrêter encore aux facteurs déterminants de la quantité de monnaie.

(1) cf. HANS NEISSER : *Der Tauschwert des Geldes*, 1929.

(2) cf. J. SCHUMPETER : op. cit.

(3) cf. ALBERT HAHN : *Volkswirtschaftliche Theorie des Bankkredits* 1930.

§ 2. — La quantité de monnaie et sa détermination.

Le point de départ pour une détermination de la quantité de monnaie est le produit social. Celui-ci est une masse de marchandises ayant un prix déterminé. En multipliant ces deux facteurs, les biens et leurs prix respectifs, nous arrivons à définir la valeur du produit social qui est égal au revenu social.

Si la valeur du produit social faisait l'objet d'une seule transaction au moment où il sort entièrement de la production, la quantité de monnaie nécessaire à cette transaction serait nettement déterminée par sa valeur. Mais le problème ne se pose pas ainsi, car nous assistons à un nombre infini de transactions dispersées dans l'espace et dans le temps. Il semble donc que la quantité de monnaie servant à la circulation sera différente de la valeur du produit social parce qu'il faudra tenir compte d'éléments assez complexes. Afin de déterminer la masse de la monnaie remplissant la fonction de moyen de paiement, KARL MARX (1) a divisé la valeur du produit social par le nombre de fois que les pièces de monnaie uniformes en circulation changent de main; il a établi la formule suivante:

$$\frac{\text{Somme des prix des marchandises}}{\text{Nombre des circuits des pièces de monnaie uniformes en circulation}} = \begin{array}{l} \text{Masse de la monnaie} \\ \text{faisant fonction de} \\ \text{moyen de paiement} \end{array}$$

Cette formule, se basant seulement sur les données d'une monnaie-or, est trop primitive pour nos besoins actuels qui doivent tenir compte de la complexité de la structure bancaire et de la création de monnaie en particulier. Tout en étant vraie dans les hypothèses très simples qui sont, du reste, les siennes (2), elle n'est pas assez évoluée pour une théorie moderne se rapportant à cette question.

HILFERDING a perfectionné la théorie de MARX à cet égard, et a donné une formule plus nuancée.

Tout d'abord, il distingue le régime de la monnaie-or de celui de la monnaie-papier (convertible ou inconvertible). En ce qui concerne le premier, son point de départ est celui que nous trouvons chez MARX. Ici c'est la somme des prix des biens et la vitesse de la circulation de la monnaie qui forment les facteurs

(1) KARL MARX : op. cit., vol. I, p. 127.

(2) Au moins dans le premier volume du « *Kapital* ». Voir aussi K. MARX : *Theorien über den Mehrwert*, 2 vol.

déterminants de la quantité de monnaie en circulation (1). Il fait cependant une distinction entre le cas où les achats et ventes se font simultanément dans l'espace, et le cas où ceux-ci se font successivement dans le temps. En laissant cependant cet aspect de côté, voyons comment la question se pose pour le papier-monnaie. Ici HILFERDING (2) dépasse MARX en donnant la formule suivante pour la détermination de la quantité de monnaie en circulation ou ce qu'il appelle « *la valeur circulatoire de la monnaie socialement nécessaire* ». Elle présente l'aspect suivant :

Somme des prix des marchandises (pq)
Vitesse de circulation de la monnaie (V) + la somme des paiements

venant à échéance (pe) moins les paiements qui se compensent (pc) moins le nombre de fois que la monnaie change de mains, tantôt comme moyen de paiement, tantôt comme moyen de circulation (N)
Sous forme algébrique, la formule se présente ainsi :

$$\frac{\sum pq}{V} + \sum pe - \sum pc - N = Q$$

(Q = quantité de monnaie en circulation)

Nous voyons que la formule de HILFERDING est assez nuancée et qu'elle englobe un grand nombre de facteurs déterminant la quantité de monnaie en circulation. En désignant cette dernière par le terme indiqué plus haut, il tient compte du caractère social de la monnaie comme phénomène pur d'abord et comme fonction ensuite (3).

Quoiqu'il en soit, la détermination de la monnaie au point de vue quantitatif n'a cessé de faire l'objet de recherches, tout en acquérant un aspect plus complexe.

La définition donnée plus haut pour les conditions d'équilibre de la valeur du produit social comme devant être égale aux revenus monétaires totaux et, par là, à la quantité de monnaie nécessaire, suppose une transaction unique. Or, nous avons déjà remarqué que par l'intervention de la monnaie, il y a des écarts entre la transaction et le paiement dans l'espace et dans le temps. Il s'agit, dès lors, de connaître l'étendue de cette différenciation qui pourrait nous donner un aperçu sur la *vitesse de circulation de la monnaie*. S'il en est ainsi, nous pourrions aisément définir la quantité de monnaie nécessaire dans un

(1) Voir HILFERDING : op. cit.; p. 17 et suiv. — DORING : op. cit. p. 156.

(2) HILFERDING : op. cit., p. 29 et ss.

(3) La formule présentée paraît très obscure du fait du style de son auteur et caractéristique de toute l'école marxiste.

économie dynamique, en multipliant celle que nous avons trouvée pour l'économie d'équilibre par un coefficient qui correspond à cette même vitesse de circulation. Par ce dernier terme nous désignons avec M. HOLTROP (1) le quotient de la division du total des transactions par le volume de monnaie en circulation, pendant une période déterminée.

En tenant compte de la vitesse de circulation et de la définition donnée de la notion de quantité de monnaie, on peut — comme nous l'avons vu antérieurement — établir une formule qui, en tenant compte de ses éléments déterminants, permet de calculer la quantité de monnaie.

M. IRVING FISHER a établi de cette façon une autre formule que voici :

$$MV' + BV'' = TP$$

Dans cette formule M est la monnaie disponible, B la monnaie bancaire, V' et V'', la vitesse de circulation des deux éléments précédents, T la somme des quantités affectées par les transactions et P leur prix, ceci pendant une époque donnée.

M. SCHUMPETER, plus tard, y a ajouté la somme de monnaie qui est employée par voie de clearing, donc les transactions pour lesquelles il n'y a pas de monnaie du tout (« monnaie abstraite »).

Dans cette équation, la partie gauche représente la quantité de monnaie et la partie droite la valeur du volume de biens en circulation. La quantité de monnaie nécessaire au circuit économique se détermine ainsi par la valeur du produit social d'un côté et la vitesse de circulation de la monnaie de l'autre côté. Le résultat obtenu ne signifie pas autre chose que le revenu social monétaire. Il y a alors une égalité entre le produit et le revenu social dans le sens défini par notre exposé antérieur. En outre au point de vue de la notion de l'équilibre, l'offre est représentée par la quantité de biens disponible exprimée en prix monétaires. La demande, par contre, est représentée par la quantité de monnaie en circulation, quantité équivalente aux revenus monétaires de la collectivité économique.

Dans les hypothèses admises, on peut dès lors donner à l'équation des échanges ci-dessus, l'interprétation suivante :

Elle signifie qu'en considérant la somme totale de toutes les transactions, l'offre et la demande se trouvent dans un état

(1) M. W. HOLTROP : *Die Umlaufgeschwindigkeit des Geldes*, dans : *Beiträge zur Geldtheorie*, édité par M. HAYEK, Vienne, 1933. — Voir aussi l'édition néerlandaise originale de M. HOLTROP : *De Omloopssnelheid van het geld*, Amsterdam 1928, comme sur la même question : IRVING FISHER : *The purchasing power of money*, New-York, 1922.

d'équilibre; la demande de marchandises y est égale à l'offre de monnaie d'un côté, et l'offre de marchandises est égale à la demande en monnaie de l'autre côté. Dans notre équation, la demande et l'offre totales sont donc respectivement égales à la somme de tous les prix correspondants (1).

Par conséquent, nous pouvons conclure que la formule ainsi analysée donne, sous forme algébrique, la quantité de monnaie nécessaire dans les conditions de l'équilibre monétaire d'une façon générale (2). Ainsi cette formule met en relief la quantité de monnaie nécessaire pour répartir, sous forme de revenus, un produit social déterminé. Grâce aux différents facteurs qu'elle contient, elle permet de calculer, dans certaines limites, l'un ou l'autre élément de l'équation. De cette façon, nous sommes arrivés à avoir un tableau algébrique des conditions dans lesquelles la monnaie n'exerce aucune influence sur le mécanisme économique où, en d'autres termes, elle est « neutre ».

Il convient cependant d'ajouter encore que l'équation citée n'a qu'un caractère formel et n'exprime aucune relation de cause à effet, ce qu'elle fait selon M. FISHER qui, dans l'ouvrage cité, s'est efforcé de faire valoir son point de vue par des démonstrations compliquées et nombreuses. Pour notre part, nous ne voyons dans sa formule que ce que nous avons constaté plus haut. Le prix étant admis comme donné, aucune conclusion concernant une causalité entre les facteurs « monnaie » et « prix » ne peut être dégagée de l'équation. De plus, la vitesse de circulation étant un facteur incertain, à cause de ses fluctuations permanentes, des affirmations en ce sens deviennent plus difficiles encore. Malgré l'intérêt que la notion de la vitesse de circulation de la monnaie présente pour l'étude de l'équilibre monétaire, nous laissons son analyse de côté parce qu'elle soulève des questions qui nous entraîneraient trop loin.

Nous connaissons maintenant d'un point de vue général, les conditions d'un équilibre économique d'un côté, et celles d'un équilibre monétaire de l'autre, sous leurs aspects essentiels. Néanmoins, nous entendons continuer les considérations entamées par un examen de l'influence de la quantité de monnaie sur l'équilibre naturel, et son rôle comme facteur perturbateur du fait de sa nature concrète.

(1) cf. MELCHIOR PALYI : *Quantitätstheorie*, dans le Hdw. d. Stw. 4^{me} édit.

(2) Afin d'éviter tout malentendu, nous faisons remarquer que cette interprétation nous est *personnelle* et ne correspond nullement à la pensée de l'auteur de la formule, M. IRVING FISHER. D'autre part, nous faisons observer que M. FISHER, comme il le déclare lui-même, a emprunté cette formule à NEWCOMB. On la trouve également chez WALRAS. Cf. CHARLES RIST, op. cit., p. 345.

Section C

LA MONNAIE COMME FACTEUR PERTURBATEUR DE L'ÉQUILIBRE NATUREL

§ 1. — L'équilibre naturel dans son triple aspect.

Les paragraphes précédents ont mis en relief les troubles que peut créer la nature dualiste de la monnaie. Ces troubles s'expriment par les variations du niveau général des prix et de la quantité de monnaie en circulation.

Les variations du niveau général des prix contribuent à ce que la valeur du produit social ne s'accorde pas avec celle du revenu social. En ce qui concerne les variations de la quantité de monnaie en circulation, elles se font remarquer par l'insuffisance ou l'exédent de monnaie. Dès lors, le problème qui intervient à propos de la monnaie « concrète » est celui de la détermination de sa quantité. Le cas qui nous intéresse ici particulièrement est celui de son accroissement. En effet, celui-ci doit s'adapter au rythme des variations du niveau général des prix; ainsi ce mécanisme contribue à l'établissement de l'équilibre du marché entre la valeur du produit et du revenu social, équilibre qui ne peut s'effectuer que si le revenu social exprimé dans une quantité de monnaie accrue correspond à la valeur du produit social.

Les variations provenant de la nature concrète et abstraite de la monnaie, finissent ainsi par se fusionner dans les fluctuations du volume monétaire d'un côté, et du niveau général des prix, de l'autre côté. En fait, la monnaie n'a qu'une nature concrète, et on ne peut guère distinguer les variations relevant de l'un ou de l'autre de ses aspects.

Qu'il s'agisse maintenant de la nature abstraite ou concrète de la monnaie, elle constitue de toute façon un élément de trouble dans l'équilibre naturel. Ce facteur perturbateur se révèle du moment où les données nouvelles ne s'accordent plus avec les conditions de l'équilibre naturel, tant du point de vue des valeurs que du point de vue des quantités monétaires.

Par ces fluctuations constantes, le niveau général des prix et la monnaie se détachent de plus en plus des bases limitées de l'équilibre naturel. Ces différents éléments finissent par obéir à un mouvement propre sans lien avec celui des biens qu'ils représentent. Dans la première phase de notre analyse, les fac-

teurs prix et monnaie sont l'expression du mouvement des quantités de biens. Mais dans le cadre de l'économie monétaire, ils en deviennent le plus souvent indépendants.

La notion de l'équilibre naturel acquiert de cette manière un triple aspect. Celui des biens en premier lieu, des valeurs ou prix en second lieu, et de la monnaie en dernier lieu. Ainsi nous avons affaire au rapport suivant :

Biens — Prix — Monnaie.

Chaque élément de ce rapport a une relation avec les autres. Si, comme nous venons de l'entrevoir, ces éléments constituent des facteurs indépendants en quelque sorte et pouvant exercer une action propre, il n'en reste pas moins vrai que, dans le mécanisme économique si complexe, il s'agit plutôt d'actions et de réactions réciproques, de sorte qu'il y a lieu de parler plutôt d'une interdépendance.

Nous essayerons d'esquisser brièvement ces rapports dans leur portée essentielle.

En ce qui concerne le premier élément, les biens, il a été amplement examiné lorsque nous avons parlé de l'équilibre naturel en tant qu'émanation de l'économie naturelle où la monnaie n'existe pas. Il n'y a donc pas lieu d'y revenir.

La notion du prix, elle, est un élément qui apparaît sur une échelle plus élevée de l'analyse et donne, dans l'économie monétaire, la forme extérieure et immédiate à l'équilibre naturel.

En effet, les prix y sont des prix monétaires et les biens se comparent et se mesurent au moyen de ces prix. C'est sur eux que se base tout le calcul économique (1) et ce sont eux qui indiquent s'il y a équilibre entre l'offre et la demande, la production et la consommation, le produit social et le revenu social. Toutes ces notions s'expriment en prix et, dès lors, la notion de l'équilibre naturel n'y fait pas exception. Pour qu'il y ait donc équilibre, il faut que les prix relatifs ne changent pas dans leurs proportions ou que le niveau général reste constant.

Un équilibre n'est concevable entre les deux éléments que nous venons de voir : « biens » et « prix » que dans l'hypothèse d'un mouvement identique du côté des biens et des prix. Si le volume des biens augmente ou diminue en sens inverse du niveau général des prix et au même degré, il y a toujours équilibre ; ceci, en ce qui concerne le niveau général des prix. Pour le niveau relatif des prix, il faudrait que, si un changement intervenait, il affectât ces prix de telle sorte que toutes les proportions restent identiques à l'état précédent.

(1) cf. G. PIROU : *Les nouveaux courants...*, fasc. III, p. 85 et ss.

Ce sont cependant des hypothèses qui ne se réalisent guère et ne peuvent servir qu'en théorie comme point de départ d'une analyse plus complexe.

En fait, différentes hypothèses, quant au niveau général des prix, peuvent être envisagées en dehors de la précédente. C'est tout d'abord le volume des biens qui diminue et les prix qui augmentent s'il y a une demande peu élastique ou que son intensité est plus que proportionnelle. Alors les prix du marché dépasseront les prix « naturels » et nous assisterons à la rupture de l'équilibre naturel mise en relief antérieurement.

L'inverse se produit si le volume des biens s'accroît en supposant que l'élasticité de la demande soit la même; cette dernière, comme nous le savons, est un élément important dans les théories du marché et des prix modernes et doit toujours être prise en considération.

L'action déclanchant un déséquilibre peut provenir également du côté des prix: Dans ces conditions, le niveau général des prix est, dans la plupart des cas, fonction de la demande du marché. Qu'elle soit solvable ou non, c'est secondaire, comme nous l'avons vu à propos de la nature abstraite de la monnaie.

C'est surtout pendant les époques de prospérité et de hausse des prix qu'on peut le mieux observer ces phénomènes de disproportion entre le domaine des biens d'un côté et celui des prix de l'autre. En règle générale, on assiste même à un décalage entre les mouvements du niveau général de ces deux éléments. Ou bien le volume des biens se développe plus vite que celui des prix ou l'inverse se produit jusqu'au moment où un nouvel état d'équilibre s'établit. Statistiquement, ce phénomène peut être représenté par des courbes qui se coupent à un certain point appelé « point d'équilibre ».

Les considérations précédentes se rapportent en majeure partie au niveau *général* des prix et à leur relation avec le volume de la production. Nos observations ne doivent cependant pas se borner à l'aspect général des prix; il convient d'examiner également le niveau *relatif* des prix, les facteurs qui le déterminent ensuite, et leur rapport éventuel avec le niveau général des prix en dernier lieu.

Les variations des prix *relatifs* sont essentiellement influencés par des perfectionnements dans les méthodes de travail ou le progrès technique en général. A cet égard la loi des coûts de production se vérifie. Dans l'économie moderne, c'est le facteur principal qui influence l'évolution des prix dans le sens de la baisse. De ce même facteur dépend également le développement des moyens de transport et le raccourcissement des distances. Les

salaires, eux aussi, comme éléments du coût de production, peuvent influencer le niveau des prix relatifs. Il en est de même des droits de douane comme des mesures de nature diverse provenant d'organismes tels que les trusts et les cartels. Tous ces éléments ne se rapportant qu'aux prix relatifs, ne peuvent s'appliquer sans réserves au niveau général des prix.

Il serait maintenant intéressant d'examiner les *rapports* qui existent entre les *prix relatifs* et le *niveau général* des prix.

Supposons à ce propos une économie en équilibre, où une marchandise, le blé par exemple, augmente de prix. Les consommateurs seront obligés de dépenser une plus grande somme de monnaie pour acquérir les quantités de blé qui leur sont nécessaires. Dès lors, ils auront moins de disponibilités pour acquérir d'autres biens qu'ils auraient achetés sans la hausse du prix du blé. Les prix des biens qui, de cette façon, ne trouveront pas d'acheteurs baisseront et, en fin de compte, le niveau général des prix restera le même. Au contraire, si le prix d'une marchandise déterminée baisse, un certain pouvoir d'achat sera libéré et d'autres marchandises monteront de prix, parce que la demande, pour elles, sera accrue. (Cela naturellement en admettant que l'épargne n'augmente pas.)

Le phénomène que nous venons d'esquisser, et qui démontre la possibilité d'une compensation dans les variations des prix, n'est possible que dans des conditions d'équilibre naturel et en admettant une demande égale à 1. Il obéit à une tendance qu'on a désigné par le terme : « *loi de la compensation des changements des prix* » (Gesetz der kompensatorischen Preisänderungen) (1). Dans des conditions autres que celles dont nous venons de parler, cette loi ne se vérifie pas. Elle ne traduit plus dès lors, qu'un phénomène caractéristique de l'équilibre naturel.

Il faudrait savoir dans quel sens la demande libérée s'orientera et dans quelle proportion la compensation aura lieu. Dans la réalité complexe, il est presque certain que cette proportionnalité n'existera pas. Notre conclusion concernant les répercussions des changements des prix relatifs sur le niveau général des prix est donc fondée. La demande en effet est un phénomène qui, à cet égard, est trop complexe pour qu'on puisse émettre un jugement général et catégorique (2).

Nous reviendrons sur cette question à propos des conditions de l'équilibre monétaire.

(1) Voir KOOPMANS : *Zur Theorie des « neutralen » Geldes*. — REYNAUD : *Essais sur la monnaie « neutre »*, dans *Revue d'Economie politique*, 1937.

(2) Voir M. ANSIAUX : *op. cit.*, vol. II, pp. 52-62.

En examinant maintenant les deux facteurs, prix et biens, dans leurs rapports réciproques, on arrive à exprimer la quantité de biens qu'on peut obtenir à un niveau de prix déterminé.

De là, il n'y a pas très loin à la détermination du revenu réel d'une collectivité économique. La relation, bien-prix, exprime comme nous l'avons vu, la quantité de produits qu'on peut obtenir à un niveau des prix déterminé. Or, les prix qui expriment la valeur des biens sur le marché se rapportent à la même unité monétaire dans laquelle s'expriment les revenus monétaires. Le rapport des revenus monétaires et du volume des biens est, dès lors, un autre aspect du rapport prix-biens; si le premier exprime d'une façon précise le « revenu réel » d'un groupe économique donné, le dernier lui donne une signification plus générale en déterminant plutôt ce qu'on a appelé la *valeur d'échange de la monnaie* qui se confond avec une autre notion, celle du « pouvoir d'achat de la monnaie ». (1)

Avant d'aller plus loin, analysons de plus près la notion de la valeur d'échange de la monnaie. Cette valeur exprime en premier lieu, comme nous venons de le voir, la quantité de biens qu'on reçoit en échange d'une unité monétaire. Cette dernière est, cependant, une donnée qui reste constante tandis que le volume des biens, d'un côté, et le niveau des prix, de l'autre, sont sujets à des variations. Dès lors, nous pouvons dire, que la valeur d'échange de la monnaie se définit par le rapport entre une quantité de biens et le niveau général des prix.

En ce qui concerne cette notion de la « valeur d'échange de la monnaie », il convient d'introduire encore une précision.

Elle signifie tout d'abord la possibilité d'obtenir une certaine quantité de biens en échange d'une quantité de monnaie donnée. A cet égard, elle se confond avec ce que M. v. MISES (2) a appelé la valeur d'échange « objective » de la monnaie. La monnaie est ici considérée comme moyen de paiement; dès lors, le problème se rapporte à l'aspect quantitatif de la monnaie d'une part, à sa nature concrète d'autre part.

Nous avons déjà constaté qu'à côté de cet aspect, l'élément abstrait de la monnaie occupe une place importante. A ce dernier propos M. v. MISES parle de la valeur « subjective » de la monnaie. Sur le terrain de la théorie générale, cette notion est une émanation de la théorie subjective de la valeur; elle définit la valeur de l'unité monétaire par rapport à l'utilité finale qu'on attache à la dernière unité de compte qu'on possède.

(1) cf. B.-S. CHLEPNER : *Cours de « Monnaie et Crédit »*, inédit, fait à l'Université de Bruxelles, 1935-36.

(2) cf. v. MISES : *op. cit.*, p. 101 et ss.

Avant M. v. MISES cependant, un autre auteur, v. WIESER (1) a étudié d'une façon plus profonde encore cette notion de la valeur subjective de la monnaie (2) et M. v. MISES a utilisé ses travaux dans l'ouvrage cité.

En exprimant dans une même notion, à la fois la nature abstraite et concrète de la monnaie, v. WIESER de son côté (3) a établi la notion de la valeur objective « intrinsèque » de la monnaie, en opposant, dans un groupe économique donné, le revenu monétaire au revenu réel. En comparant ces deux éléments au point de vue dynamique, il a voulu établir une mesure de la valeur d'échange de la monnaie et de ses variations; cette méthode s'accorde avec celle que nous avons employée plus haut pour arriver à la notion de valeur d'échange de la monnaie.

Cette dernière notion suppose ainsi une unité monétaire constante permettant de mesurer les variations de sa valeur d'échange, en mettant en rapport une quantité de biens avec un niveau déterminé des prix monétaires. Dès lors, on peut dire que la valeur d'échange de la monnaie se définit par rapport au niveau général des prix.

Permettant de déterminer le « revenu réel », le rapport prix-biens est un élément très utile pour indiquer les conditions d'équilibre telles que nous les avons esquissées pour l'économie monétaire. En comparant en effet l'évolution des prix et des biens d'un côté, et les revenus monétaires de l'autre, on peut déterminer les écarts des conditions d'équilibre correspondant à la formule que nous avons vue plus haut.

A propos du revenu monétaire, nous lui avons opposé le volume des biens pour déterminer le revenu réel. Ainsi nous avons implicitement supposé l'existence d'une quantité monétaire qui, dans l'équilibre naturel, correspond ou est égale à la valeur du volume des biens. Par là, la demande s'exprimant en monnaie, serait déterminée d'une façon générale et quantitative.

A cet égard, la quantité de monnaie a un double rapport avec les biens d'abord et les prix ensuite. Si on ne voit dans la monnaie que son aspect d'unité de compte, son rapport avec les biens se confond avec celui qui existe entre les biens et les prix. Dans ce sens, il s'agit de sa nature abstraite. Mais celle-ci ne permet aucune précision. Dès lors, nous ne pouvons envisager cette question qu'au point de vue de la nature concrète de la monnaie

(1) cf. F. v. WIESER : Article *Geld*, dans le *Hdw. d. Stw.*, pp. 695 et ss.

(2) cf. ALBERT AFTALION : *Monnaie, Prix et Change*, 1940, pp. 239 et ss.

(3) cf. F. v. WIESER : *Der Geldwert und seine Veränderungen*, p. 514

comme moyen d'échange et de paiement. Cela soulève le problème quantitatif du rapport entre la monnaie et les biens.

Dans les conditions d'équilibre, il faudra une quantité de monnaie telle que nous l'avons déterminée antérieurement. En examinant maintenant la quantité de biens, il peut y avoir des écarts par rapport aux conditions d'équilibre qui sont analogues à ceux traités plus haut. La quantité de biens qu'on pourra échanger contre une quantité de monnaie variera ainsi dans un sens positif ou négatif suivant que son volume augmentera ou diminuera par rapport à une quantité de monnaie et un niveau des prix donnés.

Le volume de monnaie en circulation de son côté pourra également varier dans les mêmes conditions, et les effets seront les mêmes que dans le cas des changements du volume des biens, à condition que les prix ne varient pas.

Dès lors, l'étude des rapports réciproques existant entre la monnaie et les prix s'impose, problème que nous entendons aborder dès à présent.

§ 2. — La théorie quantitative de la monnaie.

Jusqu'ici nous n'avons considéré que les rapports existants entre les prix et les biens pour dégager les notions apparentées de valeur de la monnaie et de revenu réel. Cette analyse n'est cependant pas suffisante pour se faire une conception précise de ces problèmes et il faut par conséquent, examiner maintenant de plus près un autre aspect du triple rapport dont il a été question à propos de l'équilibre naturel, à savoir le rapport prix-monnaie.

Ici aussi, il convient de choisir comme point de départ l'équilibre naturel. A propos des prix, nous avons vu ce que ce terme signifie. Quant à la monnaie, nous avons confondu, pour les conditions de l'équilibre monétaire, les revenus monétaires avec la demande monétaire, supposant toujours une demande dont l'élasticité est égale à 1.

Dans un paragraphe précédent, nous avons mis en relief la « loi de la compensation des changements des prix » reflétant un phénomène lié à l'équilibre naturel. Cette loi a une conséquence qui au point de vue de la monnaie signifie que, dans les limites de sa justification, la monnaie est sans influence sur le niveau général des prix, en d'autres termes qu'elle est neutre. Telle serait, en effet, la vérité dans les conditions d'équilibre monétaire, lesquelles impliquent une élasticité de la demande égale à l'unité ce qui, en réalité, n'est pas le cas. Or, cet équilibre nous indique

ses conditions au point de vue statique. Des problèmes plus essentiels se posent cependant, à propos des variations dynamiques.

A cet égard, il convient d'examiner les rapports entre la monnaie et le niveau général des prix.

Nous avons déjà déterminé précédemment la quantité de la monnaie d'un point de vue absolu. Mais nous ne nous sommes pas encore prononcés sur ses fluctuations et leurs facteurs décisifs. La loi de compensation des changements des prix aboutit, en effet, à un parallélisme des éléments prix et monnaie qui a sa justification seulement dans les hypothèses d'équilibre. Dès lors, cette loi ne nous mène pas très loin dans la connaissance des rapports précis existant entre la monnaie et les prix.

En ce qui concerne cet aspect de la question, il y a lieu de revenir sur la vieille *théorie quantitative de la monnaie* (1).

Sous sa forme la plus simple, cette théorie affirme qu'à un accroissement du volume de la monnaie correspond — toutes conditions étant égales par ailleurs — une hausse proportionnelle des prix. Cette théorie a été sujette à des modifications et à des raffinements. La forme la plus récente lui a été donnée par

(1) La théorie quantitative de la monnaie a été formulée pour la première fois par JEAN BODIN dont « *Les 6 livres de la république* » parurent en 1577, après la publication de sa « *Réponse aux paradoxes de N. de Malestroït touchant l'enrichissement de toutes les choses et des monnoyes* », en 1568. Vers la même époque l'Italien DAVANZATTI publia son livre « *Lezione della moneta* » (1588). (Voir M. PALYI : *Quantitätstheorie* dans le Hdw. d. Stw.) MILDSCHUH : *Geschichtliche Entwicklung der Geldtheorien*, sous l'article *Geld*, dans le Hdw. d. Stw.)

Il est fort probable que cette théorie a eu déjà des adeptes dans l'antiquité. A l'époque de l'empire romain on a par ex., maintes occasions d'observer que la monnaie baissait de valeur dès que l'Etat en émettait de trop grandes quantités, et qu'inversement elle a pu conserver une valeur plus grande que sa valeur métallique. (WICKSELL : *Vorlesungen...*, vol. II, p. 163.)

Pendant l'époque moderne, la théorie quantitative a été répandue notamment par les philosophes anglais LOCKE et DAVID HUME, et c'est notamment par l'intermédiaire de ce dernier qu'elle est entrée dans l'économie politique classique. On peut dire qu'au 17^{me} et au 18^{me} siècle elle fut généralement admise. La monnaie était considérée comme une masse uniforme qui s'oppose au volume de biens, de sorte qu'une fraction des biens se répartit sur une pièce de monnaie correspondante et que les prix varient suivant les variations du volume de monnaie. Cette théorie quantitative est appelée « naïve » ou « mécanique ».

La théorie quantitative s'est développée à l'encontre des conceptions mercantilistes qui voyaient dans la monnaie l'essence de la richesse économique. On n'attribuait ainsi à la monnaie qu'une valeur intrinsèque en faisant abstraction de sa fonction comme instrument d'échange. A cet égard, la théorie quantitative marque un progrès dans la science économique.

Depuis le début du 19^{me} siècle, elle fut contestée à plusieurs reprises, mais, comme nous le voyons, elle existe encore de nos jours sous une forme plus ou moins modifiée.

M. IRVING FISHER dans la forme vue plus haut. Cet auteur ne se borne pas à la constatation d'une simple relation de différents facteurs économiques, dans les conditions de l'équilibre, comme nous l'avons fait. Il va plus loin et se pose comme but essentiel d'établir une relation de cause à effet entre le facteur monnaie et le facteur prix.

Les expressions que HILFERDING a choisies prouvent qu'il établit également des liens de causalité entre les différents éléments en présence. Mais il analyse le problème de plus près en distinguant différentes hypothèses.

Tout d'abord, il convient de faire remarquer que, s'il y a une relation de cause à effet entre la quantité de monnaie et le niveau général des prix, les variations de l'un de ces éléments ne peuvent jamais être proportionnelles aux variations de l'autre; cela ne pourrait être vrai que dans l'hypothèse d'une demande dont l'élasticité est égale à 1.

D'autre part, on peut démontrer empiriquement que les variations dans le niveau des prix obéissent à un mécanisme plus complexe que celui qu'envisage la théorie quantitative. Il y a lieu en effet de distinguer entre l'influence de la monnaie sur les niveaux relatifs des prix des différentes catégories de biens d'un côté, et leurs répercussions sur le niveau général des prix de l'autre. Ces dernières suivent à un *rythme* qui est échelonné dans l'espace et dans le temps. A cet égard SPIETHOFF (1) démontre empiriquement qu'une hausse des prix commence toujours dans le domaine des biens de production pour se traduire ensuite dans le domaine des biens de consommation. M. ANSIAUX (2) examine ce point de plus près à propos des prix complémentaires où la théorie d'un changement automatique et proportionnel se révèle comme une chose bien précaire. En cette matière, comme en beaucoup d'autres l'évolution économique n'obéit guère à un automatisme mais plutôt à un jeu de vagues interdépendantes comme M. AKERMAN l'a très bien représenté (3).

A supposer un accroissement de la quantité de monnaie — toutes autres conditions restant égales par ailleurs — rien n'indique que la hausse des prix sera proportionnelle à l'accroissement du volume de monnaie. Un accroissement du volume monétaire ne signifie point, en effet, que la demande monétaire de chaque individu soit accrue dans la même proportion; c'est cependant ce qu'admet implicitement la théorie quantitative de la monnaie

(1) cf. A. SPIETHOFF : *Krisen*, dans *Hdw. d. Stw.*, pp. 18 et ss.

(2) M. ANSIAUX : *Traité d'économie politique*, 2^e vol., pp. 112 et ss.
— id. *L'inflation du crédit et la prévention des crises*, 1934.

(3) Voir J. AKERMAN : *Economic progress and crisis*, 1932.

sous la forme définie plus haut. En fait, la quantité de monnaie accrue est reçue tout d'abord par un nombre limité de personnes et la hausse des prix ne peut affecter que ceux des biens dont ces dernières feront une demande plus forte. Ainsi ce processus de hausse va se transmettre de proche en proche pour atteindre, suivant les proportions de l'accroissement du volume monétaire, un nombre plus ou moins élevé de compartiments de l'économie.

Dès lors, rien ne justifie la conception de la théorie quantitative que les prix augmentent dans la même mesure que la quantité de monnaie. Même en supposant que la demande monétaire de chaque individu soit accrue dans la même proportion de façon à ce que leur position relative ne soit pas changée, il sera difficile de parler de hausse proportionnelle des prix, parce qu'on ne possède pas de critère précis quant à la tendance de la nouvelle demande. On ne sait pas en effet sur quels biens elle va s'étendre; il y aura à ce point de vue des différences suivant les divers groupes sociaux d'un côté, et les groupes économiques de l'autre (1). En voulant ainsi montrer les rapports qui existent entre les prix et le volume de monnaie, il faut démontrer comment et suivant quel mécanisme une telle hausse se produirait pour voir de plus près si la proportionnalité qui découle de la théorie quantitative est vraie ou fausse. D'avoir omis une telle démonstration constitue, du reste, une erreur commise également par les protagonistes modernes de cette théorie, et notamment M. IRVING FISHER.

Les changements du niveau général des prix s'opèrent dès lors, par l'intermédiaire des prix relatifs. En ce qui concerne le niveau général des prix, il faut cependant — en dehors des réserves découlant du paragraphe précédent — être très prudent quant aux conclusions qu'on en tire (2).

Mais tout ce que nous venons de dire ne résoud pas encore le problème du rapport de la quantité de monnaie et des prix

(1) Voir à ce propos : v. MISES : *Theory of money and credit*, pp. 138 et ss. — J.-M. KEYNES : *La réforme monétaire*, 1923.

(2) REYNAUD, dans « *Essais sur la monnaie neutre* », p. 1209, cite l'exemple suivant : « Aux Etats-Unis, par exemple, avant la crise de 1929, les indices généraux des prix montraient une certaine stabilité, mais on se laissait duper par la moyenne arithmétique. Cette stabilité apparente des prix provenait simplement d'une compensation entre les prix industriels en hausse et les prix agricoles en baisse. Il en résultait un déséquilibre latent, car les paysans qui formaient plus du tiers de la population, voyaient leur pouvoir d'achat diminuer. Dans l'industrie elle-même, il y avait déséquilibre entre les divers secteurs de l'économie; certaines branches où les prix étaient en hausse étaient prospères, les autres se maintenaient difficilement. Enfin, troisième cause de déséquilibre : les salaires diminuaient et tombaient par rapport à l'ensemble des revenus de 58 % à 46 %. Rien de tout cela n'était indiqué par le niveau général des prix... »

au point de vue général. Pour y arriver, revenons aux conditions d'équilibre monétaire telles que nous les connaissons. Ici nous sommes en présence des trois facteurs essentiels qui sont constants. En faisant abstraction de la monnaie, la somme des prix de tous les biens dépendra de la quantité de marchandises en circulation. Dès lors, lorsqu'on fera intervenir la monnaie, son volume haussera ou baissera en valeur et quantités suivant le volume de la masse des biens en circulation.

En supposant maintenant que le volume des biens soit une donnée constante, la quantité de monnaie en circulation sera fonction des changements du niveau des prix. Lorsque les prix monteront, le volume de monnaie s'y adaptera dans le même sens et inversement.

Il paraît dès lors, qu'en partant de la notion de l'équilibre, le facteur monétaire, tout en influençant le niveau général des prix, est soumis à son tour aux fluctuations du volume des biens en circulation.

Ainsi la monnaie ne peut exercer une influence sur le niveau des prix que dans l'hypothèse où, les prix et le volume des biens étant supposés constants, seule la quantité de monnaie varie dans le sens positif ou négatif. Au point de vue pratique, on ne pourrait concevoir un tel état que dans l'hypothèse d'un accroissement plus que proportionnel de la production de l'or par rapport aux autres biens d'un côté, et un élargissement du crédit ou une création de monnaie « *ex nihilo* » (1) de l'autre.

Il n'y a, en fait, aucune autre hypothèse possible aux termes de laquelle la quantité de monnaie en circulation pourrait influencer le niveau des prix. *Tous les auteurs qui admettent la théorie quantitative de la monnaie supposent d'une façon implicite la constance des facteurs prix et biens donnés au point de départ.* Si alors une hausse des prix se produit, cet effet de l'accroissement du volume de monnaie n'est pas sans conséquences; au contraire, la hausse des prix influence à son tour la production des biens et est, suivant son étendue et sa tendance, de nature à changer toute la structure technique de l'économie, comme nous le verrons plus tard.

Dans la réalité concrète, il y a une interdépendance entre les trois facteurs que nous venons d'examiner et qui sont tellement enchevêtrés que seule l'hypothèse de l'équilibre naturel permet des conclusions d'ordre général (2). A ce dernier propos, la vali-

(1) Voir J. SCHUMPETER : *Théorie de l'évolution économique*, 1934.

(2) Ce cas démontre très bien le caractère limité et relatif de chaque méthode d'analyse. Nous voyons comment la méthode abstraite, dans l'exemple présent, nous a permis de dégager une conclusion d'ordre général. Pour une conclusion d'ordre particulier, il faudrait adopter une méthode concrète et positive.

dité de la théorie quantitative serait nettement limitée et sa portée restreinte par les hypothèses au sein desquelles elle se fait valoir ; il faut toutefois abandonner la thèse de l'effet proportionnel de l'accroissement des quantités de monnaie sur le niveau général des prix.

Au point de vue théorique, nous croyons avoir donné à la théorie quantitative son contenu réel en précisant les conditions dans lesquelles cette théorie a une signification réelle. Vouloir lui donner une validité générale ou la rejeter intégralement serait un point de vue que nous ne pouvons qualifier de scientifique.

Il convient de placer maintenant la question dont nous venons de parler dans son cadre concret et d'examiner son côté pratique. Le rapport entre la monnaie et les prix nous occupera dès lors plus immédiatement.

Nous savons que la monnaie constitue une notion générale qui renferme beaucoup d'éléments et d'aspects.

Nous avons distingué entre une monnaie statique d'équilibre et une monnaie dynamique de déséquilibre, en laissant entrer dans la première catégorie la monnaie métallique et les billets de banque convertibles, et dans la seconde le papier-monnaie inconvertible et toutes les autres formes de monnaie.

La théorie quantitative doit, par conséquent, être examinée au double point de vue de sa validité en ce qui concerne la monnaie-or d'un côté, et en ce qui concerne les billets de banque de l'autre. Cette distinction, il faut le rappeler, remonte à RICARDO (1). Selon lui, la valeur de la monnaie dépend de sa quantité par rapport aux paiements qu'elle sert à effectuer. En pratique, il arrive que la quantité de monnaie-or, de même que le volume des billets de banque et notamment des billets inconvertibles, dépasse le volume de monnaie nécessaire à la circulation. Les effets sur le niveau des prix seront cependant différents selon qu'il s'agit du métal monétaire, des billets de banque convertibles et des billets inconvertibles.

En ce qui concerne la circulation métallique, les perturbations trouvent leur remède dans l'importation et l'exportation du métal précieux qui fait que le niveau des prix revient toujours à son état d'équilibre (2) (3). Quant aux billets de banque, il convient

(1) cf. DAVID RICARDO : *The high prices of Bullion*, 1809.

(2) cf. DAVID RICARDO : *ibidem* : « La monnaie qui a baissé de valeur pourrait maintenant être exportée avantageusement et ne devrait, par conséquent, pas être retenue dans la circulation interne. »

(3) cf. MILDSCHUH : *Geschichtliche Entwicklung der Geldtheorien*, dans le *Hdw. d. Stw.* sous l'article *Geld*, p. 719. — K. MARX : *Das Kapital*, vol. III, 2, p. 85 et ss. — K. MARX : *Kritik der politischen Oekonomie*, p. 150.

de les envisager avec RICARDO au double point de vue de la convertibilité et de l'inconvertibilité.

Dans la première hypothèse, celle de la convertibilité, il en ira des billets de banque plus ou moins comme de la monnaie-or; dans la seconde au contraire, une hausse excessive de ces billets doit amener leur dépréciation par une hausse constante des prix (1).

En observant ce dernier phénomène pendant les années 1797-1820, RICARDO (2) avait expliqué la dépréciation des billets de banque comme provenant d'une émission excessive. Cela explique le caractère dualiste de sa théorie dont un aspect se rapporte à la monnaie-or et aux billets de banque convertibles et un autre aux billets inconvertibles et au crédit d'une façon générale. Il conviendra de tenir compte de ce fait au moment opportun.

(1) Le cas d'une dépréciation du métal monétaire a cependant déjà été observé. Mais ce sont là des phénomènes économiques isolés et très rares sans portée générale. Comme exemple, nous citons la dépréciation des métaux précieux sur laquelle se base HUME pour le 16^e et 17^e siècle. Dans l'hypothèse de la découverte de champs d'or nouveaux, nous assistons à un accroissement de la monnaie-or en circulation qui ira en augmentant; en même temps, la quantité de biens disponible va probablement diminuer, dans une proportion plus forte encore et les prix vont augmenter dans une mesure assez sensible. TOOKE et NEWMARCH dans leur « *History of Prices* », citent le cas de la Californie où pendant les années 1848-49, chacun était acheteur à n'importe quel prix : 1 œuf coûtait 1 dollar, une paire de chaussure 100 dollars, etc. Si cet état de choses s'était prolongé, la production de l'or aurait cessé d'être intéressante. On assista ensuite à des entrées continues de marchandises, de sorte que le tout se renversa pour atteindre un point d'équilibre. Les auteurs cités disent en effet que déjà en 1851 des marchandises d'une qualité excellente ne valaient plus les frais de magasinage. — (cf. K. WICKSELL : *Vorlesungen...*, 2^e vol. p. 183.) Mais cette situation ne se maintiendra pas; au bout d'un certain temps, la hausse des prix va susciter une offre accrue de marchandises qui se poursuivra jusqu'au moment où l'équilibre se rétablira. Grâce à ce fait, et à la baisse des prix qui suit l'augmentation de l'offre de biens, les importations et la production de l'or deviendront à nouveau lucratives, de sorte que le même processus se répètera. Un afflux continu d'or dans les pays non-producteurs de l'or aura à la longue pour effet d'augmenter les prix. Cet exemple nous montre un cas où l'accroissement de la quantité de monnaie influence directement le niveau des prix, à savoir dans le cas de la frappe libre de monnaie.

(2) Au point de vue pratique, la conception ricardienne telle que nous l'avons vue a eu son influence par le fait qu'elle fut adoptée par une commission du Parlement Britannique dans le fameux « *Bullion Report* ». Pas immédiatement mais un peu plus tard, par l'intermédiaire de ce rapport, la théorie de RICARDO devait occuper un nombre d'auteurs (parmi lesquels figuraient notamment Lord OVERSTONE, Mc CULLOCH et Sir Robert PEEL) qui formaient la « *Currency School* ». Cette dernière ne se borna pas à adopter sans réserve la théorie de Ricardo, mais elle lui donna une forme qui dépassait de loin la conception de son auteur. Celui-ci avait formulé comme nous l'avons vu, la théorie quantitative pour les billets de banque inconvertibles, tandis que pour la monnaie-or il invoquait la théorie du coût de production dans la mesure où la quantité de monnaie se maintenait dans une proportion appropriée par rap-

Les conclusions que nous pourrons tirer maintenant au sujet du billet de banque sont les suivantes :

Le billet de banque sert à remplacer la monnaie métallique. Il se crée pour supplanter la monnaie réelle lorsqu'il y a une insuffisance de monnaie par rapport au volume des transactions et au niveau général des prix. On peut dire qu'une fois généralement adopté, il n'a que des effets très limités sur le niveau général des prix. Il en est tout autrement des billets de banque inconvertibles. Evidemment tant que leur émission répond aux conditions d'équilibre, leur influence sur le niveau des prix est peu importante ; mais en règle générale, tel n'est pas le but du billet de banque inconvertible : on peut affirmer qu'il influence considérablement le niveau des prix, ce que l'histoire monétaire d'après-guerre a maintes fois démontré. (1)

Ayant ainsi examiné la théorie quantitative sous son double aspect, nous pouvons mieux juger de sa signification réelle ; celle-ci est tout à la fois d'ordre pratique et théorique.

Dans le domaine théorique d'abord, elle n'est valide qu'en ce qui concerne le billet de banque inconvertible et d'une façon générale la monnaie créée « ex nihilo ». A cet égard, elle explique les mêmes effets que nous avons attribués à la nature abstraite de la monnaie comme facteur perturbateur de l'équilibre monétaire.

D'un autre côté, elle explique les déséquilibres provenant des accroissements de monnaie considérée dans sa nature concrète, comme moyen d'échange et de paiement. A ce dernier propos, nous avons élargi la notion de monnaie en y distinguant différents facteurs. Cela nous a permis de dégager les conditions dans lesquelles la monnaie exerce une influence « active » ou « neutre » sur le déroulement du processus économique.

Ainsi la monnaie « proprement dite » (2) et les billets convertibles se rattachent à l'équilibre monétaire ; éléments concrets,

port au volume et au prix des marchandises. Si la quantité de monnaie dépassait cette proportion, le mal trouvait son remède dans l'économie même et l'équilibre se rétablissait.

La « *Currency School* » cependant, appliquait la théorie quantitative ricardienne au volume total des moyens de paiements sans distinction ; cela aboutit aux fameux *Robert Peels Acts* de 1844 et 1845 qui furent suspendus à plusieurs reprises.

Notons encore que la « *Currency School* » fut combattue par TOOKE et NEWMARCH, dont l'école est connue sous le nom de « *Banking School* ». Celle-ci faisait valoir que pour la monnaie bancaire le mouvement des prix a une importance prépondérante, dans la mesure où celle-ci se base sur des effets de commerce ou d'autres titres garantis par des valeurs réelles. Mais l'étude de cette question dépasse le cadre du présent travail.

(1) cf. ALBERT AFTALION : op. cit.

(2) cf. LUDWIG V. MISES : *Theory of money and credit*, Londres 1934.

leur valeur est déterminé par la loi du coût de production. La monnaie, dans les autres sens de ce terme, est un élément abstrait et constitue un facteur de déséquilibre.

La théorie quantitative paraît dès lors justifiée du moment où il s'agit de fournir une explication des effets de la monnaie dans le sens étroit et particulier de ce terme.

Quelle est maintenant la validité de la théorie quantitative au point de vue pratique ?

Aussi longtemps que nous avons affaire au régime de l'étalon-or et que les billets de banque inconvertibles et les dépôts bancaires ne jouent qu'un rôle secondaire, la théorie quantitative de la monnaie n'a rien ou très peu à expliquer parce que les éléments qui y jouent un rôle de premier plan font défaut. Cependant, dès que ce régime est remplacé par un régime moins rigide où les billets inconvertibles et la monnaie bancaire prennent une place de tout premier ordre, cette théorie trouve sa raison d'être.

La structure bancaire et monétaire ayant changé dans l'économie moderne, la théorie monétaire doit s'y adapter.

La monnaie métallique ne joue de rôle que comme couverture des soldes de la balance des comptes. En ce qui concerne les billets de banque, ils sont couverts d'une part par du métal précieux, et, d'autre part par des transactions économiques réelles. Ici, la théorie quantitative ne joue pas non plus, comme la « banking school » l'a démontré. En ce qui concerne maintenant la monnaie en sa fonction de moyen d'anticipation qui est créée « ex nihilo », elle engage les actifs futurs d'une économie. Dans la mesure où cette dernière espèce de monnaie — quelle que soit sa forme — prend une place plus importante, le rôle de la théorie quantitative de la monnaie en tant qu'essai d'explication de phénomènes monétaires reprend une place plus considérable dans la théorie économique. Le fait que le volume de monnaie en circulation a une influence « active » et directe sur le niveau des prix ne peut dès lors plus être contesté.

La théorie quantitative de la monnaie prend ainsi la place qui lui convient au sein de la théorie générale. Mais en rejetant la relation proportionnelle qui existerait entre la monnaie et le niveau des prix, nous l'avons rapprochée de la réalité. Tout en maintenant notre jugement précédent sur cette théorie, nous lui avons ainsi donné sa raison d'être et sa justification.

Dès lors, les tentatives de nombreux auteurs tendant à renouer la vieille tradition de la théorie quantitative, en essayant de démontrer un lien de causalité entre la monnaie et les prix, apparaît sous une lumière nouvelle. Ces tentatives visent surtout un but

nomatif. Ecrivant ces lignes dans un intérêt explicatif, nous écarterons ces théories et les problèmes qui se posent à cet égard, du cadre du présent travail.

§ 3. — Conclusions.

D'une manière générale, le déséquilibre caractéristique à l'économie monétaire est marqué par une disproportion entre la valeur du revenu social et celle du produit social; en particulier, la valeur monétaire du produit social est supérieure au montant total des biens existants à un certain moment et répondants aux besoins immédiats de la consommation.

Il en résulte une conséquence importante. L'accroissement du volume monétaire permet en effet de réaliser dans le présent des biens qui n'existeront que dans l'avenir. Les revenus ainsi formés sont donc d'abord des revenus fictifs parce que limités par le volume effectif des biens. Cela explique le mouvement hétérogène des éléments examinés à propos de l'aspect triple de l'équilibre monétaire.

Dans le futur cependant, par l'accroissement du volume de monnaie, il est possible de réaliser de plus grandes quantités de biens et, par conséquent, de revenus réels. En fait, « le développement économique consiste à passer de ce présent à ce futur le plus largement possible et avec même, si possible, une diminution de l'effort humain dans la production » (1). Ainsi l'essence de l'économie monétaire consiste dans le fait qu'elle permet d'élargir, grâce à une expansion monétaire, les cadres tracés par un état d'équilibre donné.

Dès lors, l'élargissement des cadres économiques par l'expansion monétaire s'exprime non seulement en valeurs, mais s'opère aussi en quantités, à un moment différé il est vrai.

Nous croyons ainsi que la théorie monétaire est un instrument important et nécessaire pour l'explication de l'évolution économique caractérisée par la transition d'un état d'équilibre à un autre. La théorie de la monnaie et la théorie de l'équilibre économique se complètent ainsi de façon à faire comprendre les transformations continues du processus économique et son devenir continu, dans le cadre de l'économie capitaliste monétaire.

Par ce caractère dynamique consistant à dépasser en quantités et en valeurs les conditions de l'équilibre naturel et à supprimer constamment les cadres économiques existants, la monnaie a des

(1) cf. F. SIMIAND : op. cit., p. 519.

liens étroits avec le *problème de l'accumulation*. En fait, cette dernière, à son tour, contient des éléments susceptibles de troubler l'équilibre naturel. C'est par le phénomène de l'accumulation qu'un changement quantitatif intervient dans les cadres économiques, changement qu'une transformation qualitative ne tardera pas à suivre. Ainsi, ces éléments perturbateurs proviennent dans l'économie monétaire du facteur monétaire.

Le problème de la monnaie constitue dès lors, par lui-même et par son rapport avec le problème de l'accumulation, un intermédiaire entre le problème de l'équilibre d'une part, et le problème des crises d'autre part. La théorie de la monnaie, placée entre la théorie de l'équilibre et la théorie des crises, fournit par conséquent un point de départ pour l'explication du processus économique considéré comme phénomène total. C'est dans cet ordre d'idées, que nous aborderons le chapitre suivant.

CHAPITRE V

Le problème de l'équilibre comme problème de crises

Section A

LE PROBLÈME DE L'ACCUMULATION

§ 1. — Observations préliminaires.

Dans le chapitre qui précède, nous avons mis en lumière la façon dont la monnaie trouble l'équilibre naturel. Ainsi nous avons vu que les perturbations qui interviennent sont surtout d'ordre quantitatif. Par l'accroissement des données constitutives de l'équilibre naturel, un processus « cumulatif » (1) se déroule ainsi, qui consiste, comme nous le verrons avec plus de détails encore, en une phase d'élargissement d'abord et de réadaptation aux faits nouveaux ensuite (2).

Ce processus est déclenché par des facteurs monétaires et constitue en même temps un phénomène d'accumulation. De ce chef, il implique un processus de crises dans le sens que nous avons déjà indiqué. Dès lors, le problème de l'équilibre comme problème de crises doit être traité à la fois sous l'angle du phénomène monétaire et du phénomène de l'accumulation.

Nous avons affirmé que dans l'économie monétaire c'est le facteur monnaie qui déclenche l'accumulation. Cependant, pour mieux

(1) cf. GUNAR MYRDAL : *Der Gleichgewichtsbegriff als Instrument der geldtheoretischen Analyse*, 1934.

(2) Voir aussi sur ce point : W. MITCHELL : *Business Cycles*, New-York 1927, et l'analyse de G. PIROU dans « *Nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis* », fasc. III, pp. 52 et ss.

comprendre ce phénomène, nous devons commencer par un examen qui exclut la monnaie. Ainsi nous nous placerons à nouveau dans le cadre d'une économie naturelle. Quoique le phénomène soit ainsi simplifié, son essence se dégagera cependant plus nettement. Nous traiterons ensuite le problème dans le cadre de l'économie monétaire pour le montrer dans toute son ampleur.

Ainsi, en partant de la notion économique de l'équilibre, nous arriverons à une représentation du mécanisme économique dans laquelle chaque manifestation aura sa place spécifique et contribuera à former un ensemble organique.

§ 2. — La reproduction du produit social.

La définition de la notion du produit social contenait un élément important, à savoir, sa reproduction. Il convient, dès lors, d'examiner d'un point de vue tout à fait général, en quoi celle-ci consiste.

D'une manière directe ou indirecte, le but de la production est la consommation. Si nous envisageons sous cet angle une masse de biens dans le cadre d'une économie fermée, sa production et sa consommation nous apparaissent comme deux phases qui se succèdent chronologiquement. Cette façon de voir est cependant erronée parce qu'elle ne tient pas compte de la réalité concrète du phénomène et aboutit à de fausses explications.

S'il existe à cet égard une succession chronologique au point de vue technique, il ne reste pas moins vrai qu'il y a en même temps une coexistence. La consommation d'un bien implique nécessairement sa reconstitution immédiate, à moins que la collectivité ne s'appauvrisse.

D'une façon générale, aucune production n'est concevable sans la présence d'une certaine masse de biens servant au groupe économique comme fond de subsistance et d'outillage jusqu'à la fin du processus de production en cours. Cela est une condition nécessaire et permanente. Mais cette production en cours engendre en même temps la reproduction des fonds préexistants. Ainsi la production du produit social ne se laisse pas séparer de sa reproduction. En effet, pour subsister la société doit, tout en consommant les biens disponibles, créer dès qu'ils disparaissent les fonds nécessaires à leur remplacement.

Pour bien nous rendre compte de l'essence de la production, imaginons que dans une économie déterminée toutes les maisons aient une durée de cent ans (1) et qu'on veuille maintenir au

(1) GUSTAV CASSEL : op. cit., p. 24.

même niveau la quantité de maisons disponible. Nous aurons alors à un moment donné un groupe de cent maisons dont la plus ancienne a justement 100 ans et qui est dans un état tel qu'il faut la mettre hors d'usage. La plus jeune, au contraire, a été construite l'année précédente. Toutes les autres maisons se trouvent donc, au point de vue de leur âge, entre les deux limites. Le nombre de cent maisons que nous supposons, peut être maintenu de façon invariable et continue par le fait que chaque année une maison est détruite et une autre reconstruite, de telle sorte qu'au bout de 100 ans toutes les maisons sont reproduites. Si nous étendons cet exemple à l'ensemble de la production, on peut concevoir que le produit social puisse être maintenu d'année en année au même niveau tout en se reconstituant.

Le problème de la reproduction étant ainsi analysé d'un point de vue général, il convient de l'envisager dès maintenant sous un angle plus particulier.

En contenant un taux de reconstitution, le produit social acquiert un aspect spécial quant à sa composition. Au point de vue de l'équilibre entre la production et la répartition du produit social et du revenu social, se posent des problèmes importants.

Le produit social d'abord se divise en biens de production et biens de consommation. Si les premiers assurent la reproduction, les derniers sont destinés à la consommation. La reproduction à son tour doit s'effectuer de telle manière que les deux groupes restent identiques à eux-mêmes au point de vue de leurs quantités et proportions.

Le revenu social est une image du produit social, contenant les quantités de biens de consommation et de production qui correspondent à ce dernier.

Pour mieux saisir l'essence de ce processus de reproduction, en rapport avec l'équilibre naturel, référons-nous au schéma que MARX (2) en a donné.

Le produit social annuel en marchandises s'élève à 9.000 unités. Celui-ci se répartit comme suit :

1° *biens de production :*

6.000 unités sont le résultat de $(-)$ $4.000c + 1.000v + 1.000m$

2° *biens de consommation :*

3.000 unités sont le résultat de $(-)$ $2.000c + 500v + 500m$

(2) cf. KARL MARX : op. cit., vol. 2, édition allemande, 1903, p. 371 et ss.

Dans cette équation, (c) signifie le capital constant, comprenant les capitaux fixe et circulant définis antérieurement, (v) les salaires, et (m) la plus-value.

Le revenu social qui y correspond en découle nécessairement. Il s'élève également à 9.000 unités, dont 6.000 unités de biens de production et 3.000 unités de biens de consommation.

La répartition du produit social s'effectue de la manière suivante :

- 1° les 500 v et 500 m de la catégorie II seront répartis dans ce groupe même sous forme de biens de consommation. Ils forment une grandeur de 1.000 unités, de sorte qu'il y aura encore un solde de 2.000 unités de biens de production.
- 2° Dans la catégorie I, il y a également une partie qui doit être remplacée par des biens de consommation; ce sont les (1.000 v + 1.000 m) représentant les biens de production. Cela pourra se faire par le transfert du solde de 2.000 unités de biens de consommation contre 2.000 unités de biens de production. La catégorie I obtiendra les biens de consommation nécessaires à sa subsistance, tandis que la catégorie II recevra les moyens de production à remplacer.
- 3° Dans la catégorie I, il y aura encore un solde de 4.000 c : c'est la contre-partie des biens de production qui ne peuvent être employés que dans le groupe I même, pour remplacer les biens de production usés. Ils s'échangeront par conséquent entre les entrepreneurs du compartiment I.

Il y a ainsi un équilibre entre les différentes catégories du produit social au point de vue de leur composition interne. A cela s'ajoute une conséquence plus importante, à savoir l'équilibre parfait entre l'ensemble du produit social d'une part, et sa répartition sous forme de revenus d'autre part.

Ainsi le processus de reproduction a entièrement rempli son rôle en reconstituant les éléments du produit et du revenu social et en les maintenant à leur niveau initial.

§ 3. — L'accumulation et le revenu social.

La reproduction du produit social n'empêche pas que le circuit économique continue tout en satisfaisant aux conditions de l'équilibre naturel. A ce dernier point de vue, une complication intervient cependant en supposant un accroissement du produit social, ce qui engendre également une augmentation du revenu social.

Le problème de l'élargissement de la production et de l'accroissement du produit social se confond avec un autre qu'on appelle depuis MALTHUS (1) et MARX (2) le problème de l'*accumulation*.

Dans une certaine mesure, il se confond avec celui de la reproduction; si cette dernière maintient l'économie dans ses anciens cadres, l'accumulation ajoute à ce même processus un élargissement simultané du cadre de la production. Pour nous servir d'une terminologie déjà employée, nous dirons qu'elle assure le produit social dans le présent tout en l'augmentant pour l'avenir.

Les éléments de cet accroissement proviennent ainsi des facteurs du produit social existant. Le problème de l'accumulation est dès lors en même temps un problème de revenus. C'est de l'emploi du revenu social, ou plutôt d'une partie de ce revenu, qu dépend l'accumulation en général et son volume en particulier.

La notion de revenu social nécessite des explications supplémentaires. Cette notion trouve sa base théorique dans le cadre d'une économie naturelle fermée considérée d'un point de vue purement technique. Mais si l'on parle de revenus, un problème social et juridique, déterminé par des conditions historiques particulières, se pose en outre.

Le problème technique ci-dessus doit alors être placé dans son contexte historico-juridique, correspondant aux manifestations de l'économie réelle. A cet égard seulement, notre problème doit tenir compte — dans la mesure du possible — des données essentielles de l'économie réelle, à savoir, de l'économie d'échange à base capitaliste.

Sans nous perdre dans une description détaillée de ses traits caractéristiques, nous voulons cependant signaler ceux qui nous apparaissent les plus importants par rapport au problème des revenus.

Tout d'abord, il y a le fait de la *propriété privée*; les moyens de production n'appartiennent pas à ceux qui les utilisent: donc divorce entre le travail et le capital. Ceci est essentiel quant à la production proprement dite.

Au point de vue de la répartition, deux catégories de revenus en découlent: le *salaire* et la rémunération du capital.

Quant à la première, nous y voyons la rémunération attribuée à la classe ouvrière, la seconde étant la quote-part des propriétaires des moyens de production.

(1) cf. MALTHUS : *Principles of Political Economy*, Londres 1831, p. 319.

(2) cf. KARL MARX : op. cit., vol. I, Berlin 1932, p. 538.

Essayons d'appliquer cette division aux hypothèses en présence.

A supposer deux grandes catégories sociales, le revenu social (A) se compose de la masse des salaires (S) plus la quote-part des propriétaires des moyens de production (M) — y compris le taux d'amortissement du capital constant.

Nous pouvons donc écrire :

$$A = S + M.$$

Avant d'aller plus loin, regardons M de plus près. Elle nous est apparue comme une catégorie de revenus créée par des conditions historico-juridiques bien déterminées, à savoir l'économie capitaliste. (M) n'est dès lors pas quelque chose d'inhérent au caractère technique de l'économie, mais est dû à une organisation économique spécifique.

En vertu d'un droit, (M) contient une défalcation du produit social, ayant son origine dans le travail. Si dès lors on ne considère pas le produit social comme une masse finie, mais du point de vue de sa naissance, on arrive à la conclusion que ceux qui travaillent pour le produit social produisent les revenus des propriétaires de moyens de production tout en créant leurs propres revenus. Ils réalisent donc un supplément à la masse nécessaire à leur propre subsistance, supplément que nous désignons par (M¹). MARX (1), en partant d'un autre point de vue, a donné à cette masse le nom de *plus-value*, terme que nous avons déjà employé et que nous voulons maintenir puisque, depuis lors, il s'est implanté dans de nombreux écrits économiques et dans la pensée de beaucoup d'économistes.

D'où nous pouvons écrire :

$$A = S + M^1 + (M - M^1)$$

Notre régime économique étant caractérisé par la propriété privée, le facteur nature n'est plus une donnée gratuite. De la masse totale (M) il convient de défalquer par conséquent une grandeur équivalente à la rémunération de ce facteur. C'est la *rente* (R). Nous entendons par là la rémunération qui va à ceux qui exercent un droit de propriété sur les éléments que la nature met à la disposition des hommes, et notamment le sol. Le revenu social se présente alors sous la forme que voici :

$$A = S + M^1 + R + (M - M^1 - R) \quad (2)$$

(1) cf. KARL MARX : op. cit., vol. 1-3; pour cette question de la plus-value consulter surtout le tome I.

(2) Nous avons considéré la rente comme un dérivé de M, ce qui est contraire à la conception classique de RICARDO, qui y voit un élément différentiel. Tout en admettant la pertinence de cette conception au point de vue concret, il nous a semblé qu'il n'y a pas lieu, au point de vue social général, de considérer les choses de cette façon. Nous continuons donc à croire qu'au point de vue général de la production, la rente est un dérivé de la plus-value.

La masse ($M^1 - R$) est un ensemble qui, à son tour, contient encore d'autres catégories de revenus sur lesquelles nous reviendrons au moment donné.

Faisons d'abord le point de l'analyse précédente pour en tirer quelques conclusions. Nous avons opposé un produit social à un revenu social approprié dont nous avons donné des définitions. Dans cet ordre d'idées, nous avons divisé le revenu social en plusieurs catégories distinctes. Ce n'est cependant que la plus-value qui retiendra notre attention dans la question qui nous occupe.

Au point de vue de la production, la plus-value se compose d'une partie servant de fonds de consommation et d'une autre servant de fonds de production. A mesure que la quote-part de la plus-value destinée à la consommation diminue, celle destinée à la production augmente. On assiste alors à un accroissement des biens de production au détriment des biens de consommation. A son tour la production des biens de consommation sera accrue par la présence d'un volume plus élevé de biens de production. Le produit social dans son ensemble sera ainsi augmenté par un emploi déterminé des revenus. Il en sera de même du revenu social. Le processus décrit peut être répété et se déroulera alors de la même façon, à une chose près : au *fonds* dit de *reproduction* s'ajoute un *fonds d'accumulation* (C) (1) qui est dû à l'accroissement du produit social. Nous désignons dès lors, par là la partie de la plus-value qui sert à l'accroissement du produit social au delà des limites tracées par la simple reproduction.

Le rapport qui existe entre les deux fonds ainsi définis, indique le degré de l'accumulation. Ce rapport est également important au point de vue de l'équilibre naturel puisqu'il constitue un indice des facteurs de déséquilibre.

Regardons maintenant de plus près le revenu social en général en introduisant la catégorie que nous désignerons par ($M - R$). Nous y avons vu la quantité de biens qui revient périodiquement aux propriétaires des moyens de production. C'est un point que nous maintenons. En ce qui concerne cependant sa composition interne, il convient que nous le précisions pour la meilleure compréhension du processus économique en général et de l'équilibre naturel en particulier.

($M - R$) est une masse, disions-nous, qui va à un facteur de production déterminé. Mais comme cette masse va à un groupe de la collectivité qui a une fonction particulière à remplir, celle de la direction de la production et de la détermination de son

(1) On peut partager chacun des deux fonds en fonds de consommation et fonds de production.

volume, il faut déduire du revenu de ce groupe la part qui sert de fonds de reconstitution (T). Le reste sera appelé le *bénéfice* (B).

Après défalcation de tout ce qui a été nécessaire pour l'obtenir, on arrive à la notion de *bénéfice net*.

Nous rapportons ainsi la notion du *bénéfice* aux conditions de l'équilibre naturel et de la simple reproduction démontrées plus haut. La masse (M — R) comprendra, dès lors, la partie dépensée pour des biens de consommation ou le fonds de consommation d'une part, et celle dépensée pour des biens de production ou le fonds de reproduction, d'autre part.

En ajoutant maintenant au *bénéfice* le fonds d'accumulation, on dégage, en fin de compte, une autre notion très courante, celle du *profit*. Ces deux éléments constituent dans leur ensemble le revenu total des propriétaires des moyens de production, revenu désigné par le terme *profit* (P).

L'accumulation apporte ainsi une modification importante au revenu social, modification qui, à son tour, influence la stabilité de l'équilibre naturel.

A ce propos, il nous sera permis de nous référer à une autre définition du profit, celle de M. KEYNES (1). Dans la pensée de cet auteur, le profit est « la différence entre la rémunération réelle « des entrepreneurs à laquelle on arrive en déduisant des produits « de vente leurs dépenses... et leur rémunération normale ». (1) Cette conception fait abstraction de l'existence d'une plus-value et ramène le tout aux produits de la vente. Il nous paraît que cette façon de poser la question ne jette pas toute la clarté voulue sur le problème.

Chez M. KEYNES le problème du profit est totalement obscurci par le fait qu'il confond le profit avec cette partie de la plus-value que nous avons appelée « fonds d'accumulation ». Au contraire, ce que nous appelons « *bénéfice net* » est dans sa pensée « la rémunération normale des entrepreneurs ».

Pour nous, le profit correspond à un phénomène économique courant qui peut se vérifier empiriquement. L'accumulation en effet est un élément qui ne peut se séparer de l'évolution économique concrète. La division en profits et bénéfices ne correspond qu'à une *nécessité analytique* pour satisfaire à l'hypothèse de l'équilibre naturel.

Chez M. KEYNES par contre, il y a la « rémunération normale des entrepreneurs d'une part, et les « profits », d'autre part. En admettant l'essence de son raisonnement, on exprimerait mieux sa

(1) cf. J.-M. KEYNES : *A Treatise on Money*, vol. I, p. 123 et ss.

pensée en désignant sa notion de « profits » par ce qu'on a appelé « surplus profits » (1); ainsi on préciserait mieux les choses.

Pour nous, la notion de profit est une notion synthétique correspondant au processus concret de l'accumulation. Chez M. KEYNES au contraire le profit correspond à une situation économique toute spéciale. De plus, en définissant le profit de la manière dont le fait M. KEYNES, on passe sous silence les conditions juridico-historiques dont il est fonction.

Un fonds d'accumulation ou un supplément au produit social existant qui résulte de l'activité économique, peut se concevoir dans une économie naturelle fermée comme dans une économie planifiée, sans qu'il y ait lieu de parler de profit. La notion du profit de M. KEYNES est ainsi de nature à jeter de la confusion dans les esprits de ceux qui s'occupent de problèmes économiques. Ce que M. KEYNES appelle « profit » est un phénomène qui loin de se confondre avec lui, en constitue une partie seulement.

Les notions de bénéfice d'un côté et de profit de l'autre sont ainsi nettement déterminées quant à leur contenu réel et leurs limites précises. En donnant ainsi une signification exacte et non sujette à confusion à la notion de profit, son essence et ses éléments constitutifs nous apparaissent clairement.

Notre formule des revenus, donnée plus haut, acquiert maintenant la forme suivante :

Dans l'hypothèse de la *reproduction*, nous aurons :

$$A = S + R + (M - R - B) + B \quad (M - R - B) = T$$

cas spécial ou $P = B$.

Dans celle de l'*accumulation* nous aurons :

$$A = S + R + (M - R - B) + P$$

ou $A = S + R + T + P$

ce dernier terme se divisant en $B + C$

d'où $P = B + C$.

Le profit (P) se compose ainsi d'une partie (B) servant à la reconstitution du produit social et une partie (C) qui est destinée à l'accumulation. Cette dernière catégorie cependant, peut être employée comme réserve qui s'accumule après un processus répété de production. La réserve qui se forme ainsi par l'accumulation,

(1) Nous verrons plus tard (p. 125) que nous trouvons une division analogue chez KNUT WICKSELL : *Interest and prices*, Londres 1936, pp. 141 et ss.

nous sommes tentés de l'identifier avec un phénomène plus courant, à savoir, celui de l'épargne (savings) (1) (2).

Soumettons cependant cette notion à un examen plus précis. Au point de vue de la théorie économique générale, elle signifie une masse de revenus non consommés. Dès lors, le phénomène de l'épargne se rapporte à la reproduction du produit social, en premier lieu, et son élargissement en second lieu.

La notion de l'épargne devient par conséquent un terme générique, contenant deux éléments économiques précis. Si dans la réalité courante, cette distinction n'existe pas, elle n'en a pas moins de valeur dans le domaine de l'analyse économique. A ce point de vue, nous désignerons par (Er) l'épargne comme élément de reproduction, et par (Ea), l'épargne comme élément d'accumulation.

Notre formule des revenus se complète, par conséquent, de la manière suivante :

1) *Reproduction* : $A = S + R + T + (B - Er) + Er$.

2) *Accumulation* : $A = S + R + T + (P - E) + E$. $E = Er + Ea$.

Dans le sens ainsi défini, la notion de l'épargne n'est qu'un complément d'un autre phénomène qu'on appelle « *investissement* » (I) (Investment) (3). Nous entendons par là le fait de disposer d'un fonds de biens dans le *but précis* de s'en servir à des fins de reproduction ou d'accumulation. On pourra dire, par conséquent, que l'investissement dépend d'une condition préalable, celle de la présence d'une épargne.

En partant de la notion de l'accumulation, nous avons ainsi poursuivi l'analyse du revenu social jusque dans ses éléments les plus essentiels.

Du point de vue de la notion de l'équilibre naturel, cela constitue un élargissement important. Si au début de notre analyse, les notions de produit et de revenu social étaient des termes tout à fait généraux, il n'en est plus de même maintenant. Nous avons vu que ce sont des notions complexes qu'il faut analyser dans le détail. De ce fait, il faudra tenir compte ultérieurement.

Reportons maintenant notre attention sur le problème des épargnes et des investissements que nous voulons préciser dans le paragraphe suivant.

(1) cf. J.-M. KEYNES : op. cit., tome I, chap. 9, p. 125.

(2) Lorsque nous parlons ici d'épargne, nous n'envisageons que des épargnes réelles. La question des épargnes monétaires se posera dans la suite seulement.

(3) cf. J.-M. KEYNES : op. cit., ibidem.

§ 4. — L'équilibre naturel et les investissements.

Par l'intervention des deux nouveaux éléments, la notion de l'équilibre naturel acquiert une importance accrue.

Nous avons déjà vu précédemment l'influence des fonds dits de reproduction et d'accumulation. C'est de leur emploi notamment que dépend la grandeur du cadre économique entier. La même question se pose d'une façon plus concrète à propos du rapport des épargnes et des investissements.

L'équilibre naturel suppose tout d'abord un équilibre entre l'épargne du côté du revenu social et les investissements du côté du produit social. Nous avons vu à propos de la reproduction du produit social, qu'il se compose de capital constant et de capital variable; le capital constant se subdivise en capital fixe et en capital circulant, ses éléments les plus importants.

Notre équation de l'équilibre naturel se formule maintenant comme suit :

Du côté du produit social, nous aurons le capital constant (c), le capital variable (v) plus une partie de la plus-value désignée par (F) et servant de fonds de consommation aux propriétaires des moyens de production. Les capitaux constants et variables à leur tour, représentent les éléments essentiels des investissements de sorte que

$$(c + v) = J.$$

Nous aurons par conséquent, une expression contenant d'un côté les facteurs du produit social ainsi déterminés, et le revenu social défini antérieurement de l'autre.

Conformément à notre paragraphe précédent, il convient de distinguer ici également entre le cas de la reproduction (I) et celui de l'accumulation (II).

Envisageons d'abord le premier; ici nous pouvons écrire

$$I) J + F = S + R + T + (B - E_r) + E_r$$

Ceci est la formule I de l'équilibre naturel dans l'hypothèse de la reproduction du produit social. Elle met en relief l'importance du rapport des épargnes et des investissements, dont l'égalité constitue une condition nécessaire à l'établissement de l'équilibre naturel. Aucun équilibre n'est concevable si ces deux grandeurs ne se recouvrent pas. Pour qu'il y ait un équilibre naturel, il faut donc que $E_r = J$.

Dans la seconde hypothèse de l'accumulation et de l'accroissement du produit social, nous aurons une formule appropriée, que voici :

$$II) (J + \Delta J) + (F + \Delta F) = (S + \Delta S) + (R + \Delta R) + T + (P - E) + E.$$

C'est la formule II de l'équilibre naturel dans le cas de l'accumulation.

La formule (II) représente l'équilibre naturel seulement au bout d'un processus d'accumulation. En fait, il ne peut en être autrement. Au début, l'élargissement des cadres économiques affecte le capital fixe et le capital circulant; les salaires, la rente et le fonds de consommation (F) n'augmentent que successivement par après.

Ici il faudra également une équivalence entre les épargnes et les investissements; si celle-ci n'est pas réalisée, un déséquilibre en résultera qui modifiera les cadres du système économique.

Si en effet les épargnes ne sont pas égales aux investissements, la grandeur des revenus en sera affecté. Il y aura alors un supplément du côté de la demande sans qu'il y ait une grandeur correspondante du côté de la production, c'est-à-dire de l'offre. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande sera une conséquence nécessaire et causera les perturbations que nous venons d'indiquer; de plus, des disproportions se produiront des deux côtés de l'équation. La seule hypothèse concevable dans cette phase de notre exposé est celle où les investissements sont inférieurs aux épargnes.

Nous voyons ainsi que la formation d'épargnes est parfaitement compatible avec le maintien d'un équilibre économique, et que la notion de l'équilibre naturel nous a permis de dégager les conditions concrètes d'un tel équilibre. Ceci est vrai non seulement pour un équilibre dans le sens statique, mais encore pour un *équilibre dynamique*. Voilà une conséquence importante de notre analyse; elle démontre en effet que l'évolution et l'élargissement des cadres économiques ne doivent pas nécessairement donner lieu à des perturbations que nous constatons cependant empiriquement.

Il appartiendra aux considérations qui vont suivre de démontrer quels sont les facteurs qui entament un tel équilibre naturel théorique; elles pourront éventuellement servir dans la suite sur le terrain normatif. Mais avant d'arriver à ce côté de la question, il nous reste encore à mettre en relief un aspect du rapport épargnes-investissements qui nous sera utile pour nos considérations ultérieures.

Nous avons vu que ce rapport influence directement l'équilibre économique dont l'équilibre entre les deux données, épargnes et investissements, est une condition essentielle. Or il n'en est pas toujours ainsi. Si un investissement se fait, cela nest pas dans le but de correspondre à une nécessité technique de l'équilibre naturel. Plus haut nous avons défini la notion de l'épargne dans un sens téléologique bien précis, et nous en avons déduit logique-

ment la notion des investissements. Or, si les investissements sont le but des épargnes, cela n'implique pas encore que les investissements se feront immédiatement.

La division du travail, caractéristique pour notre société économique et le degré de nos progrès techniques, rendent ce processus continu pratiquement impossible. Nous avons distingué entre le capital fixe et le capital circulant, distinction qui correspond à une division technique du processus de production. Cependant, la raison d'être de cette distinction ne s'arrête point là. Elle correspond à un phénomène important du processus de circulation des biens.

A cet égard, MARX (1) et après lui HILFERDING (2), ont bien mis en relief le rôle et la fonction précise de ces deux catégories de capital, en redressant les erreurs et confusions commises par leurs prédécesseurs et notamment SMITH.

Le capital fixe implique la présence d'un fonds de réserve proportionnel à son importance et servant à sa reconstitution. A chaque moment, la société dispose donc de fonds qui attendent d'être investis, qui ne remplissent aucune fonction économique précise, et qu'on pourrait désigner comme des « épargnes stérilisées ». La présence d'un tel fonds est parfaitement compatible avec le maintien d'un équilibre économique dans le sens antérieurement défini. La difficulté se pose seulement au moment des investissements mêmes, où, suivant le rapport entre les épargnes et les investissements des perturbations peuvent se produire.

Le problème des épargnes et des investissements pose ainsi seulement un problème de déséquilibre, dans l'hypothèse de l'accumulation. C'est, en effet, par lui que des facteurs de trouble s'introduisent pour supprimer l'équilibre naturel. Au fond, pour être plus précis, c'est la plus-value et son emploi qui soulèvent le problème du déséquilibre en général et celui de l'élargissement des cadres économiques en particulier. Ainsi un élément dynamique s'infiltré dans le processus économique.

Tandis que la reproduction se poursuit, lentement et constamment, par l'élargissement quantitatif des bases anciennes, un cadre économique nouveau se forme à côté de l'ancien cadre auquel il finit par se substituer.

Ainsi, d'une manière générale, l'équilibre naturel se ramène à l'équilibre entre les épargnes et les investissements. C'est notamment du côté des épargnes qu'il faut chercher l'explication d'un équilibre éventuel.

(1) cf. KARL MARX : op. cit., vol. II, édition allemande, Hambourg 1903, p. 159 et ss.

(2) cf. RUDOLF HILFERDING : op. cit., 1923.

Ces épargnes se composent de deux éléments que nous avons retenus dans l'expression : $E = E_r + E_a$, la partie (E_r) servant à la reproduction et la partie (E_a) à l'accumulation. Si, en fait, ces parties ne se distinguent guère, en théorie cette division a une grande importance parce qu'elle démontre clairement que le rapport épargnes-investissements, comme problème de déséquilibre n'entre en ligne de compte que comme émanation du phénomène de l'accumulation.

Examinons maintenant les différentes hypothèses qui découlent de la détermination des épargnes fixée dans les expressions algébriques précédentes.

Tout d'abord, en supposant la simple reproduction, le problème du déséquilibre ne se pose pas, à moins que (E_r) et une fraction de (T) ne soient stérilisés, ce qui aboutirait à une diminution de l'activité économique.

Dans l'hypothèse de l'accumulation, la question est déjà différente. Ici nous pouvons admettre que (E_a) soit stérilisée; alors l'équilibre ancien est maintenu en même temps que se créent des réserves nouvelles. De l'autre côté, on peut supposer que ($E_r + E_a$) soient retirées du processus économique. Dans ce cas, les conséquences seront les mêmes que dans l'hypothèse identique de la simple reproduction, avec cette différence que la substance économique retenue sera plus grande ici que dans l'hypothèse précédente.

Maintenant, on peut supposer également que (E) soit entièrement investi, de sorte que les cadres économiques sont agrandis. Dans cette hypothèse, ($J + \Delta J$) doit être égale à (E), ou plus précisément, $\Delta J = E_a$.

On peut admettre également qu'une partie de (E_a) seulement soit investie; dans ce cas, rien n'empêche non plus que l'équilibre soit maintenu, la fraction de (E_a) non investie étant alors stérilisée.

Il résulte de ces lignes qu'en principe le phénomène de l'accumulation est parfaitement compatible avec un équilibre économique, à condition que les épargnes soient égales aux investissements (1).

§ 5. — Le rapport des épargnes et des investissements au point de vue monétaire.

Les conclusions précédentes se dégagent en étudiant le problème de l'accumulation dans le cadre de l'économie naturelle

(1) cf. à ce sujet notamment les travaux de M. J.-M. KEYNES et ceux de la *Brookings Institution*, dont l'animateur principal est M. H.-G. MOULTON, M. R. MARJOLIN en a donné un compte-rendu dans la *Revue d'Economie Politique*, 1937.

où la monnaie n'existe pas. Ce que nous avons appelé dans ces hypothèses des épargnes, étaient des épargnes réelles dont la grandeur quantitative était bien limitée. Un déséquilibre ne pouvait se produire qu'au cas où les investissements étaient inférieurs aux épargnes. Cependant, ce déséquilibre n'était pas général; c'était plutôt une disproportion partielle dans le rapport épargnes-investissements.

Avec l'intervention de la monnaie — dans le cadre de l'économie monétaire donc — le problème change d'aspect pour devenir beaucoup plus complexe.

En parlant d'épargnes ici, il ne faut pas perdre de vue le triple aspect de cette notion. En effet, il convient de distinguer s'il s'agit :

- 1) d'épargnes réelles,
- 2) d'épargnes nominales, ou
- 3) d'épargnes monétaires.

C'est donc la chaîne de notions biens-valeurs (prix)-monnaie qui intervient ici également.

En admettant maintenant un volume déterminé de biens, une double condition est requise pour qu'il y ait équilibre naturel : c'est d'abord un système de prix constant, et ensuite un volume de monnaie tel que nous l'avons défini pour l'équilibre monétaire. S'il en est ainsi, les différentes hypothèses sont identiques à celles examinées à propos de l'accumulation dans l'économie naturelle.

Dans l'économie monétaire cependant, le rapport entre les investissements et les épargnes peut être troublé d'abord par des éléments de valeur, par des éléments monétaires dans le sens concret du terme ensuite, et par des éléments dus à la productivité du travail en dernier lieu.

Ainsi on soulève la question de la relation entre les épargnes réelles, les épargnes nominales, et les épargnes monétaires. A cet égard, des disproportions peuvent se produire qui sont identiques à celles mises en lumière à propos de notre analyse du problème général de l'équilibre dans l'économie monétaire. Il n'y a donc pas lieu d'y insister davantage parce que l'essentiel a été déjà dit à ce sujet. Par contre, un autre aspect du problème retiendra notre attention.

La notion de l'épargne a été antérieurement définie par nous comme une réserve économique sans affectation immédiate. Ainsi nous l'avons dégagée du processus économique même, et plus particulièrement de la nature de la production capitaliste qui implique une division du capital en capital fixe et capital circulant.

Par conséquent, la formation d'épargne est inhérente à la structure économique même et un intervalle plus ou moins grand s'écoule avant que les épargnes puissent être investies. Pour qu'il en soit ainsi, il faut cependant des réservoirs où les moyens épargnés et non employés soient stockés jusqu'à ce qu'ils soient employés. (1)

Dans l'économie monétaire, ce dernier procédé est de nature plus abstraite que celui esquissé pour l'économie naturelle. En effet, les épargnes ne sont pas ici uniquement des épargnes réelles, mais également des épargnes monétaires, et ce qui est essentiel de plus, c'est qu'elles s'expriment et se mesurent en termes de monnaie. La formation et l'emploi d'épargnes à des fins d'investissement s'effectuent par conséquent aussi sous forme monétaire.

Ainsi une activité spéciale se développe dans l'économie monétaire, activité consistant à recueillir tous les éléments à épargner et à les répartir le moment venu ; cette activité, nous la désignerons par « *économie bancaire* ». Elle intervient dans le processus de production pour centraliser toutes les réserves économiques exprimées en monnaie et les destiner à des buts productifs.

L'assignation d'épargnes par des organismes bancaires pose d'une façon plus immédiate un problème qui dépasse le phénomène monétaire proprement dit, à savoir, le problème du *crédit*, car si la monnaie se rapporte surtout à la faculté d'acquérir des biens économiques, le crédit vise surtout à leur distribution par des instituts bancaires. A ce seul point de vue, les deux phénomènes se ramènent à un seul, et se confondent en un certain sens.

Entre l'épargne et l'investissement s'intercale ainsi, dans l'économie monétaire, le phénomène du crédit, de sorte que le rapport en question se transforme en *épargnes-crédits-investissements*. Dès lors, par la position centrale qu'acquière le crédit et la monnaie dans le processus de production, ils deviennent des facteurs décisifs pour l'équilibre économique d'un côté et le phénomène de crises de l'autre.

Il découle de l'analyse précédente que le problème de l'accumulation en rapport avec le problème des crises est surtout un problème monétaire. Il convient maintenant de montrer avec plus de précision les relations existant entre ces divers éléments. C'est ce que nous entendons faire par les recherches qui suivront.

(1) Dans ce sens très large, le fonds de reconstitution (T) peut être assimilé aux épargnes.

Section B

LE PROCESSUS D'ACCUMULATION COMME PROCESSUS DE CRISES

§ 1. — Le crédit et les investissements.

Au cours de nos analyses précédentes, la notion du crédit s'est dégagée organiquement de la notion de l'épargne. Cette dernière doit cependant, comme nous l'avons vu, être envisagée sous trois points de vue différents.

D'abord, les épargnes doivent être considérées sous forme de biens et nous sommes alors en présence d'épargnes réelles. A cette notion se superpose celle d'épargne monétaire. Cette dernière demande une certaine précision. En effet, dans la mesure où les épargnes monétaires sont représentées par de la monnaie-or ou des billets de banque convertibles, elles ne troublent pas l'équilibre monétaire et représentent des biens réels; dans tous les autres cas, il s'agit d'épargnes que nous appelons « nominales » pour bien préciser leur caractère fictif ou abstrait. Une divergence peut se produire ainsi entre les épargnes réelles et les épargnes monétaires, suivant que l'élément « nominal » ou « abstrait » — comme nous disions antérieurement — a une importance plus grande au sein de ces dernières.

Si nous envisageons maintenant le crédit, il est évident qu'il doit refléter les trois éléments cités. A cet égard, nos observations seront identiques à celles que nous venons de faire sur l'épargne qui, elles, se confondent avec les distinctions faites à propos de la quantité de monnaie.

Par conséquent, comme expression monétaire des épargnes réelles, le crédit a des bases concrètes dans le domaine des biens. Dans ces limites, le crédit apparaît comme un moyen de concentration de toutes les réserves économiques se trouvant à l'intérieur d'un groupe économique donné. (1)

Une première base du crédit serait ainsi déterminée. Si le volume des crédits accordés s'arrêtait là, l'équilibre économique n'en serait pas sensiblement affecté. Mais il n'en est pas ainsi. C'est de cette façon qu'une seconde forme de crédit s'est développée qui consiste à émettre des crédits nouveaux sur la base des

(1) Nous saisissons ici l'occasion pour faire remarquer que nous excluons du présent travail toutes considérations sur le problème de l'équilibre au point de vue international. Il convient de consulter à ce sujet l'excellent ouvrage de M. ALBERT AFTALION : *L'Equilibre dans les relations économiques internationales*, Paris 1938.

crédits de la catégorie précédente. Ici non plus des facteurs perturbateurs essentiels ne surgissent qu'autant que ces crédits sont couverts par de la monnaie-or ou des billets convertibles. Le problème change cependant du moment où ces limites sont dépassées; dans l'économie bancaire moderne, ce dernier phénomène ne dépend pas seulement d'un élément conscient de la part des banques, mais il est inhérent au mécanisme économique même, comme M. HAYEK (1) l'a démontré (2).

Pour avoir une idée cependant plus précise des moyens dont dispose le crédit dans son ensemble, nous emprunterons la formule suivante à l'économiste italien MARCO FANNO (3) :

$$B = (N - S) + (S\pi - D) + D\pi'$$

Dans cette équation, (N) est l'or disponible dans un pays à des fins monétaires, (S) les encaisses métalliques des banques d'émission; dès lors, (N — S) sera la monnaie métallique en circulation. π représente le multiple des billets émis par les banques d'émission par rapport à leurs réserves (S). (D) signifie le montant des billets fonctionnant comme réserve des banques de dépôts et π' le multiple de la « deposit currency » créée par les banques de dépôts par rapport à leurs réserves monétaires (D).

Cette formule nous donne sous forme algébrique la raison pour laquelle le volume du crédit peut dépasser ses bases réelles. Ajoutons que dans ce cas les coefficients π et π' sont plus grands que l'unité.

(1) cf. F.-W. HAYEK : *Geldtheorie und Konjunkturtheorie*, p. 88 et ss. Nous savons, en effet, que les banques modernes sont à même de donner des crédits qui dépassent de loin les dépôts effectifs. Selon HAYEK (ibidem), il s'agit là essentiellement du procédé suivant :

Si une banque reçoit un dépôt nouveau, elle retient par exemple 10 % comme réserve tout en prêtant 90 % du dépôt à un client (x). Celui-ci paie des matières premières avec le montant emprunté en donnant un chèque et, en retenant de nouveau 10 % comme réserve, la banque donne le solde de 81 % à un autre client, etc. Les crédits effectivement accordés dépassent, par ce procédé, à la longue, de beaucoup les épargnes réelles et les actifs d'une collectivité économique donnée. Ainsi on est en droit de parler avec SCHUMPETER d'une création de crédits « ex nihilo », comme nous l'avons d'ailleurs fait.

Nous faisons cependant abstraction, dans cet ordre d'idées, de l'inflation pure, qui est un phénomène plutôt conscient et ne résulte pas du mécanisme économique même.

Une remarque s'impose encore : L'analyse du mécanisme que nous venons d'esquisser est généralement attribué à M. HAYEK. L'objectivité scientifique nous oblige cependant à faire remarquer que le même phénomène a déjà été observé par MARX qui le décrit dans « *Das Kapital* », vol. III, 1, p. 392, éd. Otto Meissner, Hambourg 1904.

(2) Le même mécanisme fut également décrit par M. RIST, op. cit., pp. 201-02.

(3) cf. MARCO FANNO : *Die reine Theorie des Geldmarktes*, p. 7, dans HAYEK : *Beiträge zur Geldtheorie*, Vienne 1934.

cf. MARCO FANNO : *Le Banche e il Mercato Monetario*, 2^e partie, a Rome 1912.

Nous pouvons maintenant distinguer entre crédits « réels » et crédits « nominaux » que certains auteurs (1) ont désigné par crédits « additionnels », terme qui, cependant, ne rend pas exactement leur nature abstraite.

En ce qui concerne maintenant l'attribution de crédits, les conditions d'équilibre se maintiennent aussi longtemps qu'il s'agit de crédits « réels ». Ici nous pouvons rappeler tout ce que nous venons de dire à propos du rapport épargnes-investissements au point de vue monétaire.

La question se complique cependant dans la mesure où il s'agit de crédits « nominaux ». Ici, nous nous trouvons en présence de moyens monétaires qui n'ont aucune contre-valeur dans le domaine des biens. Les revenus de la société économique se trouvent accrus sans qu'une rémunération résultant des conditions d'équilibre l'ait précédée. En face d'une offre dont les valeurs répondent encore, à cette phase du processus, à leurs conditions d'équilibre, se trouve une demande « pure » (2) créée « ex nihilo » (3). Un déséquilibre qui affectera le système des prix d'abord, et la structure de la production ensuite en résultera. C'est ce qui se produit lorsque le volume des crédits dépasse le volume des épargnes réelles. Il en résulte que le total nominal des moyens destinés à des investissements est plus grand que le volume des épargnes réelles existant à un moment donné. D'où également déséquilibre. Aussi longtemps que les crédits sont destinés à des investissements, il ne pourra pas être question d'une contraction des cadres économiques. En règle générale, s'il n'y a pas d'élargissement, nous assistons à un changement de la structure économique.

La question est cependant différente lorsqu'il s'agit d'épargnes et de crédits destinés à la consommation pure et simple. Dans ce cas, la substance économique diminuera par une contraction des cadres économiques. La partie des épargnes désignée par (Er) sera alors consommée aussi. En parlant ici d'investissements, nous visons cependant d'une part le cas de la reproduction, et celui de l'accumulation de l'autre. Si la richesse économique n'augmente pas, elle reste alors, au moins sur son ancien niveau.

Le problème des crédits dits « nominaux » dont nous venons de parler, soulève certains autres problèmes en rapport avec l'équi-

(1) cf. L. V. MISES : *Geldwerstabilisierung und Konjunkturpolitik*, 1929.

(2) HANS NEISSER : *Der Tauschwert des Geldes*, Jena 1928.

(3) J. SCHUMPETER : op. cit.

libre économique. A cet égard, il convient de distinguer plusieurs cas.

1) Considérons tout d'abord l'hypothèse déjà envisagée d'une simple extension de crédits dans les conditions que nous venons de voir. S'il est vrai qu'au point de vue théorique, ces crédits ne sont pas des épargnes, il n'en reste pas moins vrai que dans la réalité économique cette différence ne joue aucun rôle. Qu'il s'agisse d'épargnes monétaires dans le sens théorique précis ou de crédits créés « ex nihilo », ils se confondent nécessairement au point de vue pratique, par le fait que tous deux donnent à celui qui les obtient la faculté de disposer des épargnes réelles et des biens qui lui sont nécessaires. Un déséquilibre dans le rapport épargne-investissement en résultera, affectant l'activité économique toute entière.

2) A ce phénomène, un autre s'ajoutera. Il se peut en effet que la valeur des épargnes réelles, donc les prix des biens, varie à certains moments dans une plus forte mesure que les épargnes monétaires et le volume des crédits. Dès lors, un déséquilibre dans des sens divers peut se produire entre ces facteurs différents. Les conditions d'équilibre rapportées aux épargnes supposaient une stabilité dans le mouvement des prix. Ici cependant, nous envisageons le cas d'un changement des prix. Un déséquilibre se produira ici entre la valeur des épargnes réelles, donc des biens réels disponibles, et celle des épargnes monétaires d'un côté, et le volume des crédits de l'autre. L'équilibre peut ainsi être dérangé dans des sens multiples suivant qu'un des éléments en présence varie, les autres restant constants, ou que plusieurs éléments varient, mais à des rythmes différents.

Il sera utile d'examiner à cet endroit les hypothèses qui relèvent des problèmes ainsi soulevés. Elles se confondent, quant à leur essence et leurs résultats avec ce que nous avons mis en relief à propos de l'étude du rapport des facteurs perturbateurs de l'équilibre monétaire. Insistons cependant encore sur le fait qu'ici également, l'influence de la nature abstraite de la monnaie joue un rôle important, qui du reste est visible immédiatement. Lorsqu'on parle en effet d'épargnes et de crédits, on sous-entend le marché monétaire (1) et toute l'organisation qu'il comporte, et notamment la bourse des valeurs mobilières (2). A cet égard, on connaît l'influence des facteurs psychologiques (3) sur l'évolution des prix et des valeurs mobilières qui représentent dans une large mesure les épargnes.

(1) Dans le sens le plus large du mot.

(2) cf. FRITZ MACHLUP : *Börsenkredit, Industriekredit und Kapitalbildung*, Vienne 1931.

(3) PIGOU : *Industrial Fluctuations*, 1929.

Le rôle du crédit et son influence sur l'étendue des investissements nous apparaît ainsi nettement. Si les épargnes telles que nous les avons conçues à propos de l'équilibre naturel limitent le volume des investissements, le phénomène du crédit y apporte un élément d'élasticité. En ce qui concerne les épargnes réelles, elles donnent au volume des investissements un cadre bien déterminé et cela dans l'hypothèse de la reproduction pure comme dans celle de l'accumulation. D'une façon générale, on peut conclure que le crédit, par sa nature et par son organisation, dépasse les limites données par les conditions de l'équilibre monétaire.

L'élasticité que le crédit apporte ainsi à toute la structure de la production dans ses manifestations multiples devient un facteur perturbateur dont la théorie de l'équilibre doit tenir compte. Cette dernière avait jusqu'à présent une portée restreinte que l'introduction des facteurs crédit et monnaie élargit. D'autre part, ces facteurs *détruisent l'automaticité* avec laquelle, dans cette théorie, l'équilibre s'établissait. Le problème du crédit ou, en d'autres termes, de l'attribution de moyens monétaires à des fins productives fait ainsi entrevoir son rôle dans le processus de l'accumulation auquel nous avons déjà fait allusion à plusieurs reprises.

Mais avant d'arriver à cet aspect du problème, il convient de faire quelques remarques préliminaires.

Parler de l'emploi d'épargnes à des fins d'investissements, dans le cadre de la théorie de l'équilibre, avait sa justification aussi longtemps que nos hypothèses relevaient de l'économie naturelle. Au sein d'un groupe économique vivant sous ce régime, l'investissement des biens accumulés ou de l'excédent de la production dépendaient uniquement d'une décision pure et simple de l'organe directeur de l'unité économique donné. Dans l'économie monétaire, il en est de même aussi longtemps que l'entrepreneur dispose de moyens propres, donc dans le cas de l'autofinancement. Mais ce cas constitue une exception au sein de l'économie capitaliste moderne. L'attribution de moyens monétaires à des investissements y dépend de plusieurs facteurs. Il faut tout d'abord que l'institut de crédit accorde ses moyens, qu'il reçoive une rémunération de celui qui les obtient ensuite. Cette rémunération payée par l'entrepreneur est *l'intérêt*. Dès lors, la condition essentielle pour que des crédits puissent être accordés, est la possibilité de réaliser *un excédent* par le processus d'investissement envisagé. Cette condition étant remplie, l'entreprise sera à même de rémunérer le capital emprunté sous forme d'intérêts. D'une façon générale, ce sont là les conditions minima nécessaires à l'octroi d'épargnes et de crédits à des fins productives.

L'attribution de ces moyens est dès lors conditionnée par la réalisation et le paiement d'un intérêt. La mesure dans laquelle celui-ci peut être réalisé par le processus d'investissement est donc décisive pour l'évolution économique en général. L'équilibre entre les épargnes et les investissements, tel qu'il résulte de la théorie de l'équilibre économique (1), est donc lié au point de vue monétaire à ce troisième facteur, l'intérêt.

Dès lors, l'octroi d'épargnes et de crédits à la production n'obéit pas à un mécanisme automatique tel que nous l'avons sommairement admis jusqu'ici. Les rouages de l'économie monétaire fonctionnent en effet d'après un mécanisme plus fin que celui de l'économie naturelle. Si cette dernière notion était indispensable à une étude des cadres généraux de l'économie, elle ne conduisait cependant qu'à des résultats sommaires. L'économie monétaire est plus complexe, et dès lors, des conclusions plus nuancées s'imposent.

Avant d'analyser le rôle du crédit et de la monnaie dans ses rapports avec les investissements et les conséquences qui en résultent, il convient donc d'ajouter quelques observations supplémentaires sur le phénomène de l'intérêt que nous aborderons dès à présent.

§ 2. — L'intérêt dans l'équilibre naturel.

La condition nécessaire à l'octroi de crédits monétaires est, comme nous venons de le montrer, le paiement d'une rémunération appelée « intérêt ». Cela implique ipso facto la réalisation d'un excédent sur les capitaux investis après le processus de production envisagé. Dans le cas inverse, il n'y a aucune raison à l'octroi des moyens en question.

C'est la raison pour laquelle la question de l'intérêt ne peut pas se poser dans l'hypothèse d'une simple reproduction telle que nous l'avons analysée, puisque dans ces conditions, il ne s'agit que de maintenir le processus de production et le volume des biens au même niveau qu'auparavant. C'est l'hypothèse de l'équilibre naturel tel que nous l'avons conçu au sein de l'économie naturelle et statique.

Le problème de l'intérêt ne pouvait pas, dès lors, se poser au sein de la théorie de l'équilibre ainsi conçue. En effet, du moment qu'il y a intérêt, il y a *ipso facto* un excédent dans le

(1) cf. à ce sujet l'interdépendance des différents marchés esquissée par L. WALRAS, dans G. PIROU : *Les Théories de l'Equilibre économique*, Paris 1938.

produit social ou, en d'autres termes, une plus-value. La plus-value cependant est compatible avec un équilibre économique aussi longtemps qu'il s'agit de l'économie naturelle. Mais dès que nous nous trouvons en présence de l'économie monétaire, il n'en est plus de même, pour des raisons que nous avons développées à propos des effets de la monnaie sur l'équilibre naturel. Les cadres de l'économie se dissolvent pour faire place à un état et à un équilibre nouveaux. A ce point de vue, l'intérêt devient l'expression d'un accroissement du volume de la production et par là un phénomène dynamique.

Au sein de la théorie économique de l'équilibre, il n'y a dès lors pas de place pour le phénomène de l'intérêt dans la mesure où il s'agit d'un équilibre statique. Avec sa vue claire et pénétrante, M. SCHUMPETER fut ainsi amené à exclure le phénomène de l'intérêt, de son analyse de l'économie en équilibre et statique parce que ce problème ne s'y pose pas (1) (2).

Ceci dit, nous n'adoptons pas pour cela la conception de M. SCHUMPETER concernant l'essence de l'intérêt. Il est vrai que ce dernier en tant que relevant de la plus-value, dans le sens le plus large du terme, est un élément de l'évolution économique. Mais chez cet auteur, cette dernière est basée sur la personnalité de l'entrepreneur et son esprit d'initiative. Le phénomène de l'intérêt devient chez lui un élément de rente, dans le sens moderne du terme.

Cela est cependant une conception à laquelle nous ne pouvons pas nous rallier. Si elle était juste, le phénomène de l'intérêt ne relèverait pas, à proprement parler, d'une origine économique; il serait basé sur le facteur extra-économique de l'esprit d'innovation de l'entrepreneur. *Pour qu'il y ait intérêt, il faut qu'une différence positive s'établisse entre la valeur des biens produits et celle des biens investis.* Mais une telle différence n'est possible que dans une économie progressive et dynamique par essence.

Celle-ci peut présenter un équilibre tel que nous l'avons représenté par l'équation II de l'équilibre naturel. Mais cela n'est vrai que dans des conditions théoriques bien précises. Dans l'économie monétaire capitaliste, dynamique par essence, il ne peut jamais en être ainsi.

Ceci dit, la question de l'intérêt au point de vue de ses *limites quantitatives* se pose. Nous venons de constater que la condition indispensable de l'intérêt est l'existence d'un excédent de biens après un processus de production déterminé. Cette idée,

(1) J. SCHUMPETER : *Théorie de l'évolution économique*, 1934.

(2) J. SCHUMPETER : *Wesen und Hauptinhalt der theoretischen Nationalökonomie*, Vienne 1911.

nous l'avons exprimée en d'autres termes, à savoir qu'il doit y avoir une différence entre la valeur des biens investis et celle du produit social obtenu. C'est donc pour employer la terminologie déjà adoptée, de l'existence d'une plus-value (M') qu'il s'agit. Après défalcation de la rente (R), de la masse (M) définie plus haut, il reste une masse ($M - R$). Celle-ci se divise en une partie (B), le bénéfice, et une autre ($M - R - B$) qui est le fonds de reconstitution. Dans l'hypothèse d'un élargissement des cadres économiques, le fonds d'accumulation (I) s'ajoute au bénéfice. Nous avons désigné l'ensemble de ces deux éléments par le terme « profit » (P).

Ces rappels nous permettront de mieux comprendre le problème qui nous occupe. En faisant abstraction de la rente et en admettant tous les éléments producteurs comme constants, l'intérêt doit faire partie de la masse du profit. D'une façon plus précise, il doit se classer entre le fonds de reproduction et celui de l'accumulation. Plus la part de profits que l'entrepreneur se réservera sera grande, plus les épargnes et la masse des biens à accumuler seront petites, et inversement. Dès lors, nous pouvons fixer comme limites extrêmes de l'intérêt le total des bénéfices d'un côté et le total des épargnes désignées par (Ea) de l'autre, ou, en termes plus précis, leurs unités marginales respectives. Si l'entrepreneur faisant appel au crédit ne vise qu'à la reproduction et au maintien à l'état stationnaire de l'étendue de son volume d'affaires, ce sera au détriment du fonds d'accumulation que l'intérêt sera réalisé. Dans l'hypothèse contraire, le cas inverse aura lieu. C'est ce qui arrive, du reste, assez souvent comme conséquence d'une liaison trop étroite entre les banques et l'industrie (2) (3). Les banques ayant de grandes participations dans certaines industries, l'excédent de la production, que ce soit le profit dans son ensemble, ou les bénéfices seulement, est attribué aux instituts de crédit (4).

Les limites quantitatives de l'intérêt sont ainsi déterminées au point de vue général. A vrai dire, par le fait que nous avons supposé que toutes les autres conditions restaient égales, le problème présente dans la réalité une précision moindre que dans notre analyse. Dans l'activité économique concrète, le problème de l'intérêt fait partie du problème général du prix de revient et dès lors, une compression des salaires ou des prix des matières premières

(1) KARL MARX : *Das Kapital*, vol. I.

(2) R. HILFERDING : *Das Finanzkapital*, Vienne 1923.

(3) L. DE BROUCKÈRE : *Régime du travail industriel*, cours fait à l'Université de Bruxelles, 1935-36 (inédit).

(4) OTTO JEIDELS : *Die Beziehungen der Berliner Grossbanken zur Industrie*, (Thèse). — L'ouvrage le plus intéressant à ce point de vue est, à notre connaissance, celui de R. HILFERDING, cité antérieurement.

peut être nécessaire, par exemple, pour que l'intérêt puisse se réaliser.

Ricardo l'a bien vu en disant que l'intérêt constitue un résidu de tous les éléments qui sont contenus dans le prix. Si au point de vue social général, l'intérêt peut, dans une certaine mesure, être précisé d'une manière absolue, il n'en est plus de même dès qu'il s'agit d'un point de vue plus limité, d'une entreprise particulière. Ici le phénomène de l'intérêt comme élément du prix de revient ne peut être déterminé que relativement, quant à son aspect quantitatif. Sous ce rapport, il doit être considéré en fonction et comme résultat des conditions spécifiques du marché.

Mais qu'on conçoive le problème de l'intérêt au point de vue économico-social, comme une partie susceptible de précision de la plus-value, ou, au point de vue de l'entreprise individuelle, comme élément du prix de revient, son importance quant au processus de production n'en reste pas moins grande. A ce double point de vue, comme expression de l'évolution économique et comme facteur du prix de revient, il est en rapport avec la théorie économique de l'équilibre. D'autre part, par son influence sur le volume des épargnes et par là, sur le volume des crédits, le phénomène de l'intérêt est, de plus, intimement lié à la théorie de la monnaie.

En ce qui concerne maintenant le rapport du phénomène de l'intérêt avec l'équilibre naturel, il faut se demander quelle est la place qu'il faudrait lui attribuer.

Nous avons vu qu'au point de vue purement statique, la notion de l'intérêt ne trouve pas de place dans le système d'équilibre. L'intérêt, par son essence même, lui est étranger. La question se pose cependant autrement du moment qu'on se place sur le terrain dynamique. Ici l'intérêt devient expression du processus d'accumulation.

Avant de donner à cet aspect du problème plus de précision, revenons à notre point de départ.

Sous son aspect monétaire, le problème de l'intérêt s'est posé, au cours de notre analyse, à propos de la question de l'attribution de moyens d'épargnes à des investissements ou de crédits. A cet égard, nous avons mis en relief que l'octroi de ces moyens d'épargnes, dans l'économie monétaire ne pouvait se faire que moyennant le paiement d'un intérêt qui suppose la réalisation d'un excédent de biens ou de valeurs par le processus d'investissement envisagé. L'intérêt se révéla ainsi comme quote-part de cet excédent, en d'autres mots, comme la plus-value.

L'opposition des notions de l'investissement et de la plus-value d'un côté à celle de l'intérêt de l'autre côté, permettait une détermination quantitative de l'intérêt au point de vue *absolu*. Les

résultats auxquels nous avons pu arriver de cette manière ne nous permettaient cependant que des conclusions d'ordre général.

En effet, en pratique, c'est moins la grandeur de l'intérêt au point de vue absolu ou général qui importe, que sa détermination quantitative au point de vue *relatif*. Cela revient à dire qu'en se plaçant sur le terrain immédiat du mécanisme économique, l'importance de l'intérêt ne peut être mise en relief que par rapport à ses éléments constitutifs. En effet, nous avons conçu l'intérêt comme faisant partie de la plus-value d'un côté et du prix de revient de l'autre. Ce sont là deux aspects différents du même problème quantitatif. Il est vrai que pour obtenir les crédits nécessaires à des investissements, il faut être à même de rémunérer un institut de crédit; ajoutons cependant, que la grandeur de cette rémunération joue un rôle important. Si la réalisation d'un intérêt est une condition *nécessaire* à l'obtention de moyens d'épargne sous forme de crédits, elle seule n'est cependant pas suffisante. Il faut qu'en dehors de cela, l'entrepreneur soit suffisamment rémunéré ou que la masse de plus-value restante soit suffisamment grande. Dès lors, le niveau du taux d'intérêt au point de vue relatif a une influence considérable sur l'octroi de crédits, tant du côté de l'offre que du côté de leur demande. Si en effet, l'expérience ne permet pas d'espérer d'un investissement quelconque des profits en rapport avec l'intérêt à payer, les entrepreneurs ne seront pas disposés à demander les crédits qui leur seront offerts dans des conditions défavorables. Il en sera autrement dans le cas contraire.

Dans la question de l'intérêt, sa grandeur relative dans le sens ainsi défini est donc importante. Cet aspect relatif nous permet de comprendre de plus près le rôle de l'intérêt dans le phénomène de l'accumulation en général, et dans le rapport épargnes-investissements en particulier. Dès lors, nous pouvons dire qu'on pourra difficilement parler d'un niveau du taux de l'intérêt qui soit élevé ou bas en lui-même; ce niveau ne pourra être précisé au point de vue quantitatif que par rapport à l'excédent de production qu'on a réalisé ou qu'on espère réaliser par l'acquisition de crédits. A cet égard, il est indifférent de considérer l'intérêt comme élément de la plus-value ou comme facteur du prix de revient. A ce dernier point de vue, il a seulement une portée plus immédiate.

Le rapport épargnes-crédits-investissements se place ainsi dans le cadre du problème de la grandeur relative du taux d'intérêt. De l'analyse de ce dernier problème, il doit résulter que si nous voulons expliquer le mécanisme du maintien de l'équilibre entre les épargnes et les investissements d'un côté et le volume des cré-

aits de l'autre, le problème de l'intérêt au point de vue relatif est décisif.

A cet égard, il convient que nous examinions une conception très répandue à propos du problème en question, conception présentée par l'économiste suédois KNUT WICKSELL, dans son ouvrage déjà cité « *Geldzins und Güterpreise* », paru en 1889 (1).

WICKSELL attache également une importance considérable à l'aspect relatif du taux de l'intérêt et il oppose un *taux d'intérêt naturel* à un *taux d'intérêt monétaire*. C'est le rapport de ces deux taux et la différence existant entre eux qui sont décisifs pour l'attribution et la demande de crédits dans le sens donné plus haut.

Le taux que WICKSELL appelle le taux d'intérêt monétaire (*Geldzins* ou *money rate of interest*) s'établit sur le marché monétaire d'après la loi de l'offre et de la demande de monnaie. C'est, en d'autres termes, le taux d'intérêt effectif du marché. En ce qui concerne cependant la notion du taux d'intérêt naturel, la pensée wicksellienne est assez vague, imprécise et flottante. En effet, WICKSELL donne plusieurs définitions de ce terme, dont nous aurons à faire la critique (2).

Le rôle de l'intérêt dans le rapport épargnes-investissements et ses liens avec la théorie de l'équilibre qui en résultent donnent à la notion de l'intérêt une importance accrue, et démontre l'utilité théorique d'une analyse plus détaillée de la théorie de l'intérêt de WICKSELL.

La première définition que WICKSELL donne de la notion du taux d'intérêt naturel (3) est la suivante :

I. — « Il y a un certain taux d'intérêt sur prêts qui est « neutre (4) par rapport aux prix des marchandises et ne tend ni à « les hausser, ni à les baisser. C'est nécessairement le même taux « d'intérêt que celui qui serait déterminé par l'offre et la demande « si l'on ne faisait pas usage de monnaie et que tous les emprunts « s'effectuaient sous la forme de biens de capitaux réels. Il revient « au même de l'appeler la valeur courante du *taux d'intérêt naturel* « sur le capital. » (4) (5).

(1) Nous nous sommes servis de la traduction anglaise de l'ouvrage de WICKSELL, éditée par l'économiste suédois M. BERTIL OHLIN, sous le titre : *Prices and Interest*, Londres 1936.

(2) Il est vrai qu'une telle entreprise nous éloigne, dans un certain sens, du sujet proprement dit du présent travail ; mais l'analyse de la pensée de WICKSELL est d'une importance de tout premier ordre, vu qu'elle forme une partie intégrante du patrimoine intellectuel de nombreux économistes contemporains qui l'acceptent parfois sans réserve ni critique.

(3) cf. KNUT WICKSELL : *Prices and Interest*, Londres 1936, p. 102.

(4) Souligné par nous-mêmes.

(5) Dans l'édition anglaise, p. 102, WICKSELL dit : « There is a certain rate of interest on loans which is neutral in respect to commodity

A cette définition, une autre s'ajoute :

II. — « Le taux d'intérêt naturel est celui où la demande de « capitaux à prêter et l'offre de moyens d'épargne se couvrent. » (1)

Ce sont là les définitions essentielles que donne WICKSELL de sa notion; nous les avons choisies parmi d'autres parce que plus utiles au point de vue analytique. La pensée de l'auteur est cependant très flottante à cet égard, (2) et il parle d'un taux *normal* à côté d'un taux naturel.

Si la notion du taux d'intérêt naturel est imprécise quant à sa détermination générale, il en est de même en ce qui concerne sa détermination quantitative en tant que catégorie de revenu. Mais avant d'analyser ce dernier point, examinons de plus près les définitions que nous venons de passer en revue.

La première définition du taux d'intérêt naturel est basée sur des données de l'économie naturelle d'où la monnaie est exclue. WICKSELL suppose donc un état où les biens nécessaires à la production sont prêtés par ceux qui les possèdent contre une rémunération; celle-ci est l'intérêt naturel.

De plus, le taux d'intérêt n'ayant aucune influence sur les prix est neutre par rapport à leur niveau. Cet état correspond à l'état d'équilibre naturel tel que nous l'avons analysé dans ce travail. Le taux d'intérêt naturel serait le taux qui lui correspond. Il nous paraît cependant difficile de parler d'un taux d'intérêt naturel. Tout d'abord, dans les conditions d'équilibre statique, il n'y a pas de place pour l'intérêt. Son existence n'est possible que dans des conditions théoriques bien déterminées dans l'hypothèse d'une économie ou d'un équilibre dynamique. C'est dans ces conditions seulement qu'il est permis d'établir un rapport entre la notion de l'intérêt et la théorie de l'équilibre. Un rapport général entre ces deux notions est incompatible avec la structure réelle de l'économie. (C'est un point important sur lequel nous aurons à revenir ultérieurement). Le terme « naturel » adopté par analogie

« prices, and tends neither to raise nor to lower them. This is necessary « the same as the rate of interest which would be determined by supply « and demand if no use were made of money and all lending were « effected in the form of real capital goods. It comes to much the same « thing to describe it as the current value of the natural rate of interest « on capital. »

(1) KNUT WICKSELL : « *Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzips* », vol. 2: Geld und Kredit, Jena 1922, p. 220.

(2) Il y a encore une autre définition qui se trouve dans l'article de WICKSELL « *Der Bankzins als Regulator der Warenpreise* », dans CONRAD'S JAHRBUCHER, 1897 (vol. 68, p. 233). Elle se confond dans une certaine mesure avec la première définition et nous y renvoyons seulement sans entrer dans les détails.

aux classiques qui parlent d'un prix naturel et d'un prix du marché n'est pas justifié ici. En effet, la notion du prix « naturel » correspond à une donnée relevant de l'économie « naturelle » et peut se préciser au point de vue quantitatif par la loi de la valeur travail ou du coût de production. Aux termes de cette conception en effet, le prix est égal à la valeur-travail si l'offre est égale à la demande. Pour l'intérêt, il n'en est guère ainsi. Ce n'est que sous son aspect général qu'il peut être déterminé quantitativement. Sous son aspect relatif, il est fonction de conditions bien déterminées du marché et n'obéit à aucune autre loi que celle de l'offre et de la demande. Le taux de l'intérêt n'a pas de limites « naturelles » telles qu'elles existent par exemple, pour les prix et les salaires (1) (2).

La notion du taux d'intérêt naturel est, dès lors, dénuée de fondements théoriques solides.

Sous réserve de ce que nous venons de dire de la notion du taux d'intérêt naturel même, il nous semble que la deuxième définition donnée par WICKSELL a des bases théoriques plus substantielles et apporte des précisions et un élargissement essentiel. Implicitement, le cadre général de cette définition correspond bien à ce que nous avons appelé l'équilibre naturel et à nos hypothèses concernant le rapport épargnes-investissements. Si l'existence d'un intérêt est liée aux conditions que nous venons de rappeler à propos de la première définition, la seconde se rapproche cependant beaucoup plus des phénomènes concrets par le fait qu'elle oppose des capitaux à des épargnes; par là, elle a un caractère beaucoup plus évolué que la première qu'elle complète.

Dès lors, en parlant de son taux d'intérêt naturel, WICKSELL paraît avoir envisagé un taux d'intérêt correspondant à un équi-

(1) cf. KARL MARX : *Das Kapital*, vol. III, 1, p. 341, Hambourg 1904.

(2) Bien que dans toute la littérature économique moderne la notion du taux de l'intérêt naturel soit attribuée à KNUT WICKSELL, nous trouvons déjà ce terme dans MARX, op. cit., vol. III. Cette notion remonte, cependant, plus loin, puisqu'il en fait une critique. En effet, dans son analyse de l'intérêt (op. cit., p. 337) il se réfère à un auteur nommé J. MASSIE qui a publié « *An essay on the governing causes of the natural rate of interest* » wherein the sentiments of Sir W. Petty and Mr. Locke on that head, are considered ». (Londres, 1750.) Puisqu'à la page 51 de cet écrit, l'auteur dit que « the natural rate of interest is governed by the profits of trade to particulars », sa conception du taux naturel n'est pas la même que la conception wicksellienne. Il n'en reste cependant pas moins vrai que la notion est antérieure à WICKSELL et que MARX l'a soumise à une critique qui peut s'appliquer aussi à celle de WICKSELL. De plus, MARX distingue (op. cit., III, 1, p. 347) entre le taux d'intérêt moyen et le taux du marché soumis à des variations continuelles. Il rejette, à cet égard, la conception d'un taux naturel de l'intérêt, en critiquant MASSIE qui prétend que le taux d'intérêt est déterminé « by the opinions of borrowers and lenders in general » (op. cit., p. 49).

libre dynamique n'excluant pas la possibilité d'un élargissement de la production. C'est donc l'état que nous avons défini par notre équation (II) de l'équilibre naturel. A cet égard, il convient d'opposer à la notion du taux naturel la conception du *taux normal* (1) développée déjà par WICKSELL qui vise le taux auquel la demande de capitaux nouveaux est exactement couverte par des épargnes simultanées. Dans ce sens, l'opposition des deux concepts du taux d'intérêt a des bases théoriques réelles et possède une utilité analytique essentielle.

La notion du taux d'intérêt naturel étant ainsi déterminée en général, il convient de la préciser du point de vue quantitatif en tant que catégorie de revenus.

A cet égard, la conception de WICKSELL est également très imprécise. Il est en effet difficile de voir sur quoi il base la *notion de l'intérêt comme telle*.

En se basant sur la première définition de WICKSELL, on pourrait admettre que l'intérêt est dû à la concurrence entre les différents entrepreneurs demandant des épargnes et en général des moyens de production à ceux qui les possèdent.

Mais en pénétrant davantage dans la pensée de WICKSELL, on arrive à voir plus clair et à préciser de plus près l'idée du taux d'intérêt naturel. L'auteur dit en effet (2) que le taux naturel n'est ni fixé, ni invariable quant à sa grandeur (3). Ce qui détermine cette grandeur serait en effet l'efficience de la production; cette productivité, il la calcule sur le capital dans son ensemble (4). Cette impression est encore renforcée par quelques phrases par lesquelles il veut préciser sa conception du taux naturel. Nous reproduisons les termes originaux (5): « At any moment and in
« every economic situation there is a certain level of the average
« rate of interest which is such that the general level of prices
« has no tendency to move either upwards or downwards. This
« we call the *normal* (6) rate of interest. Its *magnitude* (6) is *deter-*
« *mined* (6) by the current *level of the natural capital rate* (6), and
« *risés and falls with it.* »

(1) cf. BERTIL OHLIN : Introduction à l'édition anglaise du livre de WICKSELL « *Interest and Prices* », p. XIII.

(2) WICKSELL : *Interest and prices*, p. 102, suite p. 121.

(3) « The natural rate is not fixed or unalterable in magnitude », *ibidem*, p. 102.

(4) «it (le taux d'intérêt naturel) depends on the efficiency of production, on the available amount of fixed and liquid capital and the supply of labour and land, in short on all the 1000 and one things which determine the current economic position of a community and with them it constantly fluctuates ». *Ibidem*, p. 102.

(5) *Ibidem*, p. 120.

(6) Souligné par nous-même.

La signification du taux naturel est ainsi parfaitement nette. Il relève de ce que nous avons déjà appelé la plus-value ou l'excédent réalisé par l'investissement de capitaux. Selon les textes cités, l'intérêt est donc bien une partie de la plus-value puisqu'il dépend de ce qu'il appelle « capital rate ». Mais ici aussi la conception de WICKSELL est imprécise. En effet, à propos des variations relatives de l'intérêt et des conséquences qui en résultent, WICKSELL envisage l'hypothèse où l'intérêt du marché est plus élevé que l'intérêt naturel. Il dit que des pertes en résulteront pour l'entrepreneur, pertes qui seront couvertes par une réduction des salaires ou de leurs propres réserves (1). Puisque d'après son exposé, l'élargissement des cadres économiques et la réalisation d'un excédent dans la production se font moyennant ce qu'il appelle les « *surplus profits* » (la même idée se retrouve chez M. KEYNES, cf. plus haut p. 103), résultant d'une hausse des prix en premier lieu ou d'une diminution quantitative de certains éléments du prix de revient (salaires, p. ex.) (2), on pourrait conclure que le taux d'intérêt naturel chez WICKSELL se confond avec ce que nous pourrions appeler le taux du profit. Nous osons même dire qu'aux termes de l'exposé (2) auquel nous venons de faire allusion, il en est ainsi, dans la mesure où WICKSELL se sert du rapport entre le taux naturel et le taux effectif pour en tirer des conclusions concernant les effets de son couple d'idées sur le mécanisme et l'évolution économique en général. Il dit en effet lui-même (3) que lorsque le taux du marché dépasse le taux naturel, les entrepreneurs subissent des pertes sur leur capital. Il nous semble qu'aucun malentendu n'est plus possible à cet égard. Dans l'analyse économique immédiate, nous devons donc rejeter, pour notre part, le couple d'idées wicksellien, sans le rejeter pour cela en général.

Nous continuons donc à considérer l'intérêt comme une partie de la plus-value (capital rate) comme WICKSELL le fait du reste lui-même, aux endroits que nous avons montrés.

En quoi consiste maintenant l'utilité de la pensée wicksellienne ?

Tout d'abord dans le fait que par l'intermédiaire de sa conception de l'intérêt, elle établit un lien entre la théorie de l'équilibre et les théories de la monnaie et du crédit. Le taux normal de l'intérêt, terme que nous voulons adopter dans les limites tracées par notre équation (II), correspond à l'état d'équilibre tel que nous

(1) Ibidem p. 149.

(2) cf. ibidem, le chapitre intitulé : The rate of interest as regulator of commodity prices, pp. 141 et suiv.

(3) Ibidem, p. 149.

l'avons pu résumer dans le rapport biens-prix-monnaie d'un côté, et épargnes réelles-épargnes nominales-crédits de l'autre. En démontrant que théoriquement l'économie naturelle se trouve à la base de l'économie monétaire, il a rendu service à la théorie économique en stimulant les recherches dans ce domaine.

En construisant ensuite l'idée d'un taux normal *neutre* (1) par rapport aux prix, c'est-à-dire n'exerçant aucune influence sur le niveau des prix, ni dans le sens de la hausse, ni dans celui de la baisse, WICKSELL a établi un lien entre la théorie de l'équilibre et la théorie des prix et, par l'intermédiaire de la théorie de l'intérêt, entre ces deux théories et la théorie de la monnaie. Mais à ce propos, il a mis en relief l'influence que l'intérêt, en agissant sur l'équilibre économique dans ses aspects divers, peut exercer sur les prix.

La théorie quantitative de la monnaie, dans toutes ses formes, veut démontrer une action mécanique de la monnaie sur les prix. En faisant appel au facteur de l'intérêt, WICKSELL a pu donner une explication plus nuancée du mécanisme du facteur monétaire dans le processus économique. En posant le problème à sa manière, WICKSELL a pu démontrer l'enchevêtrement et l'interdépendance de tous les facteurs économiques. Par ses liens étroits avec la théorie de l'équilibre et des prix d'un côté, et la théorie de la monnaie — y compris la théorie du crédit — de l'autre, la théorie de l'intérêt devient l'intermédiaire indispensable entre les deux grandes théories qui constituent la théorie économique générale.

Dès lors, les bases permettant d'étudier les phénomènes en question du point de vue dynamique sont jetées. Le point de départ étant la théorie de l'équilibre, on arrive, en la mettant en rapport avec la théorie de la monnaie, à former le cadre général d'une théorie de l'évolution de l'économie conçue dans son ensemble.

§ 3. — La monnaie, l'intérêt et les investissements.

Pour continuer ces réflexions, nous devons partir de l'idée de l'équilibre économique compris comme équilibre entre les épargnes réelles, les épargnes monétaires et le volume monétaire. Le rapport épargnes — investissements dans cette phase de l'analyse est relativement simple. Si en effet le triple rapport dont nous venons de parler reste constant, l'équilibre se maintient et le système des prix ne change pas. Tout le système économique pourrait rester ainsi stationnaire sans qu'un déséquilibre se produise.

(1) Ce terme a été repris plus tard par M. HAYEK *Geldtheorie und Konjunkturtheorie*, 1929.

Il n'en est cependant pas ainsi dans la réalité, et l'évolution du régime économique qui est la base concrète de nos analyses est, comme nous le savons, caractérisée par des fluctuations constantes et ce qu'on a appelé les *alternances* (2) économiques.

Si nous supposons maintenant qu'à un moment donné, la productivité du travail d'une collectivité économique est accrue par des progrès techniques, toutes les autres conditions restant égales, les entrepreneurs réaliseront des profits supplémentaires (surplus profits). A mesure que cet état persiste, ils seront amenés à élargir leur outillage et leurs affaires en général.

Tant que l'accroissement de ces profits sera proportionnel à l'accroissement de l'outillage et moyennant les épargnes qui résultent de l'extension de la production, l'équilibre sera maintenu.

Mais supposons maintenant ce qui arrive en réalité, que par suite de demandes dépassant la puissance financière des entreprises, ces dernières soient obligées de faire appel au crédit. C'est à ce moment que le phénomène de l'intérêt acquiert son importance. L'augmentation de la productivité du travail, à un certain moment, implique — toutes les autres conditions restant égales — un rapport plus favorable entre le taux du marché et le taux normal d'un côté, et les profits de l'autre. En effet, dans les conditions d'équilibre ou plutôt de la reproduction simple, la plus-value étant épargnée, le taux du marché est égal au taux de l'intérêt normal et se confond avec lui.

La situation ainsi créée mettra les entrepreneurs en mesure de faire plus largement appel au crédit, étant donné que la marge entre le profit, dans le sens défini, et l'intérêt à payer, est assez intéressant pour faire appel à des capitaux empruntés. Au sein de ces données, rien n'indique encore que l'équilibre soit dérangé. Ce processus peut s'effectuer tout en maintenant les éléments de l'équilibre à un niveau constant, à condition que, dans son ensemble, le total des investissements soit égal au total des épargnes.

Cependant, si les données stimulatrices de l'expansion économique subsistent, cet équilibre ne pourra pas être maintenu. Les demandes de crédits s'accroîtront et à un moment donné, les crédits monétaires dépasseront les épargnes réelles, et les crédits accordés seront plus grands que la masse des biens réels qui les couvrent. Il en résultera immédiatement que le taux du marché baissera par rapport à l'intérêt normal. Une demande de crédits plus grande encore, de la part des entreprises travaillant avec une marge de profits moindre, en sera la conséquence.

(2) cf. A. SPIETHOFF : *Krisen*, dans le *Hdw. d. Stw.*, dernière édition, pp. 10 et ss.

Mais là ne s'arrêtent pas les conséquences de l'accroissement du volume des crédits et de monnaie mis en circulation. Par son action sur les prix, cet accroissement agira immédiatement sur l'équilibre naturel. Toute une catégorie de marchandises sera demandée davantage et cette demande accrue va engendrer une hausse des prix des biens en question. Les rapports relatifs des prix se modifieront ainsi et à mesure que l'expansion se poursuit, tout le *système relatif des prix* va subir un changement et une transformation plus ou moins complète. Dès lors, par la nature même des choses et grâce à l'influence des changements intervenus dans le système relatif des prix, une variation dans le niveau général des prix en résultera. Les répercussions sur le niveau général des prix seront d'autant plus grandes que le nombre des marchandises affectées par l'accroissement de la demande sera plus ou moins élevé, et que leur importance qualitative sera plus ou moins grande.

Quels seront maintenant les biens atteints en premier lieu par la demande supplémentaire qui se manifeste sur le marché ? Telle est la question que nous devons nous poser pour pouvoir préciser les variations du niveau général des prix et leur étendue. Ceci, afin d'en tirer des conclusions quant à l'importance du dérangement de l'équilibre naturel dont le système des prix est un facteur essentiel.

Puisque les crédits accordés sont des crédits de production, ils affecteront tous les biens susceptibles d'être investis à des fins productives. Dès lors, les prix des matières premières et des salaires seront les premiers à être atteints ou, pour employer la terminologie de M. HAYEK (1), tous les biens non-spécifiques, en désignant par là tous les biens pouvant être utilisés dans différents buts productifs. Ceci constituera la première phase de la hausse des prix relatifs. Celle-ci cependant aura ses répercussions sur des catégories de marchandises ayant un usage exclusif et bien déterminé et appartenant à un stade plus élevé des investissements en cours.

En effet, le processus de production, tel qu'il se présente dans le régime économique moderne, est caractérisé, comme nous l'avons indiqué antérieurement, par une *production par détours* (2). Cela signifie qu'un intervalle de plus en plus étendu s'intercale entre le moment des investissements et la fin de la production. Plus l'économie a un caractère capitaliste, plus ces intervalles de temps et les détours de production nécessaires seront grands, processus dont un aspect particulier est l'importance croissante du capital fixe.

(1) F.-W. HAYEK : *Geldtheorie und Konjunkturtheorie*, 1929.

(2) E. V. BOHM-BAWERK : *Positive Theorie des Kapitals*, 1884.

Ainsi on pourra distinguer différents stades dans la production des biens, suivant que leur fabrication nécessite un détour plus ou moins grand, grandeur qui, en pratique, se mesure par la grandeur relative des capitaux nécessaires à des investissements déterminés (1).

Dès lors, la hausse des prix atteindra les catégories de biens échelonnées au point de vue chronologique suivant la structure technique de la production. Dans ses effets sur les prix, la hausse ne sera donc ni immédiate, ni proportionnelle. Tout en observant les nuances, nous pouvons prétendre que d'une façon générale la hausse affectera les *biens intermédiaires* dans la production, et cela successivement dans l'ordre structurel et chronologique déterminés par le caractère de la production même.

La hausse des prix et le sens de son orientation sont ainsi déterminés par les cadres techniques du processus de production qui influencent également son ampleur.

Au point de vue monétaire, la vague de la hausse des prix, tout en s'amplifiant, affectera des catégories de biens de plus en plus nombreuses (2).

Nous voyons ainsi le mécanisme suivant lequel l'équilibre est dérangé. L'appel accru au crédit affecte, en premier lieu, le taux de l'intérêt. Ensuite, il se répercute de proche en proche et à un *rythme* plus ou moins rapide sur le niveau des prix relatifs. De là, le niveau général des prix est atteint en tant qu'expression synthétique du niveau des prix relatifs. Etant donné que dans le processus ainsi déclenché, ce sont les biens intermédiaires qui sont le plus atteints, les variations du niveau général des prix doivent être particulièrement grandes à cause de l'importance de ces biens dans le processus économique. A mesure que la vague de la hausse des prix s'étend, son rythme devient de plus en plus régulier.

Le mécanisme ci-dessus met en relief, à une échelle limitée, l'absence de tout schéma général dans l'évolution économique (3) et le fait que les actions et réactions doivent être précisées quant à leur étendue réelle. En montrant comment les prix des diverses catégories de biens échelonnées dans la production varient successivement, et comment les variations des prix relatifs affectent leur

(1) Pour une étude plus détaillée de cette question en rapport avec la théorie économique moderne, se référer à RICHARD V. STRIGL : *Kapital und Produktion*, Vienne 1934.

(2) Pour une étude des effets sociaux de ce phénomène, cf. J.-M. KEYNES : *La réforme monétaire*, 1923. — L. V. MISES : *Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*, p. 178-200.

(3) Dans le sens de SCHUMPETER.

niveau général, on a élargi et nuancé les bases de la théorie quantitative de la monnaie. Aux termes de l'analyse précédente, il ne peut dès lors plus être question d'un rapport entre la monnaie et les prix tel que cette théorie, sous sa forme mécanique, le faisait valoir.

Ceci dit, nous pouvons constater que par les variations intervenues dans le système relatif des prix d'abord et dans son système général ensuite, une des bases essentielles de l'équilibre naturel est atteinte. Cela impliquera un dérangement important du système de l'équilibre naturel affectant son expression numérique immédiate. Mais là ne s'arrêtent pas les conséquences du processus déclenché par l'octroi de crédits dits « additionnels » (1) parce qu'ils dépassent les épargnes réelles de la collectivité économique en question. Les effets nécessaires ne manqueront pas de se produire dans le domaine des *biens* également.

En effet, on a supposé constante, au début du processus engendré par l'action du crédit et de la monnaie supplémentaire mises en circulation, la quantité des biens. Or, aussi longtemps que les crédits accordés étaient couverts par des biens réels épargnés — ceci dans l'hypothèse de la simple reproduction — aucun déséquilibre n'était concevable. Mais quand ces moyens monétaires sont en disproportion avec le volume de biens en présence, le problème change d'aspect.

Le volume des marchandises ne pouvant être accru que par un processus de production plus ou moins long et poursuivant des détours, l'accroissement du volume des moyens monétaires sous forme de crédits se fait à un rythme plus rapide que celui des biens. De là, la hausse des prix dont nous venons de mettre en relief les aspects essentiels. A ceux-ci s'ajoute encore un autre aspect qui n'est pas moins important.

En effet, les crédits sont attribués à des entrepreneurs qui les emploient à des fins productives. Par l'accroissement de leurs moyens monétaires, ils sont à même d'exercer une demande accrue sur le marché des biens. Dans la mesure où celle-ci s'exerce sur le marché des matières premières en général, elle n'affecte pas le niveau des prix des biens destinés à la consommation immédiate. Mais à mesure que l'emploi de la main d'œuvre augmente et qu'il en résulte une demande plus élevée de la part de cette dernière, l'accroissement de la demande affecte également le marché des biens de consommation. Par suite de la hausse des prix de ces biens, le revenu réel de la population et particulièrement celui de tous ceux qui touchent des revenus fixes diminuera. Un transfert de pouvoir d'achat de S et R à l'avantage des profits

(1) L. V. MISES : *Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik*, 1929.

s'opérera dans notre équation des revenus. En effet, sur le marché des biens de consommation également, l'accroissement de la production ne suit pas au même rythme l'élargissement de crédits; il en résulte un renforcement du pouvoir d'achat au détriment des catégories de revenus mentionnées et à l'avantage des revenus restants.

Cela nous ramène au problème des effets de *l'élargissement des crédits sur le domaine des biens*. En effet, la conséquence immédiate de l'augmentation du volume monétaire sera une diminution du stock de biens. Mais à mesure que le rythme de la production s'accélère sur toute l'échelle de la production et que cette accélération atteint successivement tous les compartiments de l'activité économique, un accroissement du volume des biens en résulte qui est en proportion directe avec le rythme de la production.

A cet égard, on constate au point de vue empirique un accroissement plus que proportionnel des biens dits de production par rapport aux biens de consommation. Différents auteurs, et notamment M. SCHUMPETER, WICKSELL (1) et leurs écoles expliquent ce phénomène par ce qu'on a appelé *l'épargne forcée* (2) (3). Ils visent par là précisément le phénomène auquel nous avons fait allusion en parlant des effets de la hausse des prix des biens de consommation sur notre équation des revenus. A leur avis, la demande accrue qui s'exercera sur le marché des biens de consommation sera à l'avantage de ceux qui touchent la monnaie nouvellement émise et une hausse des prix de ces biens en résultera.

Regardons les choses de plus près, et nous constaterons que la main d'œuvre nouvellement engagée sera payée au début au même taux que celle déjà engagée dans le processus de production. Il est vrai qu'une hausse des prix de leurs vivres résultera de leur concurrence réciproque sur ce marché. Mais cela ne sera que temporaire et dépendra de la mesure dans laquelle le volume des biens de consommation augmentera par rapport au volume des salaires payés en supplément. A cet égard, constatons que le volume des biens de consommation augmente en même temps que le volume des biens de production, à un rythme plus lent il est vrai. On peut

(1) cf. à ce propos les travaux de M. v. MISES et le livre de M. HANS NEISSER : *Der Tauschwert des Geldes*. W. ROPKE : *Kredit und Konjunktur*, parmi les auteurs plus modernes. Dans la littérature anglaise il faut signaler : D.-H. ROBERTSON : *Banking Policy and the Price Level*, Londres, 1926. Consulter également à ce propos F.-W. HAYEK : *Geldtheorie und Konjunkturtheorie*, p. 131-32.

(2) cf. G. v. HABERLER : *Prosperité et Dépression*, éd. par la S. D. N., 1937, p. 32 et ss. On y trouvera également des indications bibliographiques.

(3) Dans la pensée de WICKSELL, un « processus cumulatif » est la conséquence de l'élargissement des crédits consistants dans les changements du niveau des prix et l'augmentation de la production ensuite.

se demander cependant dans quelle mesure on peut attribuer l'élargissement du capital et des cadres économiques, en général, à « l'épargne forcée ». Si « épargne forcée » il y a, elle n'est que temporaire; pendant une certaine période, le stock des biens de consommation destiné à un nombre déterminé d'individus devant en alimenter un nombre plus élevé.

La notion de l'épargne forcée, en effet, est une émanation de l'idée de la production par détours de BOHM-BAWERK; celle-ci implique une *succession* dans les différentes phases de la production telle que nous l'avons adoptée également; cela n'empêche cependant pas que cette succession dans les différents domaines de la production n'ait pas toujours lieu.

En réalité, nous assistons au cours du processus décrit à un accroissement *simultané* du volume des biens de production et de consommation. Que les rythmes soient différents, cela ne change rien à l'essence du problème. Si les biens servant aux premières phases de la production servaient tant à la production qu'à la consommation, nous adopterions entièrement la notion de l'épargne forcée comme élément explicatif. Mais le sens du terme « biens non-spécifiques » n'est point là et se rapporte seulement à des biens servant à la fabrication de biens de production en premier lieu, et de biens de consommation en dernier lieu.

De là, nous sommes bien obligés à restreindre la portée explicative de la notion dite d'épargne forcée. S'il est vrai que dans des circonstances déterminées elle joue un certain rôle, nous ne pouvons pas encore conclure qu'elle *explique* l'accroissement du capital ou plutôt des biens de production au détriment des biens de consommation ou, en d'autres mots, l'accumulation.

La notion de l'épargne forcée étant ainsi précisée et réduite à son contenu théorique réel, nous n'avons nullement l'intention de contester le phénomène qui consiste à augmenter la fabrication des biens de production au détriment des biens de consommation. Cela est, comme nous l'avons vu, une conséquence inévitable de l'accroissement du volume des crédits dans le sens défini (1).

Ainsi l'augmentation du volume des moyens monétaires à des fins productives donne une impulsion à l'accroissement du produit social et à l'accumulation d'une façon générale. Ce procédé implique un déséquilibre entre le produit social et le revenu social par le fait que la valeur numérique du dernier augmente au détriment du premier; en outre, cette augmentation précède celle du produit social. Un nouvel équilibre pourra s'établir lorsque le produit social augmentera à son tour.

(1) Avec raison, M. PIROU qualifie la notion « d'épargne forcée », de « subtile ». cf. G. PIROU : *Les nouveaux courants*, fasc. IV, p. 116.

En ce qui concerne le volume des biens, retenons qu'après avoir été absorbé par des investissements, son volume augmente dans le sens donné par l'analyse précédente.

Le processus ainsi déclenché par la baisse du taux de l'intérêt en dessous du taux normal engendre une transformation complète des cadres économiques et surtout l'augmentation des biens de production. Il a des conséquences doubles sur le niveau des prix et le volume de la production, et est une manifestation du phénomène général dit « d'accumulation ».

On pourrait maintenant croire que le processus d'épargne ainsi décrit se prolongerait d'une façon infinie; mais tel n'est pas le cas. Si d'autre part, on imaginait un arrêt à un moment donné de cet accroissement de la production, on pourrait admettre que tous les facteurs s'adaptent en fin de compte, de façon à former un nouvel équilibre qui se maintiendrait jusqu'à ce que le processus se répâtât.

Examinons les choses de plus près. Nous avons vu, en effet, qu'à un certain moment le niveau des prix augmente dans une plus forte proportion que le volume de monnaie et de crédits en circulation et que, dès lors, les crédits supplémentaires demandés sont de plus en plus élevés. On pourrait croire ici à une émission infinie et illimitée de monnaie puisque nous admettons entre autres l'hypothèse d'une création de monnaie et de crédits « ex nihilo »; mais cela non plus n'est pas le cas.

L'émission de monnaie et l'octroi de crédits se heurtent en effet, à des limites variables suivant les régimes bancaires en question. Ceux-ci prescrivent aux instituts de crédits — suivant une habitude qui s'est développée par l'expérience et dont nous aurons à exposer plus bas les raisons théoriques — le maintien d'une proportion entre les crédits accordés et leurs propres ressources. Les réserves de banques forment dès lors une limite à l'extension des crédits.

Si le niveau des prix varie à un rythme plus rapide que celui de l'accroissement des biens réels d'un côté, et le volume des crédits de l'autre, les moyens monétaires nécessaires à la continuation du processus en cours deviennent plus considérables; les demandes de crédits s'élèvent et les réserves des banques doivent diminuer pour atteindre une certaine limite inférieure que les banques jugent dangereux de dépasser.

A ce moment, les banques sont obligées de restreindre, par une hausse du taux de l'intérêt, les crédits accordés. En affectant de cette façon les profits, elles écartent de plus en plus les entreprises dont la productivité n'est pas très grande. Celles-ci à leur tour la marge de profit se rétrécissant, limitent les demandes de cré

dit d'un côté et sont obligées de vendre les biens réalisables pour faire face à leurs engagements de l'autre côté; une baisse des prix en résultera. Par des arrêts successifs dans de nombreuses activités productives, cette baisse s'étendra aussi au domaine des biens intermédiaires. Et les arrêts se succéderont de phase en phase sur toutes les échelles de l'activité économique. Ainsi, une sélection s'opère et les entreprises les plus productives pourront se maintenir tout en restreignant le volume de leurs activités.

Par la liquidation générale de stocks et l'arrêt de la production dans de nombreux compartiments économiques, un mouvement général de baisse se produit et le processus économique se trouve dans une période de stagnation et d'adaptation. Tels sont les phénomènes qu'on constate empiriquement. Essayons de leur donner une explication et des bases théoriques.

L'équilibre naturel supposait un parallélisme entre trois facteurs : les biens — les prix — la monnaie. Cela au point de vue statique. Quand il s'agissait du point de vue dynamique, une autre condition s'y ajoutait : l'équilibre entre les épargnes et les investissements.

Si le processus économique se poursuit sans dérangement, les trois éléments cités sont parallèles les uns aux autres. Dans le processus tel que nous l'avons démontré, un déséquilibre commence par se produire du côté de la monnaie. Son volume en effet dépasse à un moment donné celui des épargnes réelles. De là, l'équilibre dans le système des prix est atteint, engendrant le processus de hausse dans tous les domaines. La formation des épargnes monétaires nécessaire à des investissements se produit alors sans rapport avec la fabrication des biens de production et de consommation. Nous assistons donc à une disproportion entre les épargnes monétaires d'un côté et les épargnes réelles de l'autre. Cette disproportion se traduit par la hausse des prix et, dans une phase ultérieure, par un accroissement plus que proportionnel des investissements monétaires, par rapport aux épargnes effectives exprimées en valeur (épargne forcée).

La période de la hausse se caractérise ainsi par un accroissement successif des trois éléments en présence, accroissement très prononcé pendant les dernières phases de l'essor. A ce moment en effet une masse de plus en plus considérable de monnaie se dirige vers des investissements. Étant donné la nature de la production par détours, les biens intermédiaires nouvellement reconstitués pour remplacer les anciens ne sont pas encore disponibles en quantités suffisantes pour que les nouvelles épargnes puissent cor-

respondre à cette masse de crédits (1). A mesure cependant que l'essor atteint son point culminant et que les biens finis commencent à se répartir sur le marché en quantités de plus en plus élevées, la situation se renverse, de sorte que les épargnes dépassent en valeur le volume de monnaie qui commence en même temps à se rétrécir. Dès lors un déséquilibre entre les épargnes, les investissements et les crédits s'établit.

C'est dans la disproportion entre ces trois facteurs que réside l'essence théorique des phénomènes esquissés antérieurement du point de vue de la théorie de l'équilibre. Seule la production par détours rend ces rapports si inintelligibles (2) et fait que la production augmente encore à un moment où elle dépasse largement le stock des biens nécessaires et les épargnes encore disponibles.

Après une époque d'élargissement des facteurs constitutifs de l'équilibre naturel, d'élargissement aussi des cadres généraux de la production, nous assisterons ainsi à une évolution en sens inverse. Nous connaissons les détails de ce mécanisme, il convient d'en chercher la signification réelle.

En effet, lorsque l'essor atteint son point culminant, on se trouve en présence d'une insuffisance de moyens monétaires par rapport au volume des affaires en général, des épargnes en particulier. Aussi longtemps que le contraire était vrai, on pouvait croire que la monnaie émise signifiait les biens réels. Mais en réalité la hausse des prix et l'inflation de monnaie et de crédits (3) dépassaient le cadre économique des biens réels. A mesure que l'accroissement de la production faisait sentir ses effets, la monnaie « additionnelle » émise trouvait sa contre-partie dans le domaine des biens. Mais par suite de l'étendue et de la *disproportion* des investissements, les différents éléments obéissaient à une évolution propre en ce qu'ils étaient mutuellement indépendants quant au rythme de leur accroissement. C'est ainsi que le niveau des prix a évolué de telle façon que lorsque l'essor a atteint son point culminant, la valeur de la production exprimée en prix monétaires dépasse de loin la valeur du volume monétaire en circulation, valeur qu'on a appelée « la valeur circulatoire de la monnaie socialement nécessaire » (4). Cette dernière en effet exprime la quantité de monnaie nécessaire à l'état d'équilibre, ceci grâce

(1) A. SPIETHOFF : *Krisen*, dans le *Hdw. d. Stw.*, vol. VI, p. 76-78, 4^e édition.

(2) ALBERT AFTALION : *Les crises périodiques de surproduction*, 1913. BERNARD LAVERGNE : *Cours approfondi d'économie politique*, inédit, fait à l'Université de Lille, 1933-34.

(3) MAURICE ANSIAUX : *L'inflation du crédit et la prévention des crises*, Paris 1934.

(4) cf. *Supra*, chap. III, p. 75; — R. HILFERDING : *op. cit.*, p. 29, etc.

au fait qu'elle tient compte de tous les éléments qui interviennent dans le processus de l'échange en général, et des compensations en particulier. Elle suppose d'une façon implicite qu'à un certain moment de ce processus, il y a un résidu de marchandises qui doit être couvert par de la monnaie ou une matière remplissant la fonction d'équivalent général, pour que l'équilibre s'établisse. C'est essentiellement ceci que HILFERDING (1) a voulu mettre en relief par sa formule citée. Au fond, M. SCHUMPETER (2), en disant que la monnaie véritable constituait un *gage* (*Faustpfand*) de sa base en valeurs réelles, exprimait la même idée.

Au même moment où l'essor donne son maximum, nous voyons justement — indice de ce qu'il y a accumulation — que la valeur monétaire du volume des biens dépasse le volume de monnaie effectif. C'est à un certain degré de cette évolution que la restriction de crédits se produit, restriction déterminée par la réduction progressive de la réserve monétaire des instituts de crédits. Nous comprenons dès lors l'importance de cet indice précieux que constitue la réserve métallique d'un pays; il n'est autre chose que l'expression empirique du *gage général* (*Faustpfand*) et comme tel, il sert à rétablir les conditions d'équilibre monétaire. La baisse des prix qui se produit alors est l'expression de la réadaptation du niveau des prix à sa base « naturelle » ou, pour employer notre propre terminologie, de « l'équilibre du marché » à « l'équilibre naturel ». *La crise devient ainsi la phase qui réduit l'évolution économique en déséquilibre à un état d'équilibre correspondant à des données quantitatives nouvelles.*

A ce stade de notre exposé seulement nous sommes à même de juger d'une façon plus précise le rôle de l'intérêt en tant qu'élément régulateur de l'équilibre naturel. En tant qu'instrument de l'expansion monétaire, il peut être le stimulant *immédiat* de l'expansion économique et engendrer son déséquilibre. De l'autre côté, au point culminant de l'essor, son importance est accrue. En tant que facteur du prix de revient, il devient ici l'instrument de réadaptation pour ramener le processus économique à un état d'équilibre.

C'est aussi à ce moment que nous pouvons préciser davantage le couple d'idées du taux normal et du taux monétaire de l'intérêt. Par sa liaison étroite avec la réserve économique se trouvant dans les banques sous forme monétaire et constituant le « gage » des transactions économiques, le taux d'intérêt et ses variations indique dans quelle mesure l'équilibre a été dérangé. Ainsi la

(1) Supra, chap. III, page 75; — R. HILFERDING : op. cit., p. 29, etc.

(2) cf. SCHUMPETER : *Das Sozialprodukt und die Rechenpfennige*, dans *Archiv für Sozialwissenschaft*, vol. 44, p. 643.

relation entre les deux taux acquiert des bases théoriques plus solides et un contenu réel. Si les variations du taux d'intérêt du marché ou du taux monétaire correspondent à l'évolution des autres phénomènes, le taux normal, lui, correspond à la *réserve économique* et aux *capacités de financement réelles* d'une collectivité économique, sans être pratiqué en réalité. Ce n'est qu'au moment d'une diminution excessive de ces réserves, donnée par l'expérience, que son importance entre en scène.

Par ses rapports étroits avec la réserve économique réelle, le taux de l'intérêt démontre également ses liens avec le volume des épargnes réelles dont dispose une société économique donnée. A vrai dire, ceci est un autre aspect des épargnes et peut être mis en rapport avec le volume des investissements à effectuer.

Par son action sur le volume des investissements et sur celle des épargnes d'un côté, et par son caractère d'instrument de politique monétaire des instituts de crédit d'un autre côté, le phénomène de l'intérêt acquiert une importance accrue du point de vue de l'équilibre économique. Par la complexité de son mécanisme et par les répercussions étendues qu'il engendre, il est un élément essentiel du processus économique.

§ 4. — Considérations finales.

Arrivé au point culminant de notre analyse, on peut poser la question de savoir quel est l'emploi de l'intérêt d'une part, et celui de la monnaie d'autre part, dans un but normatif visant une politique d'équilibre économique, afin d'agir notamment sur le degré d'accumulation.

Mais cette question, partielle en elle-même, soulève tout de suite le problème général de la réglementation et du *planisme économique*.

A ce point de vue, notre travail s'arrête à mi-chemin et peut être considéré comme inachevé. Une étude « d'économie appliquée » portant sur les traits généraux de l'économie dirigée et planifiée (1) devrait lui servir de complément nécessaire. Mais avant d'entreprendre une telle étude, nous avons cru qu'il importait, en premier lieu, de voir clair dans les rapports fondamentaux qui se posent sur le terrain de l'explication. Ce n'est qu'ensuite que des recherches sous l'angle normatif — où il faut tenir compte d'un ensemble de conditions plus complexes encore — peuvent être envisagées.

(1) On emploie ces deux termes généralement dans des sens différents. Il nous paraît cependant là, non une différence de fond, mais plutôt de nuance.

Le problème du planisme économique est en effet intimement lié à celui de l'équilibre économique (1). Ce présent travail — qu'on veuille bien le considérer comme une première partie d'un travail plus vaste — a donc dû être limité à l'analyse des différents facteurs de base dans leur rapport réciproque en relation avec la théorie de l'équilibre. Il nous semble que malgré certaines imperfections, il contient les principaux éléments nécessaires à l'étude du problème *normatif*.

En outre, les problèmes ainsi soulevés — tout en ayant un caractère technique — relèvent plutôt de la doctrine que de la théorie économique (2). De ce chef, ils seraient soumis à un jugement de valeur. Par là, nous semble-t-il, ils dépasseraient le cadre de la science économique proprement dite au sein de laquelle nous avons voulu rester encore.

Vu : Le Président de la Thèse :

Aix, le 28 février 1942, —
B. RAYNAUD.

Vu : Le Doyen :

Aix, le 1^{er} mars 1942,
B. RAYNAUD.

Vu et permis d'imprimer,

Aix, le 2 mars 1942.

Le Recteur :

PIERRE MARTINO.

(1) SUMNER SCHLICHTER : *Towards Stability*, 1935. — cf. G. PIROU : *Nouveaux courants...*, fasc. 4.

(2) Voir définition p. X.

BIBLIOGRAPHIE

Nous nous excusons de n'avoir pu fournir la date et le lieu d'édition exacts de quelques ouvrages, étant donnée la difficulté de communiquer à l'heure actuelle avec certaines bibliothèques.

AFTALION, Albert :

Monnaie, Prix et Change, Paris 1927.

Monnaie et Industrie, Paris 1929.

Cours de Statistique, Paris 1928.

Les Crises périodiques de surproduction, Paris 1913.

L'équilibre dans les relations économiques internationales, Paris 1937.

AKERMANN, Johan :

Economic Progress and Economic Crisis, Londres 1932.

ALLIX, Edgar :

Le Physicisme des Physiocrates, Revue d'Economie Politique, 1911.

ALTMANN, P.-S. :

Zur Geldlehre des 19. Jahrhunderts. Dans : *Die Entwicklung der deutschen Volkswirtschaftslehre im 19. Jahrhundert*, Leipzig 1908.

ANSIAUX, Maurice :

Traité d'Economie Politique, 3 vol., Paris 1920.

L'inflation du crédit et la prévention des crises, Paris 1934.

Evolution du crédit et contrôle des banques, Revue d'Economie Politique, 1934.

Les banques de dépôts et la création de crédit, Bulletin d'Information de la Banque Nationale de Belgique, 1935.

La notion et le rôle du capital selon Schumpeter, ibidem 1937.

ARNAUNÉ, A. :

La monnaie et le crédit, Paris 1894.

ASHLEY, W.-J. :

Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre, 2 vol., Paris 1900.

ASTER, E. V. :

Geschichte der Philosophie, Leipzig 1935.

BEER, Max :

Allgemeine Geschichte des Sozialismus und der sozialen Kämpfe, Berlin 1932.

BILMOVICS, A. :

Zum Problem des « neutralen » Geldes. Zeitschrift für National-ökonomie, 1935.

BORTKIEWICZ, L. V. :

Wesen des Bankkredits, Weltwirtschaftliches Archiv, 1921.

BRÉHIER, Emile :

Histoire de la Philosophie, Paris 1926.

BÖHM-BAWERK, Eugen V. :

Positive Theorie des Kapitals, 1884.

Histoire critique des théories de l'intérêt, 1889.

Zins, dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 6^e éd.

BÜLOW, F. :

Volkswirtschaftslehre, Leipzig 1931.

BUDGE, S. :

Die Lehre vom Geld, 1933.

Zur Frage der Bankrate und des Geldwerts, Archiv für Sozialwissenschaften, 1917-18.

CANNAN :

Money, its connection with rising and falling prices, 1932.

CASSEL, Gustav :

Theoretische Sozialökonomie, 1932.

CAULLET, G. :

Aide à l'industrie et la liquidité des capitaux, Paris 1928.

CHLEPNER, B.-S. :

La Banque en Belgique, Bruxelles, 1926.

Le Contrôle du Crédit, Bulletin d'information de la Banque Nationale de Belgique, 1935.

L'Avenir du Capitalisme, Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1933.

Contrôle des Banques, Revue Economique Internationale, 1935.

Les Débuts du Crédit Industriel Moderne, Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1929.

CLARK, J.-B. :

The distribution of wealth, New-York 1931.

CLARK, J.-M. :

Statistics and Economics. — Article dans *Encyclopædia of Social Sciences*, vol. 14.

DARMOIS, G. :

Statistique mathématique, Paris 1928.

DELHORBE, F. :

Le désarroi dans la pensée économique et la théorie de l'équilibre,
Revue économique internationale, 1938.

DELPECH, H. :

Essai sur la Théorie Autrichienne de l'Imputation, Paris 1934.

DOPSCH, Alfons :

Geld- und Naturalwirtschaft in der Weltgeschichte, 1932.

DÖRING :

Die Geldtheorien seit Knapp, Greifswald 1922 (Thèse).

EGLE, Walter :

Zur Frage des « neutralen » Geldes, *Zeitschrift für National-
ökonomie*, 1938.

ELSTER u. LEXIS :

Naturalwirtschaft, dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*,
vol. 6, 4^e édition.

EZEKIEL, M. :

Economic Dynamics, *American Economic Review*, 1931.

FANNO, Marco :

Die reine Theorie des Geldmarktes, dans *Hayek : Beiträge zur
Geldtheorie*, Vienne 1934.

FISHER, Irving :

The purchasing power of money, New-York 1911.

A compensated dollar, *Quarterly Journal of Economics*, 1913.

GIDE, Charles :

Cours d'économie politique, Paris 1930.

GIDE, Ch. et RIST, Ch. :

Histoire des doctrines économiques, Paris 1920.

HABERLER, G. V. :

Prospérité et dépression, Publication de la S. D. N. 1937.

HAHN, Albert :

Zur Theorie des Geldmarktes, Archiv für Sozialwissenschaften, 1923.

Volkswirtschaftliche Theorie des Bankkredits, 1930.

Kredit, Article dans le *Hdw. d. Stw.*, 4^e édit.

HAWTREY, R.-G. :

La circulation monétaire et le crédit, Paris 1935.

Trade and Credit, Londres 1928.

HAYEK, F.-W. :

Geldtheorie und Konjunkturtheorie, Vienne 1929.

Prices and Production, Londres 1935.

et autres :

Collectivist Economic Planning, Traduction française, Paris 1939.

HILDEBRAND, Bruno :

Naturalwirtschaft, Geldwirtschaft und Creditwirtschaft, Jahrbuch für Nationalökonomie, 1864.

HILFERDING, Rudolf :

Das Finanzkapital, Vienne 1923.

HOLTROP, M.-W. :

Die Umlaufgeschwindigkeit des Geldes, dans Hayek : *Beiträge zur Geldtheorie*, Vienne 1934.

JAFFE :

Das theoretische System der kapitalistischen Wirtschaftsordnung, Archiv für Sozialwissenschaften, 1917-18.

JEIDELS, O. :

Die Beziehungen der Berliner Grossbanken zur Industrie (Thèse).

JOSEPH :

Die Lehre vom Kredit vom dogmengeschichtlichen Standpunkt (Thèse).

KEYNES, J.-M. :

A treatise on money, Vol. I : *The pure theory of money*, Londres 1930.

La réforme monétaire, Paris 1924.

KNIES, Karl :

Geld und Kredit, 2 vol., Berlin 1876.

KNIGHT, Frank H. :

Marginal Utility Economics, Article sous « *Economics* », dans la *Encyclopædia of Social Sciences*.

KOMORZYNSKI :

Die nationalökonomische Lehre vom Kredit, 1909.

KOOPMANS, J.-G. :

Zum Problem des « neutralen » Geldes, dans : *Beiträge zur Geldtheorie*, édité par Hayek, Vienne 1934.

KUZNETS, S. :

Equilibrium Economics and Business Cycle Theory, *Quarterly Journal of Economics*, 1930.

LEDERER, Emil :

Der Zirkulationsprozess als zentrales Problem der ökonomischen Theorie, *Archiv für Sozialwissenschaften*, Vol. 56, 1926.

Ort und Grenze des zusätzlichen Kredites, ibidem, 1930.

National Economic Planning, *Encyclopædia of Social Sciences*.

Konjunktur und Krisen, dans : *Grundriss der Sozialökonomik*, 4^e division.

LEMOINE, Robert-J. :

La concentration bancaire en Belgique, *Revue économique internationale*, 1929.

LEXIS, W. :

Kredit, article dans *le Hdw. d. Stw.*, 3^e éd.

LEXIS u. ELSTER :

Naturalwirtschaft, dans *le Hdw. de Stw.*, 4^e éd.

LESCURE, Jean :

Des crises générales et périodiques de surproduction, 2 vol., Paris 1932.

L'HOMME, Jean :

Le taux de l'intérêt dans l'évolution économique, Paris 1936.

MACHLUP, F. :

Börsenkredit, Industriekredit und Kapitalbildung, Vienne 1931.

MANDELBAUM u. MEYER :

Zur Theorie der Planwirtschaft, *Zeitschrift für Sozialforschung*, 1934.

MALTHUS, Th.-R. :

Principles of Political Economy, Londres 1836.

MARGET, A.-W. :

Les aspects monétaires du système de Walras, *Journal of political economy*, 1936.

MARSHALL, Alfred :

Principles of economics, Londres 1890.

MARX, Karl :

Das Kapital, vol. 1-3, Hambourg 1904.

Lohnarbeit und Kapital, Berlin 1892.

Theorien über den Mehrwert, 2 vol.

MILDSCHUII :

Geschichtliche Entwicklung der Geldtheorien, dans le Hdw. d. Stw., 4^e éd., sous Geld.

MISES, L. V. :

Le Socialisme, Paris 1938.

Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel, 1924.

The theory of money and credit, Londres 1934.

Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik, 1929.

MITCHELL, W.-C. :

Business Cycles, New-York 1927.

MOMBERT :

Geschichte der Nationalökonomie, 1927.

MORGENSTERN, O. :

Mathematical economics sous *Economics*, dans *Encyclopædia of Social Sciences*.

MOSSÉ, R. :

Monnaie, capital et économie planifiée, Annales de droit et de sciences sociales, N^o 6.

Les investissements dans l'économie planifiée et capitaliste, Revue d'économie politique, 1934.

L'économie planifiée et les crises, Revue Economique Internationale, 1937.

MOORE, H.-I. :

Synthetic Economics, New-York 1929.

MYRDAL, Gunnar :

Der Gleichgewichtsbegriff als Instrument der geldtheoretischen Analyse, Beiträge zur Geldtheorie, édités par HAYEK, Vienne 1934.

NEISSER Hans :

Der Tauschwert des Geldes, Jena 1928.

Der Kreislauf des Geldes, Weltwirtschaftliches Archiv, 1931.

NEWMARCH et TOOKE :

History of prices and of the state of circulation during the years 1793-1856, 6 vol., Londres 1838-57.

NOGARO, B. :

La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains, Paris 1924.

OPPENHEIMER, F. :

Critique de Irving Fisher : The purchasing power of money
Weltwirtschaftliches Archiv, 1917.

PIGOU, A. :

Industrial Fluctuations, Londres 1929.

PIROU, G. :

Les théories de l'équilibre économique, Paris 1934.

L'utilité marginale, Paris 1932.

Traité d'économie politique, 2 vol., Paris 1939-40-41.

Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis
4 vol., Paris 1938.

PALYI, M. :

Quantitätstheorie, dans le *Hdw. d. Stw.*, vol. 6, 4^e édition.

PARETO, V. :

Cours d'économie politique, Lausanne 1896-97.

RAYNAUD, B. :

Les discussions sur l'ordre naturel au 18^e siècle, *Revue d'économie politique*, 1905.

La loi naturelle en économie politique, Paris 1936-38, 2 vol.

REYNAUD, P.-L. :

La notion du taux naturel de l'intérêt et son utilisation, *Revue de Science et de législation financières*, 1937.

Essais sur la monnaie « neutre », *Revue d'économie politique* 1937.

RICARDO, David :

Principles of political economy and taxation, Londres 1817.

The high price of bullion a proof of the depreciation of bank notes, Londres 1809.

RIESSER :

Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Grossbanken, Berlin 1912.

RIST, Ch. :

Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie, Paris 1938.

ROBBINS, L. :

On a certain ambiguity in the conception of stationary equilibrium, *Economic Journal*, 1930.

ROBERTSON, D.-H. :

Banking policy and the price level, Londres 1926.

RÖPKE, Wilhelm :

Krise und Konjunktur, 1932.

SAX, Emil :

Der Kapitalzins.

SCHIFF, Erich :

Kapitalbildung und Kapitalaufzehrung im Konjunkturverlauf,
Vienne 1938.

SCHIFF, Walter :

Die Planwirtschaft und ihre ökonomischen Hauptprobleme, Berlin 1932.

SCHLICHTER, Sumner :

Towards stability, New-York 1935.

SCHMALENBACH, E. :

Grundlagen der Selbstkostenrechnung und Preispolitik, Jena 1930.

SCHULZE-GÄVERNITZ, V. :

Die deutschen Kreditbanken.

SCHUMPETER, Joseph :

Kreditkontrolle, Archiv für Sozialwissenschaften, 1925.

Das Sozialprodukt und die Rechenpfennige, Archiv für Sozialwissenschaften, 1917-18.

Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung, 1926.

Wesen und Hauptinhalt der theoretischen Nationalökonomie, 1908.

SIMIAND, F. :

Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie, Paris 1932.

SIMMEL :

Philosophie des Geldes, 1908.

SMITH, Adam :

Inquiry into the nature and causes of the wealth of nations, 1776.

SOMBART, Werner :

Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus, 1928.

Sozialismus und soziale Bewegung, 1908.

SOUTER, R.-W. :

Equilibrium Economics and Business Cycle Theory, Quaterly Journal of Economics, 1929-30.

SPIETHOFF, Arthur :

Krisen, article dans le Hdw. d. Stw., 4^e éd.

STEPHINGER, C. :

Wert und Geld, 1918.

STERNSCHEIN, A. :

Das Wesen der Umlaufgeschwindigkeit des Geldes, 1933.

STRIGL, Rich. v. :

Kapital und Produktion, 1934.

Die Änderungen in den Daten der Wirtschaft, Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, 1928.

STRUVÉ, P. :

L'idée de la loi naturelle dans la science économique, Revue d'économie politique, 1921.

TAYLOR, O.-H. :

Economics and the idea of Natural Laws.

Economics and the idea of « Jus Naturale », Quaterly Journal of Economics, 1929 et 1930.

TOOKE et NEWMARCH :

History of prices and of the state of circulation during the years 1793-1856, 6 vol., Londres 1838-57.

VERIJN STUART, G.-M. :

Inleiding tot de Leer der Waardevastheid van het Geld, 's-Gravenhage 1919.

VORLÄNDER, K. :

Geschichte der Philosophie, Berlin 1932.

WALRAS, Léon :

Eléments d'économie politique pure, 1926.

Théorie de la monnaie, Lausanne 1884.

WEBER, Max :

Wirtschaft und Gesellschaft, Tübingen 1922.

Gesammelte Aufsätze zur Wirtschaftslehre, Tübingen 1922.

WICKSELL, Knut :

Interest and prices, Londres 1936.

Lectures on political economy, Vol. I, General Theory.

Vorlesungen über Nationalökonomie auf Grundlage des Marginalprinzips, vol. II : Geld und Kredit, Jena 1928.

Der Bankzins als Regulator der Warenpreise, Conrads Jahrbücher 1897.

WIESER, F. v. :

Der natürliche Wert, Vienne 1889.

Theorie der gesellschaftlichen Wirtschaft, 1914.

Theorie des Geldes Hdw. d. Stw., sous Geld, 4^e éd.

Der Geldwert und seine Veränderungen.

ZWEIG, Ferdynand :

Die vier Systeme der Nationalökonomie, Berlin 1932.

DOCUMENTS (inédits)

ANSIAUX, Maurice :

Economie politique générale, cours fait à l'Université de Bruxelles, 1935-36.

CHLEPNER, B.-S. :

Monnaie et Crédit, cours fait à l'Université de Bruxelles, 1935-36.

Crises et conjonctures économiques, cours fait à l'Université de Bruxelles, 1936-37.

DE BROUCKÈRE, L. :

Régime du travail industriel, cours fait à l'Université de Bruxelles, 1935-36.

DE LEENER, Georges :

Théorie du commerce international, cours fait à l'Université de Bruxelles, 1936-37.

LASSERRE, Georges :

Economie politique générale, cours fait à l'Université de Lille, 1933-34.

LAVERGNE, Bernard :

Economie politique approfondie, cours fait à l'Université de Lille, 1933-34.

Histoire des doctrines économiques, cours fait à l'Université de Lille, 1933-34.

OLBRECHTS, Raymond :

Statistique générale, cours fait à l'Université de Bruxelles, 1935-36.

ABREVIATIONS

Idw. d. Stw. = Handwörterbuch der Staatswissenschaften.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	IX
--------------------	----

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION DE L'ÉQUILIBRE DANS LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

§ 1. — La notion de l'équilibre comme instrument de l'analyse économique	16
§ 2. — La notion de l'équilibre dans la méthode et la pensée scientifiques	19
§ 3. — La notion de l'économie naturelle comme base de la notion de l'équilibre	21

CHAPITRE II

LE PROBLÈME DE L'ÉQUILIBRE DANS L'ÉCONOMIE NATURELLE

Section A

Le problème de l'équilibre comme problème économique général dans le cadre de l'économie naturelle fermée

§ 1. — Considérations générales	27
§ 2. — Le problème de la production	28
§ 3. — L'équilibre entre le produit et le revenu social	31

Section B

Le problème de l'équilibre comme problème de valeur dans le cadre de l'économie d'échanges

§ 1. — Considérations générales	33
§ 2. — Le problème de l'équilibre dans l'espace	34
§ 3. — Le problème de l'équilibre dans le temps	38
§ 4. — Conclusions	41

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DE L'ÉQUILIBRE DANS L'ÉCONOMIE MONÉTAIRE

Section A

Le problème monétaire

§ 1. — Considérations générales	44
§ 2. — L'essence et les fonctions de la monnaie.....	46
§ 3. — L'élément monétaire dans le problème de valeur.....	49

Section B

La notion de l'équilibre naturel sous l'angle de la monnaie

§ 1. — L'équilibre monétaire	53
§ 2. — Le niveau général des prix et sa détermination.....	58

CHAPITRE IV

LES PERTURBATIONS DE L'ÉQUILIBRE MONÉTAIRE

Section A

La nature dualiste de la monnaie

§ 1. — Considérations générales	65
§ 2. — La nature abstraite de la monnaie et ses effets.....	66
§ 3. — La nature concrète de la monnaie et ses effets.....	68

Section B

La monnaie et sa quantité

§ 1. — La quantité de monnaie dans l'équilibre naturel.....	71
§ 2. — La quantité de monnaie et sa détermination.....	74

Section C

La monnaie comme facteur perturbateur dans l'équilibre naturel

§ 1. — L'équilibre naturel sous son triple aspect.....	78
§ 2. — La théorie quantitative de la monnaie.....	84
§ 3. — Conclusions	93

CHAPITRE V

LE PROBLÈME DE L'ÉQUILIBRE COMME PROBLÈME DE CRISES

Section A

Le problème de l'accumulation

§ 1. — Observations préliminaires	95
§ 2. — La reproduction du produit social	96

§ 3. — L'accumulation et le revenu social	98
§ 4. — L'équilibre naturel et les investissements.....	105
§ 5. — Le rapport des épargnes et des investissements au point de vue monétaire	108

Section B

Le processus de l'accumulation comme processus de crises

§ 1. — Le crédit et les investissements.....	111
§ 2. — L'intérêt dans l'équilibre naturel.....	116
§ 3. — La monnaie, l'intérêt et les investissements.....	126
§ 4. — Considérations finales	137

BIBLIOGRAPHIE	139
---------------------	-----

